

Marcel Sembat (1862-1922)
Député de la Seine

La victoire en déroute

(1925)

Un document produit en version numérique par Roger Deer, bénévole,
ingénieur à la retraite, diplômé de l'ENSAIA de Nancy
(école nationale supérieure d'agronomie et de industries alimentaires)
Courriel : roger.derr@wanadoo.fr

Dans le cadre de la collection : "Les classiques des sciences sociales"
fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay, professeur de sociologie

Site web : http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web : <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Roger Deer, bénévole, ingénieur à la retraite, diplômé de l'ENSAIA de Nancy (école nationale supérieure d'agronomie et de industries alimentaires) roger.derr@wanadoo.fr

à partir de :

Marcel Sembat (1925)

Député de la Seine

La victoire en déroute

Une édition électronique réalisée à partir du livre de Gustave Le Bon, *La victoire en déroute* (1925). 3^e mille. Paris : Éditions du Progrès civique, 1925, 260 pages. Préface de Léon Blum. Une édition numérique réalisée grâce à la générosité de M. Roger Deer, retraité et bénévole.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte : Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Mise en page complétée le 26 février 2003 à Chicoutimi, Québec.
Texte révisé le 29 avril 2003, ayant commis une erreur dans le titre du livre
[JMT]



Table des matières

[Remarque sur la présente édition numérique](#), par Roger Deer

[Préface de Léon Blum](#)

[Première partie](#)

- Chapitre I [La Politique des vainqueurs](#)
- Chapitre II [Le grand reniement](#) (Notre apostasie)
- Chapitre III [La Paix de Versailles](#)
- Chapitre IV [La Société des Nations et le Désarmement](#)

[Deuxième partie](#)

- Chapitre I [Le socialisme en France au lendemain de la guerre](#)
- Chapitre II [Le socialisme en Allemagne](#)
- Chapitre III [Effet de la Révolution russe sur nous](#)
- Chapitre IV [Le Congrès de Tours et la scission](#)
- Chapitre V [À Tours](#)
- Chapitre VI [La Révolution dans la France contemporaine](#)
- Chapitre VII [Après Tours.](#) — *Zinoviev à Halle*
- Chapitre VIII [La Révolution russe](#)
- Chapitre IX [L'Avenir du monde socialiste.](#) La dictature du Prolétariat
- Chapitre X [Le dilemme](#)

Appendice I [Retouches au plan général](#)

[Appendice II](#) —

[Note des éditeurs](#)

Remarque sur cette édition numérique

Par Roger Deer
23 avril 2003

[Retour à la table des matières](#)

Marcel Sembat (1862-1922) D'abord journaliste à la petite république, il est député socialiste de Paris de 1893 à 1922, et adhère à la SFIO en 1904. Il écrit un pamphlet "Faites la paix sinon faites un roi" en 1913. En 1920 il se rallie aux minoritaires du congrès de Tours.

Les fautes sont en général mineures, en voici la liste avec entre parenthèses les corrections effectuées :

page XII : contre-coups
page 5 : revisiez (corrigé révisiez)
page 15 : qu'ont doit imposer (corrigé : on doit)
page 17 : réactionnaire (corrigé)
page 22 : instérêts (corrigé)
page 31 : un Europe nouvelle (corrigé)
page 66 : mainteneuse de la paix
page 176 : s'acomplisse (corrigé s'accomplisse)
page 177 : évènements (corrigé)
page 182 : affimation (corrigé : affirmation)
page 191 : Azerbeïdjan
page 221 : naguère (corrigé)
page 229 : posible (corrigé : possible)
page 231 : une majorté (corrigé : majorité)
p 232 : Bohême
p 236 : inconstestable (corrigé)
p 248 : réactionnaires (corrigé)

Marcel Sembat

La victoire en déroute

Préface de Léon Blum

Éditions du Progrès Civique

1925

La victoire en déroute

Préface

Par Léon Blum

[Retour à la table des matières](#)

Quand il revenait à la Chambre, ayant pris quelques jours de repos — tantôt dans la maison de Bonnières où s'était passée son enfance, tantôt dans la maison de Chamonix où ils sont morts — avant même de me répondre sur sa santé, il me criait de sa voix joyeuse :

— Ça va bien ! Le bouquin avance !

C'était vrai le bouquin avançait.

Lorsque, après l'atroce et sublime tragédie de Chamonix, ses deux neveux, André Varagnac et Pierre Collart, ont dressé l'inventaire de ses papiers, ils ont trouvé les deux tiers au moins du " bouquin " en état de complet achèvement.

La copie dactylographiée avait été revue par lui jusqu'à satisfaction finale et n'attendait plus que le bon à tirer. Le reste du manuscrit, également copié, n'exigeait

qu'une dernière révision, dont lui-même, par des réflexions marginales, avait dirigé le sens avec une précision parfaite et qui pouvait être opérée sans peine, et sans risque.

Seule, l'extrême conclusion du livre comportait encore, de sa part, un sensible apport de travail, auquel personne ne pouvait songer à suppléer.

Il avait hésité longtemps entre divers modes de présentation, et le parti final, ainsi qu'une note de sa main en fait foi, n'avait été pris que très peu de jours avant leur dernier départ pour Chamonix.

Quelques semaines lui avaient ainsi manqué pour l'achèvement total de son oeuvre. Mais le travail de rédaction, cependant, était suffisamment avancé pour que ses neveux, et moi-même — chargé, par une des dernières volontés de Mme Marcel

Sembat, de surveiller la publication — n'ayons eu d'autre tâche à accomplir que de disposer et de rapprocher les fragments déjà composés.

Le développement, sans doute, demeure incomplet. La conclusion du livre se présente, sous une forme plus courte et plus grêle que si l'auteur avait pu y apporter la dernière main. Mais, connaissant son plan par le menu., nous pouvons déclarer que, par chance, aucune lacune importante n'apparaît dans le dessin logique de sa pensée. Et je crois bien que si un devoir de conscience ne m'avait fait donner cet avertissement, le lecteur le plus attentif n'y eût pas pris garde.

Sembat attachait une grande importance à son livre, et je puis bien dire qu'il l'aimait. Par humeur et par don, il était, avant tout, un journaliste, c'est-à-dire un journalier. Il satisfaisait comme un besoin organique en jetant dans ses articles ou dans ses propos quotidiens, avec sa verve improvisée et toute chaude, les idées, les jugements, les railleries que lui inspirait l'événement immédiat.

Mais, en écrivant ce livre, au lendemain de la guerre, il avait cédé au même appel de sa conscience qu'à la veille même de la guerre, lorsqu'il avait écrit : Faites un Roi ou bien faites la Paix.

À des moments diversement critiques de l'histoire, sentant l'avenir lourd d'événements redoutables, il avait senti la même nécessité, ou, pour mieux dire, il s'était reconnu le même devoir de se recueillir, de se séparer pour un temps du courant quotidien des faits, d'envisager avec le recul d'une réflexion plus approfondie l'ensemble du problème politique.

À deux reprises, et avec huit années d'intervalle, il avait voulu ramasser et livrer, sous forme systématique, la somme de l'expérience longuement accumulée dans son esprit, mais dont les éléments, jusqu'alors, semblaient dispersés au jeu des polémiques journalières.

Certes, c'est toujours le polémiste qui continuait à tenir la plume, mais ce qu'il exprimait, c'était la pensée gravement méditée de l'homme politique — je ne forcerai pas le sens des termes en ajoutant : de l'homme d'État.

Car ces deux livres, Sembat les a écrits exactement comme ses articles, sans changer de ton ni de manière, sans modifier en rien, pour la dignité du sujet, ses habitudes de dialectique ou ses préférences de style.

Dès les premières phrases, le lecteur y retrouve cette tonalité, cette sonorité particulière qui font qu'une page de Sembat est bien de lui et ne saurait s'attribuer à nul autre, cette verve tranchante ou cassante, cet éclat gouailleur, cette liberté souvent cocasse ou truculente que relève toujours le goût savoureux et savant du langage.

Ils se présentent sous le même aspect : l'auteur poussant toujours en scène sa propre personne, tantôt monologuant, tantôt interpellant et prenant à partie, avec sa puissante familiarité, un interlocuteur réel ou imaginaire.

Il existe, en matière de polémique, une manière Sembat, un style Sembat que ses milliers de lecteurs reconnaissent au premier coup d'œil, à la première gorgée, et qui demeurent intacts dans ses livres.

Mais quelle gravité sous l'ironie verbale ou logique de ces soliloques et de ces dialogues, quelle gravité, et même, dans le fond, quelle anxiété !

Car il faut avoir connu Sembat, et précisément un livre comme celui-ci le fera connaître à ceux qui t'ont méconnu.

Ce n'était pas un amuseur, ce n'était pas un amateur, ce n'était pas un sceptique, c'était un homme grave jusqu'au scrupule et sincère jusqu'à la passion.

Sans doute, il aimait les tableaux, les livres et les fleurs; sans doute la curiosité illimitée de son esprit l'entraînait sur les terrains parfois les plus excentriques de la science, aujourd'hui la pathologie nerveuse, demain l'histoire des religions primitives ; sans doute ses effets favoris d'écrivain sont la dérision, l'ironie, ou même " la blague " ; sans doute, ajouterai-je — car là réside une des raisons de la méprise — il défendait jalousement sa vie intime, resserrée entre sa famille la plus proche et un bien petit nombre d'amis.

Mais, dans son fond, l'homme était simple et fort, franc et rustique. De la souche purement terrienne dont il était issu, il avait hérité la droiture un peu rude, la puissance d'attache à tout le système d'idées qui était pour lui le sol nourricier.

Nul n'avait une vue plus prompte et plus sûre de la réalité. Nul ne débrouillait d'un regard plus clairvoyant et plus aigu la vérité des événements et des hommes.

Il avait des jugements libres, durs et nets, des convictions solides, des attachements inébranlables. Que le souci des choses publiques ait pu l'êtreindre jusqu'à la souffrance physique, jusqu'à la maladie, j'en puis déposer comme témoin oculaire.

Que le don qu'il avait fait au socialisme de sa pensée, de sa personne ait été sérieux, volontaire, entier, nul n'en pourra douter ayant lu ce livre.

Ses neveux m'ont confié que, dans l'atelier de Bonnières — ce haut atelier ouvrant d'un côté sur la Seine, de l'autre sur les bois, où sa femme et lui travaillaient l'un près de l'autre, — ils avaient découvert d'importants fragments de mémoires intimes.

Je n'ai pas eu ces fragments entre les mains ; je souhaite ardemment qu'ils soient en état d'être publiés, et sans doute mettront-ils très haut, à sa vraie place, l'écrivain que fut Marcel Sembat.

Le journal à la Saint-Simon, c'est sans doute la forme littéraire où ses dons de justesse dans la vision, de pénétration dans le jugement, de pittoresque et de relief dans le rendu, pouvaient le mieux trouver leur emploi.

Mais le livre que nous présentons aujourd'hui au public forme, en plus d'un sens, comme un fragment de ces mémoires. Si l'on veut bien y prendre garde, il est une confession, une confession publique, d'autant plus touchante aujourd'hui qu'elle est posthume.

Non seulement Sembat s'y livre lui-même et tout entier, mais il s'y livre, si je puis dire, par états particuliers et successifs, en nous laissant apparaître le lien de chaque réflexion, de chaque argument avec l'émotion personnelle qui les a déterminés.

La question centrale, c'est, au fond, celle qu'il avait déjà posée dans son premier livre : "Le monde veut-il vraiment la paix ? À quelles conditions la paix est-elle vraiment possible dans le monde ?"

Mais dans les données actuelles du problème, ce qu'il fait entrer avant tout, ce sont les contre-coups directs sur son intelligence et sur sa sensibilité des grands événements qui l'avaient passionné ou déchiré dans ces dernières années : révolution allemande, révolution russe, scission des communistes et des socialistes en France au Congrès de Tours.

Ah ! ceux qui l'ont entendu à Tours n'ont certes pas besoin qu'on leur remontre à quel point la conviction socialiste de Sembat était sincère, à quel point sa foi, et, comme il le dit lui-même, son enthousiasme socialistes étaient ardents.

Ceux-là conservent encore intacts dans leur mémoire son image, ses paroles, le son de sa voix à certaines phrases.

Je le répète ceux qui liront ce livre, si malveillants, si incrédules qu'on les suppose, ne pourront pas se dérober à la même certitude.

Ils seront bien forcés aussi d'admirer cette richesse d'expérience et cette hauteur de jugement qui permet à Sembat de dominer, par la vision ou la prévision, l'ensemble de l'Europe politique.

Ils n'échapperont pas non plus à quelque émotion en sentant avec quelle générosité de cœur, avec quelle richesse de sensibilité humaine, il rassemble et apprécie tous les grands enjeux de la guerre.

Et ainsi ce livre achèvera, je pense, de mettre à néant la légende menteuse qui s'était formée autour de son nom.

Pour nous, ses compagnons de lutte, il renouvelle son deuil, il rend plus vif et plus cruel encore le sentiment de sa perte.

Comme il nous a été pris brutalement, l'ami dont nous cherchions le regard et la main, le camarade dont nous attendions l'avis avant toute résolution importante !

Comme il nous manque, aujourd'hui plus que jamais !

Comme nous aurions besoin de sa raison, de son courage, de sa puissante sympathie avec la pensée et la volonté populaires !...

Et moi, qui ai passé de longs mois près de lui, dans la plus constante, dans la plus intime communauté de travail et de vie, que d'images je sens se lever et envahir ma mémoire !

Nul ami ne fut plus fidèle et plus sensible.

Quand, au cours de ces voyages que le soin de sa santé avait rendus plus fréquents, j'étais demeuré trop longtemps sans lui écrire, j'entends encore de quel accent il me disait :

— Allons, Blum, vous ne m'aimez plus...

Ah ! qu'il est vrai, qu'il est triste, le vers d'Hugo :

Comme le souvenir est voisin du remords !

Quand on évoque, comme je le fais en cet instant, le souvenir d'un ami aimé, d'un ami perdu, quel remords d'avoir vécu avec lui comme si on ne devait jamais le perdre !...

Mais je m'excuse de cet abandon que lui, si pudique, si secret, et, vis-à-vis de la peine, si stoïque, eût désapprouvé. Ce n'est pas de moi qu'il s'agit, c'est de lui, c'est de son livre. Il est temps que j'achève la présentation et que je leur laisse la place.

LÉON BLUM.

Marcel Sembat, *La victoire en déroute*

Première partie

[Retour à la table des matières](#)

La victoire en déroute : Première partie

Chapitre I

La politique des vainqueurs

[Retour à la table des matières](#)

Nous voici vainqueurs. Quelle est notre politique ?

Qu'est-ce que nous en voulons tirer, de notre victoire ? Qu'est-ce que l'univers va en tirer ?

Allons-nous fonder un monde nouveau ! au lieu de l'ancien monde, du monde d'avant la guerre, du monde fondé sur la force et la violence, une Europe toute neuve, d'où la guerre sera bannie, et où le droit s'organise pour remplacer la Force ? Est-ce là notre volonté ?

Pour savoir, regardons autour de nous.

Et d'abord, écoutons ce qu'on dit de nous ; voyons comme on nous juge.

Tenez ! voici un article que j'extrai du Daily Chronicle, signé " Politicus ". Il pose à merveille la question principale. Lisons-le : " La France, dit-il à propos de la

Conférence de Washington, la France ne croit pas à l'efficacité d'une autre politique que celle de la force.

Pour elle, Washington et la Ligue des Nations ne sont que de nouveaux champs pour exercer son activité diplomatique et non, pas le commencement d'une ère nouvelle dans les rapports internationaux.

“ Elle est persuadée que l'Europe demeurera ce qu'elle a été : un théâtre sur lequel, avec un système d'alliances, des armements et un équilibre de puissances, des guerres reviendront de temps à autre. Seuls, ceux qui auront confiance en leur propre puissance militaire seront assurés de conserver leur existence et leur pouvoir. ”

Tout est là ! J'ai pris cet article presque au hasard. Je ne le signerais pas, car il commence par constater que “ la vieille Entente franco-anglaise n'a aucune base solide ”. Il est vrai qu'il ajoute qu'on pourra en trouver une demain.

Inutile de chercher ! l'entente franco-anglaise a une base solide. Aveugle qui ne la voit pas. La voici : l'Angleterre et la France sont deux peuples libres et ayant le goût vif de la liberté.

Ils doivent donc s'unir pour la fonder en Europe. Car l'Europe ne peut être sauvée de l'hégémonie césarienne que par une forte alliance des démocraties occidentales.

Mais ce que nous lisons tout à l'heure est lumineux. Il faut opter entre deux politiques : celle du passé, la Force ; et celle de l'avenir, le Droit organisé.

Croyez-vous à la politique du passé ? Croyez-vous que tout va continuer comme avant la guerre ? Alors, armées permanentes comme avant la guerre, paix armée, diplomatie nouant des alliances offensives et défensives. Il est logique que vous recommenciez Comme avant la guerre.

Au contraire, croyez-vous à la politique du Droit ? à la lutte contre la violence et la guerre ? à une Société des Nations efficace et puissante ?

En ce cas, il est logique que vous révisiez le traité de Versailles pour fonder la paix de l'Europe.

Dans la première hypothèse, c'est très simple la France, sans alliés, est vouée à la revanche des Allemands appuyés sur les Russes.

Dans le cas contraire elle peut être sauvée.

Et à Gênes ? Étions-nous, quand s'ouvrit la Conférence, plus aimés de l'Europe qu'au sortir de Washington ? C'était pis ! cent fois pis ! Vers la fin d'avril, Garvin ¹, le rédacteur en chef de l'Observer, l'ami personnel de Lloyd George, écrivait au lendemain du discours de Poincaré à Bar-le-Duc, un article sur le “ Kaiser Poincaré ”!

Il comparait froidement le président du Conseil à Guillaume II.

¹ On m'affirme que ce renseignement, donné par toute la presse française, est inexact et que ce titre a paru dans le Daily Herald.

C'est monstrueusement faux ! C'est même, aux yeux des pires ennemis de Poincaré, une exagération grotesque !

Tant que vous voudrez ! vous avez raison ! je suis d'accord avec vous pour trouver ce titre odieux.

Seulement, plus c'est odieux, plus c'est grotesque, plus je trouve significatif et révélateur qu'au printemps de 1922 ces outrances-là soient possibles. Quoi ? est-ce qu'on aurait écrit cela en 1919 ? Tout le monde aurait ri.

C'est faux, dites-vous ? Mais plus c'est faux, plus nous sommes bêtes ! Si c'était en partie vrai, nous serions des coupables, des criminels. Mais si c'est totalement faux, quels crétins nous sommes de provoquer sur nous de tels jugements !

Pourquoi compare-t-on Poincaré à Guillaume ? Exactement pour la raison qu'avant Washington " Politicus " nous soulignait. Parce que la politique extérieure de la France est inspirée des mêmes principes que celle de l'Allemagne avant la guerre. Nous croyons aux mêmes dieux. En cas de conflit, une seule solution, la force.

Notre argument suprême, c'est notre armée. Un droit nouveau créerait d'autres recours ; une Ligue des Nations, faisant tribunal international et jugeant. Mais il n'y a pas de droit nouveau. C'est la violence qui continue. Elle règne, seule, comme avant, ami temps où nous la maudissions.

Ce qu'il y a de terrible pour la France aujourd'hui, c'est que l'Europe anxieuse attendait qu'une voix s'élevât pour jeter les paroles d'avenir. L'Europe avait compté sur nous. Elle sentait au plus profond de sa conscience le besoin d'un grand changement, la nécessité d'une ère nouvelle.

La France n'y croit plus à cette ère nouvelle ; et sa voix jette à l'Europe les mots exécrables du passé.

La victoire en déroute : Première partie

Chapitre II

La grand reniement

(Notre Apostasie)

[Retour à la table des matières](#)

Ainsi, à trois ans de la victoire, voilà où nous en sommes ! En Angleterre, en Amérique, on n'attend plus rien de nouveau, on ne compte plus sur nous pour conduire le monde vers l'avenir, au contraire !

Pourtant ! vous rappelez-vous nos cris pendant la guerre ?

Quel contraste entre l'esprit des Français au lendemain de l'invasion et l'esprit des Français au lendemain de la victoire !

Effet ordinaire de la victoire ! Pas du tout ! Ce revirement a précédé la victoire. Il y a eu deux périodes opposées dans la guerre. Celle qui part de l'invasion et va jusqu'à l'avènement de Clemenceau, celle qui part de l'avènement de Clemenceau et va jusqu'à la victoire.

Au début de la première, par toute la France un cri unanime À la frontière contre l'envahisseur et contre la violence ! Cette fois, c'est la fin ! Plus de Guillaume, plus

de Kaiser botté, sabreur, sans autre loi que sa volonté ! Nous le rejetterons hors de chez nous, nous l'abattons, et avec lui, tombera tout le vieux régime de violence et d'agression militaire.

Il l'a voulue, n'est-ce pas ! nous autres, nous n'en voulions pas de la guerre ! Mais puisqu'il l'a voulue, c'est fini de ce régime de paix armée et de qui-vive perpétuel et d'alarmes continues !

La preuve ? La voici dans ce numéro du Supplément littéraire du Times. Aimons à nous regarder par d'autres yeux que les nôtres ! Le journaliste anglais (pas un homme politique, mais quelque clairvoyant professeur d'Oxford) met en relief que l'indignation qui a soulevé la France n'était pas seulement une révolte contre son propre péril, ni contre l'invasion actuelle. Non ! insiste-t-il, c'était une révolte d'une portée générale contre toute invasion, contre le principe de violence, contre la loi du plus fort.

Très vrai ! Tous ces jeunes gaillards qui descendaient, ce matin-là, en rangs serrés, la rue Damrémont (il y avait parmi eux les deux Thomas qui, la veille, à la salle Wagram, se demandaient s'il fallait désertier) et tous les autres, qui par toutes les rues de nos villes et de nos villages gagnaient la gare et la Caserne, tous pensaient pareil. Ils allaient se battre, puisqu'il le fallait, pour qu'on ne se battît plus jamais. Ils allaient délivrer la France et le monde. L'ennemie mortelle, c'était la Force, la Violence, la Guerre. Une fois Guillaume à terre, une fois la République victorieuse, tout le monde, par tout l'univers, aurait son dû et son droit.

Ce cri du premier jour s'est prolongé pendant des mois par le langage enflammé des journaux et les déclarations publiques des gouvernants. Fait essentiel : quand on voulait soutenir le moral de nos troupes, c'est avec ces raisons-là qu'on les remontait.

Pour encourager nos hommes, on sentait d'instinct qu'il fallait leur parler du Droit. Jamais, pas une seule fois, on ne leur a montré en appât les bénéfices de la victoire. Jamais on ne leur a promis qu'ils reviendraient, à leur tour, des conquérants ! Non ! le Droit, la résistance à l'invasion, la libération des peuples, la fondation d'une paix définitive, voilà ce qu'on leur proposait. Dans les revers du début, c'est cette conscience de défendre avec nous tout l'univers et la liberté de tous les hommes qui nous a soutenus. La cause de la France était, nous le sentions tous, la cause de la liberté universelle.

Bien ! Arrive enfin la victoire. La France, dans la victoire, trahit les principes du début de la guerre et les sentiments mêmes qui avaient créé la victoire.

La Force était abominable, quand j'étais faible. Je découvre aujourd'hui qu'elle me confère des droits. Pichon proclame à La tribune les droits du vainqueur.

Voilà le contraste. J'ai pris, pour qu'il soit saillant en pleine lumière, les deux pôles, les deux états opposés. Mais comment est-ce arrivé ? Quand le changement s'est-il produit ?

J'ai dit plus haut qu'on pouvait prendre pour point de repère l'avènement de Clemenceau. En vérité, cela s'était préparé plus tôt !

Dans ce changement, tous les partis ont leur faute.

Que voulez-vous ! la guerre a duré trop longtemps, on ne peut pas se maintenir éternellement à l'état héroïque. Le temps passait. L'invasion était arrêtée ; et les deux armées restaient face à face, immobiles, sans progrès décisif et bientôt sans espoir. Alors, quoi ? les hommes se lassaient.

Chez beaucoup de socialistes, les plus enragés au début, la vieille horreur de la guerre reprenait l'ascendant et elle éclipsait tout le reste.

Aux premiers jours, c'est le vieil esprit, cette horreur indignée de la guerre, qui avait formé le fond brûlant de leur ardeur à résister. Maintenant il se dégage ! il s'isole.

Dépris des rêves fous et des délires des premiers jours, il ricane à l'idée de " la dernière guerre ", cette idée qui, la veille, l'enthousiasmait. La dernière guerre ? Allons donc ! est-ce par la guerre qu'on tuera la guerre ! jamais ! finissons le plus tôt possible ! imposons la paix tout de suite ! revenons à l'action internationale révolutionnaire qui seule peut nous affranchir.

Puis chez les soldats eux-mêmes ! ces tranchées à demi-pleines d'eau et d'excréments, dont parlait Aubriot ! ce spectacle de l'arrière pendant les permissions, comme l'a noté Bernier de l'arrière joyeux et tranquille, qui ne conçoit même pas la vraie existence quotidienne de ces pauvres bougres dans leurs cagnas, sous les marmites.

Beaucoup d'ailleurs n'étaient pas faits pour être des héros. Très dur d'être héros ! Dans la vie ordinaire, on est volontiers douillet. Chez beaucoup d'écrivains de guerre, vous sentez la rancune exaspérée du paisible homme de plume auquel a été imposée, pendant des mois et des ans, la vie atroce ! Il garde rancune à tout l'univers de ses peurs.

Cet arrière joyeux et rassuré prenait l'habitude de la guerre ; j'entends de la guerre lointaine et du canon dont on distingue le bruit sourd en prêtant l'oreille ! Cruelle pour qui a son fils au front ! Mais les autres ? Souffrance indirecte ! Peu à peu les gens se mettent à discuter les conditions qu'on doit imposer aux vaincus. Cléments et débonnaires quand cela tourne mal pour nous, ils deviennent impitoyables et conquérants quand le sort des armes nous favorise.

Si bien que, par une gageure paradoxale, quand les Américains arrivent, nous devenons moins dignes de leur secours.

Hé oui ! les Américains viennent " pour rien " et sans but de conquête. Ils viennent pour le droit des peuples et pour la liberté mais comme leur arrivée par millions nous apporte la victoire, nous commençons à supputer, nous, ce que doit nous apporter cette victoire.

Les proclamations enflammées de Wilson, qui devraient réveiller chez nous les vieux échos endormis de la grande époque révolutionnaire, électrisent la masse de notre peuple.

Mais déjà les journalistes sourient et raillent entre eux. " Mais oui ! qu'il parle, le père Wilson, cela fait très bien ! il nous donne la victoire ! on verra après ! "

Le langage de certains journaux a curieusement changé dès la Marne. Au début de la guerre, première période d'angoisse, n'est-ce pas ? Oh ! l'union sacrée ! Oh ! les braves socialistes ! comme ils marchent bien c'est fini ! tous frères ! et pour toujours ! aimons-nous !

À ce moment, tout le monde entonnait à l'unisson l'hymne au bon droit. Comme on exérait d'accord la brutalité conquérante.

Deuxième période: on se rassure ! Joffre, Galliéni ont vaincu les Allemands sur la Marne. Le G.Q.G. est roi. Nous sommes sauvés !

Ah ! quel soupir profond de soulagement ! Et, dès la détente, nous revenons à nos inclinations naturelles. Déjà la presse réactionnaire décoche des coups de patte aux socialistes. C'est trop naturel, puisque nous recommençons à prévoir l'avenir sans trembler. Ils pourraient devenir gênants après la victoire.

Tout à fait curieux à noter ! Chaque fois qu'une grande attaque ennemie nous entamait, — l'Yser et les premières journées contre Verdun — il y avait un réveil passionné d'union sacrée. Chaque fois que la victoire nous souriait, détente, et, sitôt rassurés, les conservateurs revenaient à leurs penchants véritables.

À la chute de Painlevé, la presse réactionnaire a fait l'avènement de Clemenceau. C'est un syndicat dont Capus fut l'un des principaux dirigeants. Je me rappelle les colères secrètes du père Jean Dupuy, dans sa salle à manger de la rue Scribe. Mais très vite, il comprit qu'il n'y avait rien à faire, et il hurla avec les loups. Il faut réfléchir et bien noter ce rôle décisif de la presse réactionnaire dans l'avènement de Clemenceau. Car de là part le courant qui, préparé comme nous l'avons dit, va changer l'esprit de la France.

Clemenceau lui-même n'était pas sans inquiétudes ; et comme contrepoids, il aurait volontiers consenti à s'entourer de socialistes. Nous avons peut-être commis une bévue en décidant la lutte à outrance, au lieu d'envoyer quatre ou cinq des nôtres à côté de lui. Mais bah ! qu'aurions-nous empêché ? Le courant tournait, je le répète. Et Clemenceau lui-même était trop hostile aux idées de Wilson, trop gouailleur, trop narquois pour goûter la profonde noblesse et l'élan magnifique de ses appels.

Vous rappelez-vous l'arrivée de Wilson à Brest et à Paris ! Nous voici au point central. Surtout, cachons-le au peuple, et cachons-lui le peuple

À Brest, il traverse la ville au galop, comme en voiture cellulaire il le fallait car tout était prêt pour un splendide accueil populaire et socialiste. Toute la population, debout, attendait, massée derrière les drapeaux rouges.

À Paris, pas moyen de l'escamoter : mais on pouvait transformer ce grand jour de l'arrivée de Wilson à Paris en simple cérémonie officielle. Le cortège populaire, qui devait lui apporter le coeur de la France fut interdit.

Pourquoi ? Hé mais ! on a consulté le président qui n'a pas voulu. Tiens ?... Bien combiné, n'est-ce pas, cette ingénieuse consultation du président qui répond naturellement, comme on le souhaitait, qu'il ne veut rien de trop personnel...

Pourtant le soir, après la cérémonie officielle, le président rentré chez lui demandait aux quelques socialistes qui avaient réussi à forcer sa porte : “ Et la manifestation le cortège ouvrier, quand viennent...ils ? à quelle heure ? ”

Hein ? Il subsistait un malentendu n'est-ce pas ? Peu importe, le tour était joué !

Dès l'armistice, la volte-face de la France apparut à tous les yeux.

“ Désarmement ! Ah, mais ! entendons-nous ! Désarmement des Allemands, oui ! Mais nous, gardons notre armée solide. Autrement, voyons, nous serions perdus ! ils prendraient leur revanche demain. ”

“ Mais cependant le kaiser est en fuite, le kronprinz se cache, l'Allemagne est soulevée, les ouvriers font la révolution ! C'est bien ce que vous attendiez, n'est-ce pas ! et le président Wilson a déclaré qu'il n'y aurait plus d'armées permanentes. ”

“ Oh ! la Révolution en Allemagne, c'est un truc ! c'est une feinte ! Les pangermanistes sont là qui préparent déjà la prochaine guerre ! En tout cas, il faut attendre ! provisoirement, nous restons armés jusqu'aux dents ! ”

Quelle stupeur !

Je me rappelle Venizelos arrivé pour la grande Conférence, le grand Congrès de paix générale et d'affranchissement universel. il n'en revenait pas.

“ Comment, disait-il, mais l'intérêt de la France était si évidemment d'accord avec sa gloire ! Vous n'aviez qu'à continuer, qu'à rester vous-mêmes ! Le monde marchait derrière vous. Vous conduisiez l'Europe vers l'avenir. Depuis Verdun, tout l'univers enthousiaste (memento : les repas des Etats-Unis où, si le nom de Verdun était prononcé, tous les hommes se levaient) vous suivait de plein coeur. Et voilà que vous tournez le dos ! vous tournez le dos à vos vieilles traditions de la Révolution et à vos récentes proclamations pendant la guerre ! vous représentez, maintenant, la réaction ! vous seuls ! c'est inimaginable ! ”

Il a bien fallu se décider à y croire ! La France faisait volte-face. D'abord, on a dit : “ C'est la faute à Clemenceau, ” mais l'an d'après survinrent les élections.

Alors l'Europe ébahie se trouve en face d'une Chambre réactionnaire !

Tout le monde, chez nous comme au dehors, croyait à une forte poussée socialiste. Nos bévues, aidant les manoeuvres de la presse unanime, nous firent battre et amenèrent le triomphe du Bloc National.

Étonnant ? Si vous voulez ! mais est-il si surprenant que la bourgeoisie, qui sent le péril socialiste, se forme en un seul faisceau ? Elle supprime ses divisions trop dangereuses maintenant, renonce à la libre pensée, revient au pape et à l'Église. Plus elle approchera de sa fin, plus son union de résistance s'accroîtra, plus elle se rejettera vers les idées réactionnaires.

Les conséquences de la volte-face ? D'abord, nos alliés nous ont lâchés. Ensuite, nos ennemis n'ont pas désarmé.

Nos alliés nous ont lâchés parce que nous les dégoûtions.

Bonne blague, n'est-ce pas ? Les Anglais nous ont lâché parce que les pétroles de Mésopotamie, parce que le chômage, et la baisse du mark, parce que... Mais oui ! j'entends bien. Vous avez raison de noter les motifs intéressés. Mais, voyez-vous, ce n'est pas, non plus, chose négligeable que de perdre dans chaque peuple la sympathie des consciences droites.

Elles ne sont pas la majorité ? Soit. Mais prenez garde qu'elles exercent une influence très puissante sur l'ensemble de l'opinion. Et puis, elles ne sont pas la majorité, je l'accorde. Mais, regardons-y de près ! C'est plus mélangé que vous ne croyez ! les gens de pure droiture, qui sont tout entiers menés par une conscience, exclusivement possédés par les idées généreuses, oh ! c'est la toute petite minorité. Mais, à côté, il y a la foule des mixtes, la foule des pauvres humains qui sont menés à la fois par leurs intérêts et leur conscience. Et chez les pires hommes d'affaires, croyez-vous que la, conscience n'ait rien à voir et se taise tout à fait ?

Dans quelle proportion, sur la masse, agit la conscience et agit l'intérêt ? L'intérêt est plus fort, cela va sans dire. Mais si nous sommes très éveillés, très clairvoyants pour notre intérêt personnel, nous sommes pleins d'illusions quand il s'agit d'intérêt public.

Les Anglais sont persuadés que leur chômage finirait si le mark remontait, si l'Allemagne leur achetait : peuple positif, certes, et dont le regard froid excelle à discerner son intérêt ! n'empêche qu'ils se fourrent le doigt dans l'œil. Ils préfèrent ne pas voir que, dans chaque pays, il y a tendance à tout produire et, par conséquent, diminution pour eux de clientèle. Génés par leur chômage et l'arrêt de leur industrie, ils ont besoin de se raconter des histoires et d'inventer des explications. Et ils choisissent les moins pénibles, les moins désagréables.

Croyez-vous que dans toutes ces explications chimériques auxquelles nous donnons le nom d'intérêt national, croyez-vous que les sympathies, les antipathies, les admirations et les mépris, tout un travail secret de la conscience ne jouent aucun rôle ?

Grave faiblesse pour une nation de s'attirer le mépris général ! Et c'est plus dur encore quand, comme pour nous, ce mépris succède à l'enthousiasme !

Voyez les États-Unis. Ici aussi, en cherchant bien, on peut trouver — plus difficilement, mais on y arrive — des questions d'intérêt qui les séparent de nous. Avouons qu'elles sont négligeables si on les compare au grand courant de déception produit là-bas par notre attitude depuis la victoire, et spécialement à la Conférence de Washington.

“ Ils sont pareils aux autres ! Menacés par des conquérants, ils acclamaient le Droit des peuples, la Paix, la Liberté. Sitôt victorieux, ils s'organisent la plus forte armée du monde et veulent dominer l'Europe par la force des armes ! Ils ne valent pas mieux que le kaiser puisqu'ils aspirent à le remplacer ! ”

Cet abus de la victoire matérielle nous a fait rater la victoire morale. Elle était possible, la victoire morale, et, pour donner de la durée à la victoire matérielle, elle était nécessaire.

Possible ? sans aucun doute. Nous en étions à deux doigts. Les troupes alliées n'étaient pas seules victorieuses : nos idées l'emportaient aussi.

Le peuple allemand, dans la défaite de l'empire militaire, se tournait vers l'autre pôle, vers le principe contraire. Depuis 1916, il était profondément travaillé par les doutes et l'inquiétude.

Tous les grands chefs militaires se sont plaints de n'avoir plus été soutenus à partir de ce moment, par l'opinion populaire. Quand Hindenburg a capitulé, n'a-t-il pas accusé la population civile de frapper l'armée dans le dos ?

Commode excuse ? Sans doute ! Mais quand, auparavant, Ludendorff conseillait la paix avec tant d'insistance, quelles raisons invoquait-il à côté des motifs purement militaires ? L'état de l'opinion qui trouvait écho parmi les soldats.

Vandervelde, de Brouckère m'ont raconté les scènes de l'évacuation des villes belges par des régiments allemands qui portaient, drapeau rouge en tête. Le mouvement révolutionnaire, après l'effondrement du kaiser, a été vif et sincère. Nous nous plaignons qu'il ait été bref et vite limité ! Mais qu'avons-nous fait pour l'encourager !

Si les rois allemands avaient cherché appui près du Quai d'Orsay et de Downing Street, au lieu de quitter leurs trônes si vite, ils l'auraient trouvé. Nos diplomates n'aiment pas la démocratie, ni les révolutions, ni les mouvements populaires.

Dans les quelques semaines qui ont suivi l'armistice, le peuple allemand attendait, anxieux, le mot d'ordre.

Parbleu il y avait, en Allemagne, les pangermanistes acharnés et inébranlables les officiers, si nombreux, les hobereaux, et par malheur beaucoup d'universitaires. Mais la masse de l'opinion, qui les avait suivis si longtemps, était détachée d'eux.

Mon ami Marcel Mauss, qui sait voir et qui connaît parfaitement les Allemands, revenait, tout chaud, des bords du Rhin. Il me disait : " Ces gens-là nous regardent, tâchant de deviner ce qu'il faut faire pour nous plaire, pour que nous les approuvions. Ils sont là, les yeux sur nous, ils attendent ! "

Il distinguait nettement l'attitude de l'ennemi d'hier, tourné vers nous, et tout disposé à nous suivre si nous entreprenions de fonder, en Europe, la démocratie sociale.

Comment allons-nous les traiter ? En ennemis vaincus, auxquels on dicte des conditions, ou en peuples libérés !

Sous la Révolution, quand nos troupes entraient dans les villes allemandes, elles chassaient les aristocrates et appelaient le peuple à la liberté. Naturellement, les

Allemands auraient trouvé très avantageux de tout rejeter sur le kaiser, derrière lequel ils avaient, au début de la guerre, tous marché d'enthousiasme.

Nous n'étions pas obligés d'être aveugles. Mais notre intérêt, d'accord avec notre gloire, selon le mot de Venizelos. nous conseillait d'éviter soigneusement l'attitude impérieuse du classique vainqueur ; et de ne pas prendre, à leur égard, la même attitude que Bismark envers nous, en 1871.

Il fallait comprendre qu'en ces quelques mois allait se jouer le sort de l'Europe. Si nous savions compléter la victoire matérielle par la victoire morale, l'Europe était sauvée, et la paix fondée solidement. Quel dommage et quel malheur que nos idées n'aient plus été les mêmes qu'en 1914 ! Alors nous aurions compris tout de suite ! et la grande oeuvre commençait.

Au lieu que, revenus aux idées réactionnaires, résolus à tirer parti de la victoire, nous allions vite rejeter les Allemands loin de nous.

Ça n'a pas duré longtemps. En deux ou trois mois, c'était fini. Nos journaux criaient qu'il fallait dépecer l'Allemagne, occuper à perpétuité la rive gauche du Rhin, assurer la ruine économique de nos voisins.

Et la démocratie ? et Wilson ? ce n'est rien, n'est-ce pas, le mépris du vaincu ? Qui s'en soucie ?

Soit !

Les Allemands virent la vérité, comme les Américains. Ils haussèrent les épaules en songeant qu'ils avaient failli prendre au sérieux une doctrine du Droit à laquelle nous ne croyions pas nous-mêmes.

Ils virent que nous étions bismarckiens. Dans notre bouche, le même langage. Dans notre pensée, la même conviction que seule compte la Force.

Ah ! songèrent-ils, nous sommes tombés dans un piège ! Les articles de Wilson, pur et simple appeau pour nous capturer.

En France, nous nous sommes très peu rendu compte de cela, parce que nous n'avons jamais mesuré l'importance qu'avaient eue, pour les Allemands, les appels de Wilson et l'intervention américaine.

Tant qu'il n'y avait que nous et les Anglais à combattre, ils ne s'étonnaient pas. L'histoire continuait. Lutte de force, et non pas conflit d'idées. Mais les Américains ? Pourquoi ? Et les appels de Wilson ?

La démocratie et ses principes n'avaient jamais trouvé grand crédit chez les Allemands.

Leur victoire de 1871, la fondation de l'empire, et la prospérité croissante qui a suivi, étaient des expériences qui leur enfonçaient dans la tête des idées impérialistes.

À la base de tout ce splendide développement industriel et commercial, ils sentaient la force militaire qui leur assurait l'hégémonie en Europe. La direction fer-

me et avisée de leur empereur valait mieux que les discussions parlementaires des Français qui se chamaillaient. Pour eux, la démocratie était le paradis des bavards. Les réalistes, les futurs maîtres du monde avaient donc trouvé, dans l'empire allemand, l'organisation parfaite.

Mais la guerre malheureuse ébranle leur foi. À l'élan confiant du début succèdent les échecs.

Une forte proportion d'industriels et de grands commerçants avait toujours préféré la paix, qui favorisait leurs vastes entreprises, aux calculs belliqueux des états-majors. Ils tenaient dans leurs mains la conquête pacifique du monde que rien ne pouvait leur ôter : la conquête militaire les séduisait beaucoup moins. Ballin peut être pris pour type de ces esprits là. Ils savaient que Guillaume II, au fond de lui-même, avait longtemps pensé comme eux et ils étaient au courant de la rivalité qui l'opposait à son fils. Plus la guerre durait, plus la déception et les regrets de ces hommes devenaient aigus.

Beaucoup d'intellectuels aussi se demandaient si cet énorme conflit n'était pas, au fond, la lutte gigantesque de deux principes, le principe du passé, le principe de force et d'autorité, et le principe d'avenir. Est-ce que le monde n'arrivait pas au seuil d'une ère nouvelle ? À ce degré de civilisation, la liberté, la démocratie, le gouvernement des peuples par eux-mêmes n'allaient-ils pas s'imposer ? L'empire allemand succombait peut-être parce qu'il incarnait un principe fécond hier, mais dépassé aujourd'hui.

Dans ce trouble profond de l'opinion allemande, les appels de Wilson retentirent avec une puissance que nous n'avons pas soupçonnée.

Si la victoire des Alliés était restée fidèle aux principes wilsoniens, qui étaient ceux de notre Révolution, ceux qui avaient jailli du cœur de la foule française sous le coup de fouet de l'invasion, une grande partie des Allemands s'y serait ralliée.

Alors une Europe nouvelle pouvait être fondée, puisqu'une même conception de l'avenir s'y faisait jour.

Les peuples de France, d'Angleterre, de Belgique, d'Allemagne et d'Autriche pouvaient s'orienter ensemble vers la paix, la liberté, le droit des peuples, le désarmement, et travailler ensemble à l'organisation du droit ouvrier.

Faute de quoi, au lendemain de la guerre, la vieille civilisation guerrière continuait.

Il faut un avenir, un but, une promesse de bonheur pour attirer les hommes.

Croyez-vous qu'un peuple puisse s'en passer ?

Quel avenir allions-nous proposer à l'Allemagne, à l'Europe et à nous-mêmes ? Tout est là !

Or, à l'Allemagne, nos chauvins montraient comme avenir, en expiation de la guerre qu'elle avait déchaînée et surtout en châtement d'y avoir été vaincue la fin de son unité, la misère, la sujétion, la ruine à tout jamais !

Il aurait fallu montrer aux Allemands un avenir de prospérité par la paix, pour détourner leur cœur de la guerre.

Sinon, ou les rejetait à la Revanche, aux impériaux, aux pangermanistes, à tous ceux qui murmuraient :

“ Oui ! nous sommes aujourd’hui les vaincus. Pour combien de temps ? Rappelez-vous Napoléon ! et cette fois-ci, nous n’avons pas subi d’Iéna ! les jours de triomphe nous reviendront ! ”

Aussi les Allemands n’ont pas désarmé dans leurs cœurs, et ce désarmement-là est la condition de tout autre.

La victoire en déroute : Première partie

Chapitre III

La Paix de Versailles

[Retour à la table des matières](#)

Ayant raté la vraie paix, nous avons la naïveté de croire que la fausse paix, celle du traité de Versailles, peut durer.

Au fait, qui donc y croit ?

Pas les Allemands, bien entendu !

Mais chez nous, qui donc ne sent pas que le traité de Versailles est un traité comme tous les autres ? Traité dicté par le vainqueur mais qui ne fonde pas un droit nouveau, n'est-ce pas ? il n'a pas la prétention de fonder un droit nouveau ? Ceux qui l'ont signé ne croyaient pas à un droit nouveau. Ils n'y songeaient pas, étant trop sérieux pour cela.

Quand Wilson les obligeait à y penser, ils le narguaient, ils riaient derrière son dos.

Non ! pas de droit nouveau !

C'est le droit ancien qui continue le traité de Versailles est dicté par le vainqueur, comme d'habitude, et imposé au vaincu qui, comme d'habitude, le subira tant qu'il se croira le plus faible.

Cela étant, personne nulle part, ni chez nous ni ailleurs, ne croit à la durée du traité de Versailles.

Et on a bien raison ! car vous, les auteurs du traité de Versailles, vous qui blaguez si verveusement les chimériques, vous ne vous êtes donc pas aperçus que vous étiez vous-mêmes les pires chimériques ?

Je comparais le traité de Versailles aux traités anciens ? Comme j'avais tort ! je vous flattais trop !

Les hommes qui dictaient les traités d'autrefois prévoyaient d'avance les guerres prochaines et rédigeaient leurs clauses en conséquence. Ils prenaient soin, avant tout, de tracer des frontières bien résistantes.

Mais vous ? Vous ne vous apercevez pas encore que votre traité de Versailles trace les frontières d'une Europe de chimère qui n'est ni une Europe de paix ni une Europe de guerre.

Elle n'est pas une Europe de paix, car elle impose à certains peuples des découpages que jamais ils n'accepteront : ainsi, vous coupez la Prusse en deux tronçons séparés.

Elle n'est pas une Europe de guerre, car il suffit de jeter les yeux sur la carte que vous avez tracée pour comprendre que ces lignes bizarres, vos lignes de frontières, ne tiennent pas et tombent au premier coup de canon.

Vos frontières ? Frontières pour les États-Unis, oui ! mais pas pour des gens qui se battent !

L'histoire en avait tracé d'autres : et notre histoire est une histoire de guerre. Elle avait supprimé la Pologne nous la rétablissons ; mais où sont les limites naturelles de la Pologne ? et que valent, en cas de guerre, ses frontières ?

Il fallait écouter Foch, si vous étiez résolu à continuer pour toujours l'histoire de guerre. Il fallait prendre le Rhin et vous installer dessus solidement, sans vous occuper des sentiments des peuples, pas plus que Bismarck, votre modèle, ne s'occupa des sentiments des Alsaciens ni des Lorrains.

Mais vous n'avez pas osé, ou plutôt Wilson et Lloyd George vous en ont empêché. Cette lutte entre les rédacteurs du traité de Versailles explique le caractère hybride de leur oeuvre. Wilson restait fidèle à ses idées ; il fondait la Société des Nations. Mais la France avait renié sa foi. D'où l'Europe étonnante dont accoucha la Conférence de Versailles.

Étalez côte à côte deux cartes sur votre table une carte d'Europe en 1913, une carte d'Europe en 1922. Au premier regard, ce qui vous saute aux yeux, c'est le bariolage si découpé de la seconde. Les petits États y fourmillent.

Dans la première carte, de grands États composent l'Europe la Russie, l'Allemagne, l'Autriche, la France, l'Italie.

Sur la carte d'aujourd'hui, voici la Pologne, qui s'étend vers Dantzig à travers la Prusse. Voici la Hongrie, la Tchécoslovaquie ; l'Autriche est réduite à rien, et la Yougoslavie est devenue un vaste État.

Ainsi le trait principal du traité de Versailles et des traités annexes, c'est la substitution des petits États aux grandes formations antérieures. La Révolution russe a travaillé exactement dans le même sens. Sur les bords de la Baltique, toute une rangée de petites nations Esthonie, Livonie, Finlande. Au Sud-Ouest, l'Ukraine, dont les frontières ne sont pas fixées encore, mais qui prendrait volontiers toutes les côtes de la mer Noire.

D'une façon générale, faut-il considérer comme un progrès cette substitution de petits États à de grandes formations ? Je n'en suis pas sûr du tout. J'inclinerais plutôt à la considérer comme un recul historique. Qui donc a soulevé la question à Versailles ? Personne. C'est un problème qu'on a pas même entrevu !

Oh ! il y avait une excellente façon de reconstruire l'Europe en petits États, tout en maintenant les avantages économiques et politiques des grandes formations c'était de les unir en vastes fédérations.

Rien de mieux, par exemple, que de ressusciter, dans toute l'immensité du territoire russe ces cent républiques autonomes de la Baltique et de la mer Noire, du Caucase et de la Volga. Mais à condition de les englober dans une Fédération Slave.

Y a-t-il rien de plus bête que de supposer la Russie isolée de la Baltique par la volonté du ruban de petits peuples qui occupent ces bords ? Ils ne le voudront pas, ces petits peuples ! Ce n'est pas leur intérêt.

En ce cas, puisqu'ils sont solidaires et associés par la nature des choses, constatons-le donc par le lien d'un pacte fédéral ! Mais ils sont trop fiers de leur indépendance reconquise et prennent ombrage de tout ce qui les unirait à la Russie.

Un lien ? Jamais ! Il leur semblerait que leur indépendance est fragile et provisoire.

De même, quand on proposait de remplacer l'empire austro-hongrois par une fédération, on était fort mal reçu. Les Yougoslaves ne consentiront jamais à renouer avec l'Autriche !

Et les Tchécoslovaques non plus.

Bah !... C'est donc qu'ils ne comprennent pas de quoi il s'agit.

Quand nos troupes d'Orient sont arrivées à Belgrade, elles apportaient aux Yougoslaves la liberté de disposer d'eux-mêmes. Puisque les alliés leur apportaient

cette indépendance, leur prestige et leurs conseils n'auraient-ils pu leur suggérer, en même temps, les meilleures façons d'en user ?

On pouvait leur proposer l'exemple des États-Unis comme le modèle à suivre.

Impossible ?... Allons donc !

Quelques mois s'écoulaient et les Yougoslaves, inquiétés par l'Italie, cherchaient alliance au loin, du côté roumain, du côté tchèque. Il suffisait de leur montrer que l'Autriche n'était plus rien qu'un petit État, moins grand que le leur, et qu'il ne fallait pas s'effrayer d'un fantôme. Dans cette fédération du Danube, ils trouvaient la garantie de leur indépendance, et non la menace.

Comment Masaryk et Benès n'ont-ils pas compris cela ?

Évidemment, ils ont dû céder à la poussée d'enthousiasme des Tchèques mais ils se réservent d'y revenir et de pousser la Petite Entente à son terme naturel.

Autrement, tout cela est frêle et sans durée !

Tout comme la Pologne, par horreur et mépris des Russes, se révolterait à la pensée d'une fédération slave.

Oui ! et pourtant, à sa place dans une telle fédération, elle y serait assurée de vivre. Elle aurait désormais conquis son unité, son développement autonome. Sinon ? Sinon, la Russie et l'Allemagne, jointes contre elle, la détruiraient encore. Elles uniraient leurs troupes au travers des plaines polonaises pour opposer à l'attaque française un bloc d'armées.

Tout comme la Tchécoslovaquie, où les Allemands sont aussi nombreux que les Tchèques, prise entre l'Autriche, l'Allemagne et la Hongrie, disparaît aux premiers coups de feu. La Fédération du Danube, seule, fondait son existence.

L'Europe de Versailles croule. Elle n'est pas faite pour durer. Elle ne peut durer qu'à titre d'États-Unis. La guerre en est exclue. Au premier éclat de la guerre, dès l'aube des hostilités, l'Europe versaillaise s'évanouit et disparaît.

Qui donc espère, même sans la guerre, que l'Autriche vivra telle qu'elle est ? Réduite, autour de son énorme capitale, à ce lambeau de territoire, elle se débattrait dans des crises de misère jusqu'à ce qu'elle soit réunie à l'Allemagne ou qu'elle devienne le centre de la Fédération du Danube. C'est à opter !

Il faut donc pour qu'une telle Europe vive, la Paix, et des Fédérations.

La Paix ? Si nous voulions la paix. pourquoi la rendre impossible dans le traité qui est censé l'établir ?

Est-ce que, par hasard, nous espérons sérieusement que les Allemands, avec leurs quarante ans de souvenirs glorieux, se résigneront au fond d'eux-mêmes ?

Je l'ai déjà dit pour fonder la Pologne, il fallait lui assurer l'accès à la mer, mais il n'était pas besoin pour cela de lui donner Dantzig, il suffisait de lui donner une partie du port de Dantzig ¹ avec une ligne de chemin de fer à elle, traversant le territoire allemand, et la libre navigation de la Vistule.

Ainsi la Prusse demeurait entière, au lieu que, pour venir de Koenigsberg à Berlin, il faut traverser un territoire étranger, montrer des passeports, subir aux douanes des examens, des brimades, des fouilles si on veut vous embêter !

Et puis nous exaspérons les Allemands — pas seulement les chauvins, mais tous les Allemands — par notre occupation de la Rhénanie. Nous saisissons toutes les occasions de crier sur les toits que nous ne partirons pas dans quinze ans ! que les conditions qui nous obligeaient à évacuer ne sont pas remplies. Nous caressons le rêve d'une occupation perpétuelle.

Pourquoi ? Pour annexer la Rhénanie ? Non, dit Maurice Barrès, qui connaît le péril d'annexions odieuses à la volonté des populations annexées. Non, mais nous réveillerons, dans ces beaux pays du Rhin, parmi ces hommes si différents des Prussiens, les sympathies profondes qui les attireraient vers la France sous la Révolution.

Quelle plaisante espérance ! Légende bien connue du Français séduisant et du troupiér qui gagne tous les cœurs !

Est-ce pour leur donner une idée exacte de la séduction française que nous cantonnions là-bas des régiments noirs ? ils ne se conduisaient pas plus mal que nos troupes blanches, mais ils fournissaient un prétexte facile aux réquisitoires enflammés des pangermanistes.

Tous les pacifistes, comme von Gerlach, nous suppliaient de leur retirer ce thème trop commode, et d'enlever de Rhénanie nos troupes noires ou blanches.

Quant à gagner les esprits, les faits sont là. Nous sommes plus haïs en Rhénanie que nous ne l'étions il y a trois ans. Les tentatives d'érection d'une République Rhénane autonome, séparée de la Prusse, y sont entourées maintenant de moindres sympathies. C'était facile à prévoir !

Au moment de l'armistice, la séparation de la Rhénanie et de la Prusse, comme celle du Hanovre et de la Prusse, se préparait d'elle-même.

La Prusse, formation artificielle et militariste, créée contre nous, allait voir des républiques autonomes reprendre leur existence normale et s'isoler d'elle.

Bien entendu, ces républiques seraient des républiques allemandes, ardemment décidées à maintenir, à tout prix, l'unité allemande !

Mais *L'Action Française*, mais Léon Daudet, Charles Maurras commencèrent leur véhémement campagne contre l'unité allemande, et pour le dépècement des Allemands beaucoup de nos chauvins leur emboîtèrent le pas. L'effet en Allemagne était infaillible.

¹ Ou d'ouvrir à quelque distance de Dantzig un port nouveau.

Il fut rapide et profond. Les pangermanistes et les revanchards n'eurent qu'à traduire et à mettre ces textes sous le nez des pacifistes.

“Voilà ce qu'on prépare ! c'est la fin de l'Allemagne ! On veut nous faire battre entre nous pour rassurer les Français ! Tout Allemand qui parle de découper la Prusse se fait le complice des Français qui, eux, veulent découper l'Allemagne !” Fini ! personne en Allemagne n'y songea plus.

D'ailleurs, Maurice Barrès, pour gagner les esprits, il faut être attirant !

Nous étions, sous la Révolution, un peuple attirant, un centre, vers lequel se tournaient les regards, les espoirs, les cœurs, parce que nous apportions aux hommes, à l'Europe, quelque chose de neuf, un monde nouveau, une promesse de bonheur. Nous disions les paroles d'avenir. On nous écoutait. Aujourd'hui ? nous répétons des phrases du passé. Nous avons l'air arriéré. Nous sommes réactionnaires. Nous ne séduisons plus.

Voyez l'Alsace ! Elle s'est jetée vers nous d'enthousiasme, n'est-ce pas ? Comme on se jette vers le mieux, vers le progrès. Elle s'échappait, joyeuse, de l'Allemagne impérialiste et militaire d'hier. Retournons-y maintenant !

La réaction française indigna les masses ouvrières. Elles sont plus intéressées par les batailles des socialistes allemands que par notre Bloc National qui vend nos chemins de fer aux compagnies privées. Partout, nous sommes derrière le riche, le patron, le grand industriel. C'est tout le contraire de la Révolution. Naturellement, nous plaisons aux riches et nous rassurons les patrons, mais le peuple ! Pendant la guerre, je me suis demandé souvent lequel des deux adversaires promettait au monde le plus bel avenir.

Je ne m'occupe pas, bien entendu, des déclarations gouvernementales. Cette promesse d'avenir ne se fait pas par des déclarations officielles. Chacun des adversaires la porte en lui-même, sans le savoir, par ses qualités, par ses désirs, ignorant qu'il la porte et ne songeant guère à la formuler.

Au début de la guerre, très nettement, c'était nous qui offrions au monde la perspective la plus entraînante.

L'Allemagne proposait quoi ?

Certes, elle pouvait alléguer des qualités énormes et garantir un avenir de solidarité, de production organisée, centuplée. Elle garantissait à l'Europe, pour demain, par l'exemple de son hier, l'utilisation savante et systématique de toutes ses ressources, et l'afflux le plus formidable de toutes les richesses économiques. Seulement, pour cela, il fallait qu'elle eût la haute main, la direction ! Son hégémonie s'imposait.

Au lieu que nous, les Alliés, nous proposons au monde la liberté et le Droit, le libre développement des tendances de chaque peuple ; et un effort commun vers la fondation des Droits du travailleur. Vraiment, je crois que la perspective était plus belle avec nous qu'avec les autres.

Mais nous avons trahi l'avenir et changé d'idéal. Provisoirement ? Je l'espère bien ! Mais une trahison provisoire, une abdication provisoire, c'est déjà grave !

La victoire en déroute : Première partie

Chapitre IV

La Société des Nations et le Désarmement

[Retour à la table des matières](#)

La paix de Versailles ne se tient pas debout toute seule. Elle suppose des États unis. Parmi les trois rédacteurs du traité, il y en avait un au moins qui comprenait cela. Le président Wilson n'a jamais conçu le traité comme une oeuvre isolée. Dans sa pensée, l'oeuvre principale, la clé de voûte, c'était la Société des Nations.

Comme les deux autres le suivaient, il en est résulté que le traité de Versailles suppose partout, à travers tout son texte, deux choses essentielles.

D'abord, les Alliés demeurent. Leur accord persiste. Autrement, tout croulerait, car le traité n'est pas conclu entre la France et l'Allemagne, mais entre l'Allemagne et les Alliés. S'il n'y a plus en face de l'Allemagne la contrepartie, les Alliés, le traité disparaît.

En second lieu, il suppose l'existence et le fonctionnement régulier de la Société des Nations.

Voilà qui est capital. Car, dans la pensée de Wilson, dans la pensée des rédacteurs du traité, puisqu'ils l'ont suivi, la Société des Nations n'était pas du tout une institution comme l'ancienne Cour de La Haye avant la guerre. Son fonctionnement ne dépendait pas de la bonne volonté de chaque intéressé. La *Société des Nations* avait de l'autorité.

Mais cette Société des Nations, voulue à Versailles, n'a pas été réalisée. Nous avons dû nous contenter de son ombre !

Persiflée par Clemenceau, bafouée par toute la presse réactionnaire, elle a été vaincue chez nous aux élections de 1919 par le triomphe du Bloc National. Sa défaite a même été pire encore. Elle n'a pas contre elle les réactionnaires seuls. Elle concentre, à son détriment, toutes les hostilités, puisqu'elle est, aussi, odieuse aux socialistes et bafouée par eux.

La Société des Nations ne pouvait vivre que si elle était soutenue et animée par l'enthousiasme des masses populaires dans les divers pays. L'hostilité des socialistes la tue, autant que la malveillance des militaristes et des réactionnaires.

Bizarre conjonction, n'est-ce pas ! L'animosité des militaires, des généraux et des réactionnaires s'explique d'elle-même. Mais pourquoi les socialistes la maudiraient-ils ?

Il vaut la peine d'y regarder de près : car on ne peut fonder la paix de l'Europe que sur la *Société des Nations*; et la *Société des Nations* que sur le bon vouloir des socialistes.

D'un mot : les socialistes n'y croient pas. Pour eux, c'est une duperie bourgeoise !

Beaucoup d'entre nous pensent même faire preuve d'orthodoxie en combattant cette illusion.

D'abord, au lendemain de l'armistice, on se contentait de prendre un air dédaigneux et désabusé. On haussait les épaules en parlant de la Société des Nations.

Puis, à cette méprisante indifférence, a succédé une hostilité très déclarée.

“ Quoi, nous disent les camarades, vous êtes socialistes et vous combattez pour la Société des Nations ? Tout socialiste sincère doit la considérer comme une farce. Nous savons que seule la révolution sociale peut fonder la paix dans le monde. Tant que le régime capitaliste subsistera, il engendrera la guerre, qui est son fruit naturel. C'est donc tromper le peuple que de faire semblant, par l'institution d'une Société des Nations ou par toute autre combinaison diplomatique, de travailler à rendre la guerre impossible.

Il est un peu surprenant qu'on n'ait pas reconnu dans ces attaques une vieille querelle vidée depuis longtemps dans le parti. Le reproche dirigé aujourd'hui contre la Société des Nations, nous l'avons entendu, en son temps, dirigé contre la République.

À quoi nous sert, demandait-on, le régime républicain ? Empêche-t-il l'exploitation du prolétaire ? Vous voyez que non ! Il n'est même pas sûr que la bourgeoisie

capitaliste ne trouve pas, en ce régime, son expression suprême ! Elle y est peut-être plus libre pour écraser la classe ouvrière.

Vous rappelez-vous Bebel, au Congrès d'Amsterdam ? Sans doute, il ne faut pas méconnaître la tactique de prudence qui dictait ses paroles, ni son désir d'assurer, au socialisme allemand, un développement sans persécution. Mais beaucoup de socialistes se croyaient alors plus orthodoxes que les autres en affectant une grande indifférence pour l'institution républicaine.

L'expérience du Parti, la maturité croissante de sa pensée avaient fini par mettre tout le monde d'accord. Des règles s'étaient imposées à nos esprits ; et il suffit de s'y reporter pour trancher, dans le même sens que la question républicaine, la question de la Société des Nations.

La règle, la voici entre le néant et l'idéal réalisé, il y a des étapes. Plusieurs de ces étapes peuvent être d'une importance considérable. La République est, pour nous, l'une de ces étapes. La Société des Nations pouvait et devait en être une autre.

Il y a une petite réflexion qui devrait suffire à éclairer les socialistes. Mais nous souffrons du verbalisme, et c'est trop naturel ! Si nous percions jusqu'au sens profond que les mots enveloppent, nous apercevions que l'Internationale Ouvrière est une société des nations.

Que veulent, en cette importante matière, affirmer les socialistes ? Ils veulent constater — et en cela nous avons cent fois raison — que tant que durera le régime capitaliste, la paix du monde sera menacée. Car les conflits économiques sont une source permanente d'hostilités et une continuelle incitation aux violences armées.

De plus, nous déclarons qu'avec l'avènement du régime socialiste, toute guerre disparaîtra, et que l'Europe et le monde seront organisés et dirigés par l'Internationale ouvrière. Il y a là deux affirmations dont la première est excessive. Espérons ardemment que, sous le régime socialiste, la guerre n'existera plus. Mais sachons que ce n'est, en partie, qu'une espérance.

En partie, car il y a une garantie positive qui est la disparition de l'économie capitaliste. Avec elle disparaissent, sans aucun doute, beaucoup de causes de guerre. Toutes ? Voyons ! Il y a eu des guerres avant le capitalisme. Après sa disparition, il demeure des possibilités de haines entre les peuples.

Croyez-vous que les religions disparaîtront tout de suite avec le régime capitaliste ? Elles ont jadis fait couler du sang. Et vous ne prévoyez nul conflit de races ?

Mais l'Internationale Ouvrière saura bien y veiller ! Elle empêchera que les dissentiments ne tournent aux conflits sanglants ! Justement ! nous y voilà ! Vous avez tout à fait raison. Et c'est pourquoi je vous faisais remarquer que, de ce point de vue, *l'Internationale Ouvrière est une forme de la Société des Nations*.

Ne prenez pas la peine de vous récrier qu'il n'y a aucune ressemblance !

Je suis aussi persuadé que le plus ardent des nôtres que l'Internationale Ouvrière est la forme achevée et parfaite. Si parfaite et par là si différente de la pauvre

caricature qui vous dégoûte aujourd'hui que je conviens avec vous que le rapprochement est difficile à faire.

Seulement, il est vrai, il est exact ! Un biologiste n'en peut pas douter. C'est bien le même être !

Dans *l'Internationale Ouvrière*, il n'y aura plus de frontières ?

Certes, il n'y aura plus de ces frontières capitalistes hérissées d'armes, de forteresses et de canons. Mais serions-nous assez naïfs pour croire que tous les hommes seront pareils ? Allons donc ! il y aura dans l'Internationale des Anglais et des Russes, des Français et des Italiens, des Espagnols et des Allemands.

Tous ces peuples divers, tous ces travailleurs de tous les pays y seront représentés.

Regardez donc la Russie des Soviets ! Sa gloire principale est d'être une Société des nations soeurs. Kirghizes et Petits-Russiens y voisinent. Un coup d'œil sur la carte, je vous prie ! le Caucase et la mer Blanche n'alimentent pas les mêmes humains !

Donc, l'Internationale Ouvrière, comme aujourd'hui la Russie des Soviets, réunira en elle des nations autonomes très diverses et leur assurera la paix..

Elle sera l'idéale et parfaite Société des Nations.

Toute la question est de savoir si la Société des Nations voulue par Wilson pouvait être, pour nous, une humble et première étape vers le but suprême.

Que pouvions-nous en attendre ? Ce que nous pouvions attendre de la Société des Nations en régime bourgeois ! L'organisation du Désarmement.

Oh ! certes, nous n'aurions pas tué la guerre.

Nous venons d'admettre qu'on ne la tuera pas, tant que vivra le capitalisme.

Mais n'était-ce rien que de matérialiser dans les faits, dans une institution, tous les cris d'horreur poussés contre la guerre !

Sans elle, en quelques années, nous serions retombés dans l'ornière et résignés à subir encore la fatale nécessité massacreuse.

Ce n'est rien, cette institution !...

Dites donc, elle vaut toujours bien les pauvres vociférations, les proclamations, les meetings par lesquels nous nous consolons de notre impuissance.

Au moins, elle témoignait, cette Société des Nations, qu'un jour ou avait tous été d'accord pour ébaucher un droit nouveau ! un droit international à la place du droit de la force.

Mais, je le répète, voici le travail précis auquel la Société des Nations pouvait tout de suite être employée : le Désarmement.

Le traité de Versailles, en prescrivant le désarmement de l'Allemagne, portait un coup terrible au désarmement général. D'une part, il donnait à la France la tentation de rester armée à côté de l'ennemi désarmé ; et par là de prolonger sa victoire et de tenir le vaincu à sa merci.

Nous n'y avons pas manqué.

En cela, nous trahissions d'ailleurs, l'esprit du Congrès de la Paix, car il était entendu, dans l'esprit de Wilson, que toutes les nations devaient réduire à presque rien leurs armées. Mais Wilson lui-même avait dû admettre, pour l'Allemagne un traitement particulier ; ce qui était tout normal après la guerre, mais en même temps désastreux.

En quoi ?... En ce que, d'autre part, il n'y a de désarmement sincère et acceptable qu'un désarmement général.

Le désarmement imposé à un seul peuple, après la défaite, et surveillé jalousement par le vainqueur, se présente, aux désarmés par force, comme une humiliation, une infériorité.

C'est exactement le contraire de ce qui devrait se passer.

Le désarmement devrait être accueilli joyeusement comme un progrès ! comme une délivrance du passé, une marche heureuse vers l'avenir.

Mais pour cela il faut qu'il soit général. Il faut que le vainqueur soit le premier à en réclamer la gloire et le bénéfice.

S'il est contraint, par la survivance chez le vaincu de partis revanchards, à garder une armée pendant quelques années, il faut qu'on sente chez lui la hâte de secouer ce fardeau.

Est-ce là ce qu'on a senti chez nous ? Toutes les nations du monde nous voient agiter notre grand sabre, pleins de fierté.

À chaque instant, nous nous écrions

“ Quoi ! ils résistent ! ils refusent ? ils ne veulent pas payer ? Entrons chez eux !

Occupons la Ruhr ! Gardons le Rhin ! ” et les Allemands, serrant les poings, grommellent : “ Ah ! si nous avions des armes ! ”

Suivez dans le détail, depuis l'armistice, notre conduite à propos du désarmement des Allemands.

Elle est, à la fois, logique et absurde. Logique car, à chaque instant, nous découvrons la preuve que des armes sont cachées, enfouies, dissimulées. Chacune de ces constatations nous excite naturellement à redoubler de surveillance pointilleuse. André Lefèvre les apporte à grand fracas devant la Chambre, qui éclate en cris furieux. D'où l'ordre de nouvelles recherches, de perquisitions et de fouilles dont

chacune fait mieux sentir aux Allemands leur position de vaincus et l'aiguillon piquant de la défaite.

Absurde : car nous avons entrepris un travail impossible. Celui de désarmer un peuple par contrainte, au lieu qu'il n'y a de vrai désarmement que volontaire et enthousiaste.

Absurde encore car pourquoi désarmons-nous les Allemands ? pour assurer, n'est-ce pas, notre propre sécurité ? Or, la façon dont nous nous y prenons pour les désarmer les jette aux bras des revanchards.

Il reste, malgré tout, en Allemagne, des partisans ardents du désarmement sincère et complet. La lettre de Renaudel à Poincaré devrait suffire à le prouver.

Les socialistes indépendants, à leur Congrès de Leipzig, ont violemment pris parti pour le désarmement.

Les organisations ouvrières ont énergiquement interdit à leurs membres de se prêter aux fabrications d'armes fleuves ou à la dissimulation d'armes anciennes.

Seulement, notre façon d'agir leur retire l'appui de l'opinion publique, et rien ne se peut faire sans cet appui.

Ils seraient forts si nous déclarions que, nous aussi, aussitôt sûrs du désarmement de l'Allemagne, nous nous empresserions de désarmer.

Mais qui peut surveiller le désarmement général, sinon la Société des Nations ?

Nous le disions tout à l'heure tout désarmement isolé, unilatéral, est impossible parce qu'il suppose un contrôle blessant.

Au contraire, le désarmement général, conçu comme il doit l'être, espéré et accepté comme ouvrant une nouvelle ère, une phase supérieure de civilisation, suppose le même contrôle pour tous.

Par suite, ce contrôle cesse d'être blessant. Il n'offense plus personne.

Le jour où des délégués allemands viendront en France vérifier le nombre de nos soldats et de nos canons, comme des délégués français iront en Allemagne pour le même motif, cette surveillance devient normale, ordinaire et sans froissement

Mais peut-elle être exercée par chaque peuple sur son voisin, et réciproquement ? Lloyd George, dans son discours du Guild Hall, avant la Conférence de Washington, semblait le penser. Quelle illusion ! Cette organisation permanente, durable, c'est la Société des Nations.

Par elle, le désarmement devient possible. Car elle n'est pas uniquement chargée de ce contrôle, si essentiel. Elle est chargée aussi des sanctions contre quiconque fraude.

Que ferez-vous, on effet, contre le peuple tricheur et sournois qui prépare en secret une prise d'armes ?... Si son voisin a été plus sincère, il est livré sans défense aux coups de l'agresseur qui aura réussi à vous tromper.

Il faut donc que la Société des Nations soit armée ! Une seule armée doit subsister une armée internationale ¹.

Cantonons-la, par exemple, dans les territoires rhénans de la rive gauche, neutralisés.

Elle est là entre la Hollande, la Belgique, la France et l'Allemagne.

Faites-la commander par un Anglais ou, mieux encore, par un Américain.

Recrutez son corps d'officiers dans tous les pays ; et ses soldats aussi,

Que surtout ses régiments soit mêlés composez-les de volontaires servant plusieurs années, et réengageant s'ils le veulent.

Assurez-vous, par une perpétuelle attention, que leur état d'esprit est bon : qu'ils sont fiers de l'oeuvre à laquelle ils collaborent, fiers d'être au service de la Société des Nations.

La meilleure garantie ne serait-elle pas, au moins pendant la première période, pour dix ou vingt ans, de demander aux organisations ouvrières de fournir des recrues à cette armée de la Paix ?

Impossible actuellement ? Je le sais bien, puisque le peuple ouvrier ne connaît de la Société des Nations que sa, caricature.

Mais sitôt qu'il la verrait investie d'un rôle sérieux, mainteneuse de la paix, posant le pied sur tous les nids de vipères venimeuses, il s'éprendrait d'enthousiasme.

D'ailleurs, oublions-nous que, à sa naissance, la Société des Nations fut liée, dans l'esprit de Wilson, à l'effort de justice sociale ?

On peut rire maintenant du Bureau International du Travail. Ce fut tout de même une grande date que celle où les gouvernants appelèrent la classe ouvrière à siéger dans une organisation permanente, qui devait présider au mouvement d'émancipation et fonder les Droits des Travailleurs.

L'esprit qui nous soulevait encore à cette époque s'est vite évanoui. Mais le souvenir demeure. Un jour, il renaîtra.

¹ Citer, comme je l'ai fait à la Chambre Waldersee, commandant une armée internationale contre les Boxers.

Marcel Sembat, *La victoire en déroute*

Deuxième partie

[Retour à la table des matières](#)

La victoire en déroute : Deuxième partie

Chapitre I

Le socialisme en France au lendemain de la guerre

[Retour à la table des matières](#)

Pour faire vivre la Société des Nations, il fallait le peuple. Il lui fallait une âme. Une âme d'enthousiasme..., l'élan de la foule marchant au monde nouveau.

Alors, cet élan-là, ce n'était pas seulement la Société des Nations, c'était le Droit ouvrier, c'était la Révolution sociale.

La République aboutissait ! Toutes les poussées révolutionnaires du dix-neuvième siècle aboutissaient.

Le grand mouvement de progrès industriel, commencé par ce que Demolins appelait si justement *l'Explosion* de la vapeur, aboutissait !

Côte à côte, tous les mouvements nationalistes des peuples voulant leur indépendance, tous les mouvements ouvriers réclamant la justice sociale, tous les mouve-

ments politiques aspirant à la liberté, la République de 1848, la Commune, les Chartistes, tout aboutissait là.

La guerre de 1914 avait fait éclater l'abcès. Tout le monde voyait où cela menait, l'impérialisme et la violence on allait se jeter dans la voie contraire. Aux premiers mois, c'était la poussée unanime du peuple français. Elle devait entraîner toute l'Europe. Or, la voie contraire à l'impérialisme, c'est le Socialisme.

Mais la guerre a duré trop longtemps ! la France s'est fatiguée. Elle s'est laissée conduire à la réaction. Elle a trahi ses espoirs.

Il y a eu un moment chez nous, — vers 1917, si vous voulez préciser, — un vrai moment psychologique où, prévoyant la fin de la guerre et la victoire, les grands bourgeois envisagèrent la conduite à tenir. A ce moment-là, tout le monde en France (*et eux les premiers*), s'attendait à une immense poussée socialiste après la guerre.

La Révolution ? Mais, voyons, on avait au début réalisé l'union sacrée ! Pour empêcher la violence révolutionnaire, ne pouvait-on essayer de s'entendre ? Les grands bourgeois, les plus intelligents d'entre eux, avaient résolu de composer.

Ce n'est pas, de nia part, une simple conjoncture. Voici une preuve. J'en ai d'autres. Celle-ci suffira.

Un jour, je fus convié par B... à un tête à tête.

Vous souvenez-vous de l'exclusive ? du temps où nous prononcions des exclusives ? On nous en attribuait, du moins, et ce fut le début de notre entretien. Rapide, car B... était déjà parfaitement fixé.

Il arriva vite au sujet important : “ Que demande la classe ouvrière ? ”

Il ne parlait pas seulement en son nom. Quand il me l'affirma, je le savais. Ce n'était pas difficile à le deviner. Une portion du grand patronat était, disait-il, irréductible ; mais toute la partie active, intelligente, était décidée à composer.

Il fallait mettre noir sur blanc, ce que voulait la classe ouvrière. On tomberait d'accord avec les grands industriels intelligents, et il se chargerait ensuite de l'imposer à tous.

Naturellement, c'était à la C.G.T. d'arrêter les termes des exigences ouvrières. B... les discuterait, ferait accepter par ses amis tout l'acceptable.

Jugez par là de la ferme certitude où ils étaient de l'inévitable victoire ouvrière.

Mais le temps passa ! Clemenceau fut porté au pouvoir par la plus curieuse intrigue réactionnaire dont j'ai souvent félicité Capus, car c'est son plus beau coup de théâtre. Quand on vit Clemenceau si facilement isoler Wilson et le séparer de la foule ouvrière, les gens se mirent à réfléchir !

Oh ! Clemenceau, lui, demeurait convaincu de l'avènement de la C.G.T.

Il le disait à Jouhaux au cours d'une réception. " Quand vous serez dans ce fauteuil. " Car, pour lui, c'était la seule façon d'imaginer la victoire des travailleurs. Mais les chefs d'industrie se ressaisissaient de plus en plus. Avant de composer, si on essayait de rouler les socialistes ! On verra toujours.

Les poilus rentraient. On avait tant redouté cette rentrée des poilus ! Allaient-ils garder leurs armes et rentrer à Paris en corps ? Les chefs militaires n'étaient pas rassurés ! La Révolution éclatait en Allemagne, déchaînée par les marins et les soldats.

Mais nos poilus rentrèrent tout paisiblement. Les paysans ravis de retrouver le poulet à 25 francs et l'oeuf à 25 sous, l'esprit absorbé par ce profit sonnante, et leurs grognements vite apaisés par le tintement des écus (ou plutôt le froissement des billets).

Vinrent les élections de 1919.

Ce fut la répétition en grand du coup de presse qui avait porté Clemenceau au pouvoir. Tous les journaux, tous les quotidiens importants, *Petit Parisien*, *Matin*, *Journal*, subirent l'heureuse contrainte d'une grève de typos pour se fondre avec les journaux de réaction privée, *Echo de Paris*, *Gaulois*, *Figaro*. Le peuple français, avant d'aller aux urnes, n'entendit que la voix du Bloc National. Le succès du Bloc fut écrasant et notre défaite complète. Au lieu de la grande poussée socialiste irrésistible, on vit notre écrasement.

Nous y avons contribué !

La motion Bracke, si franche, si honnête, apparut à tout ce qui n'était pas socialiste comme un plan arrêté de jeter dehors tout le monde et de demeurer seuls maîtres.

La victoire en déroute : Deuxième partie

Chapitre II

Le socialisme en Allemagne

[Retour à la table des matières](#)

Battu en France, le socialisme paraissait triomphant en Allemagne. Mais pour trop peu de temps !

D'abord, la Révolution entraînant les masses ouvrières, une poussée générale et irrésistible, les réactionnaires, les militaristes, les capitalistes se tinrent cois. Mais, bien vite, les socialistes se divisèrent et les bourgeois reprirent un peu d'assurance. A chaque élection nouvelle, les forces bourgeoises augmentèrent.

Pourquoi le peuple allemand s'est-il détourné si vite du socialisme ? Oh ! nul mystère ! Les socialistes s'étaient emparés du pouvoir parce que l'empire croulait, que l'empereur et son fils étaient en Hollande. Ils étaient l'opposition, voilà pourquoi ils devenaient le pouvoir.

Mais le peuple s' imagine volontiers que, sitôt maîtres, les socialistes vont réaliser, en un tournemain et trois décrets, une société nouvelle où tout ira comme sur des roulettes. Au bout de quelques semaines, on s'étonne. Rien ne va ! Qu'est-ce que cela signifie ? Les ouvriers des usines demeurent confiants. Mais si les usines chôment ?

Et puis, il n'y a pas que des ouvriers d'usine. A côté du prolétariat industriel, il y a tout ce monde d'artisans, d'employés, de paysans, de petits bourgeois. Grosse part de l'opinion.

Hélas ! on est obligé d'avouer, en dépit de la plus pure foi démocratique, qu'il ne faut pas faire *tout de suite* voter le pays au lendemain d'une Révolution. Pas plus qu'il n'eût fallu le faire voter si vite après celle de 1848. Et à plus forte raison s'il s'agit d'une Révolution socialiste, plus difficile à comprendre, plus lente à réaliser.

Ah ! la dictature du prolétariat prend ici son vrai sens ! et l'on trouve que les bolchevistes russes n'ont pas ou tort de se défier.

Très vite, les socialistes ont perdu le pouvoir en Allemagne, puisqu'ils ont dû le partager, renonçant par là même à la poursuite intégrale de leur programme. Majoritaires, indépendants, communistes s'excommunièrent, s'emprisonnèrent.

La France refusait de les connaître et de les aider. Elle faisait le jeu des pangermanistes. Elle s'écriait : " Il n'y a qu'une Allemagne ! une Allemagne qui veut sa revanche et la prépare. "

Ainsi nous obligeons les Allemands à détourner leur pensée des transformations sociales. Nous les avons forcés à ne penser qu'à leur défaite, à ses conséquences, au traité de Versailles !

En vérité, la France n'a pas compris la révolution allemande. Elle n'a pas compris l'Allemagne d'après la guerre, ni le mouvement profond qui secouait les masses populaires, ni les aspirations qui les soulevaient.

Trop tard ! trop tard ! c'est venu trop tard !

Ah ! deux ans plus tôt, nous aurions compris. Pour comprendre, il faut la sympathie. En 1916, une révolution allemande éclatant contre le kaiser, contre les militaires et pour le socialisme aurait enthousiasmé la France. Mais fin 1918, trop tard !

Et puis, on ne nous a pas renseignés. Nous avons vu les fragments on ne nous a pas montré l'ensemble. Le journal, aujourd'hui, nous racontait ce qui s'était passé à Strasbourg. Le lendemain, les émeutes de Berlin. Nous voyions passer des marins venus de Hambourg et arborant le drapeau rouge. Nous n'avions pas la vue générale de l'Allemagne ouvrière fondant chez elle un régime nouveau.

On nous enivrait de notre victoire. Nous ne pensions plus qu'à cela.

C'est pourquoi, par une incroyable sottise, le public français en arrivait à croire ce que lui répétaient nos réactionnaires :

" Une révolution en Allemagne ! Allons donc ! c'est du camouflage ! un truc adroit pour nous rouler. Ils espèrent nous jeter de la poudre aux yeux, nous faire oublier nos droits, obtenir que nous les trahissions en amis. "

Nous n'avons pas compris.

Camouflage ! Quelle pitié qu'une nation comme la nôtre ait pu se duper elle-même par ces fadaïses ! Le mouvement était si profond que les traces, maintenant encore, n'en sont pas effacées.

Pourtant nos diplomates, nos militaires ont fait l'impossible pour qu'il n'en reste rien. Eh bien, si ! il en reste quelque chose ! Au printemps dernier, le *Manchester Guardian* a publié des enquêtes faites en Allemagne par le pasteur Harold Anson. Son témoignage est caractéristique. Ce qui l'a frappé par-dessus tout, c'est cette " très grande réalité " de la Révolution allemande.

Il relève, un à un, tous les symptômes pratiques de ce changement profond des esprits. Chez les fonctionnaires, il ne trouve plus cette froideur hautaine, cette morgue d'autrefois. Dans les rues, plus d'uniformes militaires. Une population d'allure libre, en pleine possession de sa souveraineté démocratique.

Mais il y a un point capital pour nous, que le pasteur Harold Anson note soigneusement. C'est l'espérance immense éveillée dans la conscience allemande par les proclamations du président Wilson.

Nous en avons parlé dans un chapitre précédent. Personne, en France, ne s'est douté de l'action profonde que les appels et les principes wilsoniens ont exercée sur l'esprit des Allemands. Une lumière nouvelle leur apparut sur un point de l'horizon tout opposé à celui vers lequel ils étaient jusque-là tournés.

Le revirement qui s'opéra était déjà préparé avant la guerre par la social-démocratie et par les paroles qui venaient de France. La guerre et les échecs militaires avaient sapé l'impérialisme. Mais c'est Wilson, et le monde nouveau que sa main tendue montrait tout proche à l'Europe, qui éclairèrent les Allemands et qui les orientèrent.

Jugez de leur déception !

Le socialisme en Allemagne n'est pas si battu qu'en France : il demeure encore une force puissante ; mais, divisé, n'est-il pas à la merci d'un coup d'État militaire ?

Je sais bien ! devant tout danger, il refait aussitôt l'union pour la résistance. Il a réussi une première fois !

Réussira-t-il aussi la prochaine ? Il subsiste, en Allemagne, plusieurs gouvernements d'Etats socialistes, en Saxe, en Brunswick. Dureront-ils longtemps encore ?

En tout cas, leur action extérieure a été de la plus haute utilité. Elle est la preuve de l'action décisive qu'aurait exercée en Europe le socialisme, s'il y était puissant.

Les socialistes allemands ont, à la fois, efficacement soutenu, dans leur patrie, la cause de la paix et les droits de leur pays.

Ils n'acceptent pas le traité de Versailles, mais ils n'attendent sa révision que de l'opinion européenne et du consentement du peuple français revenu à la raison. Ils excluent tout recours aux armes, acceptent le désarmement et y travaillent.

S'ils étaient les maîtres en Allemagne, il deviendrait impossible aux pires chauvins de chez nous de maintenir à leur égard une attitude éternellement hostile et menaçante. La paix de l'Europe serait vite fondée sur des bases solides.

Par malheur, les socialistes ne sont maîtres ni en France ni en Allemagne, les deux pays où il serait essentiel qu'ils le fussent pour fonder cette paix européenne. Mais quoi ? ne sont-ils pas, du moins, les maîtres en Russie ?

Certes, et nous allons étudier la Révolution russe et l'effet diviseur qu'elle a produit en France comme en Allemagne. Ils sont les maîtres de la Russie. Et bientôt, peut-être, de l'Angleterre !

Car le Labour Party n'est pas loin de conquérir, dans le Royaume-Uni, la majorité parlementaire, et dès aujourd'hui l'action qu'il exerce est extrêmement forte, tout spécialement en matière de politique étrangère.

Seulement, c'est en Allemagne et nulle part ailleurs que se jouent aujourd'hui les destinées européennes ! Là se règle, pour longtemps, le sort du monde.

Si l'Allemagne pouvait être acquise aux idées de paix, si elle entrevoyait sa prospérité future dans un développement industriel et commercial, si elle aimait la liberté, une liberté qui ne nuirait pas à son don admirable d'organisation, l'Europe s'orienterait avec elle vers un avenir de Droit et de Paix. Au lieu qu'une Allemagne revenue à son esprit d'avant la guerre, préparant la revanche et la réussissant, dirigera le monde, pour de trop longues années, vers l'idéal bismarckien de la force triomphante.

Nos amis les plus clairvoyants sont aujourd'hui très pessimistes.

Je connais tel bon observateur qui, encore en 1920, sentait en Allemagne un courant fort vers la paix et le rapprochement, et qui, depuis le printemps de 1921, désespère.

L'unité des esprits, me disait-il, se fait contre nous. La mise en demeure de la Commission des Réparations a révolté tout le monde. Les pacifistes se taisent, découragés, et les revanchards guident. Cette cruelle bêtise " il n'y a qu'une Allemagne ", que chez nous criaient les chauvins, elle est devenue vraie.

Le pire est que les masses ouvrières, effrayées des perspectives, se détournent de leurs chefs socialistes et suivent plutôt les directions de leurs grands patrons.

S'il a raison, tout est perdu. Mais je veux espérer malgré lui.

La victoire en déroute : Deuxième partie

Chapitre III

Effet de la révolution russe sur nous

[Retour à la table des matières](#)

Quel cri de joie, à Paris comme aux tranchées, quand la Révolution russe éclata ! Le tsar a signé son abdication !

Voilà la Russie libre !

Maintenant, l'alliance russe signifie quelque chose ! Cette union du tsar et de la République, cela jurait trop ! En vérité, nous le sentions tous. A la Cour de Russie, les Allemands étaient chez eux. Toutes les trahisons révélées plus tard, nous les savions d'avance.

La foule française a toujours un élan d'allégresse quand un peuple s'affranchit. Il nous devient frère. De plus, en pleine guerre, nous étions sûrs que, désormais, les Russes ne nous lâcheraient plus.

En effet, sous l'impulsion de Kerensky, une vigoureuse reprise des hostilités par l'armée russe enthousiasma nos combattants.

Mais, très vite, il devint évident que la Révolution russe n'était pas finie. Elle commençait à peine. Bientôt Kerensky fut chassé par les bolcheviks. Le peuple russe ne voulait plus ni tsar, ni guerre.

Les gouvernants français crurent adroit d'empêcher les socialistes de chez nous de se rendre à la conférence de Stockholm. Ils y auraient rencontré des Allemands ! C'est vrai mais ils y auraient aussi rencontré des Russes, et la discussion aurait éclairci bien des choses.

Mais bah ! par vingt démarches, nous essayâmes de l'expliquer à Ribot, qui penchait un jour à l'acceptation, et le lendemain au refus. Le refus, bien entendu, l'emporta enfin.

On avait coulé Stockholm et l'on s'en targuait comme d'un exploit. Seulement, il était moins facile de couler Brest-Litowsk !

Hé oui ! ces Russes avec lesquels on ne voulait plus de contact, ils se tournèrent naturellement du côté des Allemands !

Les négociations de Brest-Litowsk inquiétèrent et irritèrent, chez nous, tout le monde. J'ai pourtant, depuis, entendu des officiers de haut grade, et très bien placés pour juger les choses de Russie, affirmer que la France eût énormément gagné à y prendre part. Laissons cela.

Autre cause d'irritation la dissolution de l'Assemblée Constituante. Tous les démocrates français furent révoltés. C'était sur l'Assemblée Constituante qu'ils comptaient pour sauver la Russie et y fonder la liberté.

Mais les révolutionnaires ne pouvaient-ils se rappeler le principe de la dictature du prolétariat ? et le souvenir de nos Jacobins ?

En tout cas, par-dessus tous les raisonnements, une attraction irrésistible tourna vers Moscou l'attention fervente de notre peuple.

Parbleu ! comment concevoir le contraire ? Une Révolution socialiste qui réussit ! Elle s'installe, si ardemment agrippée que toutes les attaques lancées contre elle par l'argent de nos gouvernants échouent et sont vaincues.

Trotsky crée les armées rouges ! Comme sous notre Révolution, parmi les rires de l'étranger, les voici victorieuses. L'un après l'autre, tous les Denikine, tous les Koltchak, tous les Wrangel, tous les Youdenitch s'effondrent.

Massacres, exécutions sommaires, rien ne détourne d'eux les acharnés que cette épopée réchauffe et qu'elle enivre des souvenirs de la Commune de Paris. Ah ! cette Commune-là n'aura pas son Versailles ! vive Lénine ! vive Trotsky ! la lumière brille là-bas ! est-ce que nous continuerons à dormir ?

Pour comprendre tout l'effet que la Révolution bolcheviste devait produire sur le peuple ouvrier de France, il faut se rappeler l'histoire du parti socialiste chez nous.

Un vif coup d'oeil suffit pour faire voir que la Révolution russe posait, à nouveau, devant le parti socialiste français, mais en traits de flamme, le problème vital : comment faire la Révolution ? par coup de force, par insurrection ? ou bien par progrès pacifique, réformateur et démocratique ?

C'est pourquoi, elle nous a remués à fond.

En 1893, tous les groupements socialistes français, le Parti ouvrier français de Jules Guesde, le Comité Révolutionnaire Central d'Édouard Vaillant, la Fédération des Travailleurs socialistes de Brousse, le Parti ouvrier socialiste révolutionnaire, avec Allemane, Gronssier, Dejeante, sont conviés à l'union par Millerand et ses amis de *La Petite République*, les socialistes indépendants comme Rouanet, comme Fournière et Viviani.

Trois de ces organisations socialistes étaient carrément révolutionnaires celle de Guesde, celle de Vaillant et celle d'Allemane. Les militants de ces trois partis ne comptaient pas du tout sur l'action parlementaire. Les campagnes électorales offraient une occasion magnifique pour prêcher les bonnes doctrines et recruter des adhésions. De même, les discours à la Chambre. Quant à s'emballer sur des réformettes, jamais ! La Révolution sociale chasserait d'abord la bourgeoisie ; ensuite on organiserait la production selon le programme.

Millerand et Brousse, au contraire, prévoient la transformation de la société par l'action légale et la conquête du suffrage universel.

La démocratie, éclairée par une propagande active, se tournera vers le socialisme. Une masse croissante de citoyens pèsera sur le Parlement.

Les mouvements de la foule, la rue enthousiaste, l'opinion soulevée imposeront aux Chambres le vote des grandes réformes économiques défendues par un groupe nombreux de députés socialistes. Le programme de Saint-Mandé résuma ces conceptions.

Jaurès, lui, est déjà possédé par ce besoin d'action totale qui va grandir en lui, et devenir, dans la bataille, plus net et plus clair chaque jour.

Il veut réserver à la classe ouvrière et là-dessus il n'a jamais toléré la moindre équivoque le droit au soulèvement révolutionnaire. Mais il a confiance dans la démocratie. Plutôt, il avait confiance en lui-même, en cette force prodigieuse, en l'énergie débordante qui le soulevait.

Il se sentait capable de secouer de ses bras et de sa voix les foules, et de les élever au niveau supérieur. Rien ne résistait à ses élans, à ses paroles, à ses appels.

C'est cela qu'il faut voir sous sa méthode ! la certitude d'être irrésistible ! la certitude d'entraîner avec lui tout le peuple.

Des violences ? hé oui ! l'histoire nous les permet ! mais quoi ? elles seront inutiles ! nous avons tant raison ! le peuple est avec nous. Tout pliera, sans violences ni sang, et la démocratie s'accomplira, et la République et le suffrage universel s'achèveront par le socialisme triomphant.

L’Affaire Dreyfus développa chez lui les qualités batailleuses. Par nature, il n’aimait pas donner des coups : il était profondément bon. Il aimait mieux convaincre et entraîner. Mais blessé dans son instinct de justice, il devenait terrible. Il se battit en furieux contre toutes les forces de mensonge, et il vainquit.

Pendant cette dure lutte, il eut ses heures d’action révolutionnaire, où il penchait, si l’injustice l’emportait, vers la révolte ouverte. Mais vint le triomphe avec ses périls.

Ses cris ardents avaient enflammé les éléments les plus avancés de la classe ouvrière, en même temps que ses démonstrations éclairaient tous les honnêtes gens. La puissance du mouvement avait lié tous ceux qui s’y étaient livrés. Impossible de se séparer dès le lendemain !

Waldeck-Rousseau voulut, dans son cabinet, un socialiste. Jaurès ne détourna pas Millerand d’accepter et ce fut la rupture entre socialistes.

Mais Amsterdam nous réunit, grâce au sacrifice de Jaurès acceptant sa défaite pour refaire l’unité, et grâce aussi — jamais on ne le dira trop à l’impérieuse volonté d’Edouard Vaillant. C’est lui qui, après Amsterdam, vainquit les défiances et les appréhensions de ses amis révolutionnaires, brisa son parti, son comité central et les entraîna tous à l’unité.

Alors commença la vraie vie du socialisme français. Jaurès, Guesde et Vaillant la conduisirent dans une intimité croissante. Jaurès formula, plus précisément qu’autrefois, sa règle d’action. Il la voulait triple action syndicale, action coopérative, action politique.

L’action politique, c’est pour lui la bataille électorale, la lutte parlementaire et le constant effort pour instruire le peuple et former de grands courants d’opinion par la presse, par les réunions. Voilà la besogne des militants et des groupes du parti.

Pour lui, ces trois formes d’action sont soudées et animées par la même âme brûlante.

Après l’affaire Dreyfus, Francis de Pressensé et Jaurès s’étaient juré de consacrer un effort spécial à l’éducation du peuple. Tout de suite après l’unité, ils se dévouèrent à cette tâche.

Très épatant ! Ils créèrent une mode. En deux ou trois ans, ils changèrent le ton des réunions publiques. La mode cessa d’être aux coups de gueule, aux grands cris, aux gestes véhéments. On se pique de réfléchir, de juger, d’avoir l’esprit critique.

Je me souviens d’une réunion de Pressensé, rue Damrémont. Nous l’avions affichée deux heures avant et la foule y débordait la salle, s’entassait dans la cour, dans le vestibule, dans l’escalier. Pressensé fendit ces flots de peuple au milieu des acclamations.

Quand il se leva pour parler, silence de mort.

Et pendant deux heures, de cette voix unie monotone et précipitée qui enchaînait les phrases en chapelet, sans laisser le moindre intervalle pour applaudir, il nous

débita, sur les pays des Balkans, leurs conflits, leur histoire, le péril balkanique, la politique de la France et de la Russie là-bas, le même discours qu'il eût prononcé devant la Chambre ou devant une conférence des ambassadeurs. Il énumérait rapidement, d'une mémoire infallible, les vingt races diverses, les tribus montagnardes, leurs religions, leurs moeurs, leurs genres de culture et d'élevage.

Puis, quand nous fûmes renseignés et très au courant, il nous précisa les intrigues diplomatiques des grandes puissances, l'action de l'Autriche, l'action de la Russie, l'immense danger d'une guerre prochaine.

Quand il se tut et quitta le devant de la tribune, tout ce peuple angoissé, haletant, suspendu à ses lèvres, éclata en un tonnerre de bravos et de cris, une triple salve de gratitude.

On lui était reconnaissant de parler dans une assemblée populaire du même ton qu'à des académiciens. Son accent doctoral et infallible, loin de choquer, flattait.

On le remerciait, au fond de soi, de nous avoir fourni ces renseignements, au lieu de phrases ronflantes, de nous avoir jugés capables de construire, avec eux, une opinion solide.

Je pensais, ce soir-là, aux clameurs de l'époque boulangiste, aux réunions vociférantes, aux poings tendus, et aux injures, les yeux hors de la tête, et aux batailles de l'affaire Dreyfus. C'était fini, maintenant, le peuple avait pris l'habitude et le goût des discussions sérieuses :

on ne reverrait plus jamais ces nuits de tumulte et de chahut...

Dans cette période, qui s'étend de la fondation de l'unité sociale à la guerre de 1914, il est clair que l'action immédiate du parti ne consiste pas à préparer l'insurrection prochaine.

L'effort principal est d'organiser le parti, de recruter des adhérents, de développer le tirage de *L'Humanité*, d'éduquer l'opinion. Joignez-y une recrudescence d'action internationale, une liaison plus étroite avec les socialistes d'Allemagne et d'Angleterre.

En même temps, le mouvement coopératif, où les pays voisins nous proposent des exemples frappants, commence à se dessiner.

Les syndicats se multiplient, les grandes fédérations ouvrières se fondent. La C.G.T., jalouse de son indépendance absolue, se pique d'incarner seule, en contraste avec le parti socialiste, la véritable action révolutionnaire.

En effet ! ce n'est pas tant la propagande de l' " action directe " qui lui donne droit de revendiquer ce monopole ! C'est que, désormais, à tous ceux qui pensent à la manière dont croulera la société capitaliste, la forme qui se présente est la grève générale.

Leur esprit ne caresse plus, comme sous Louis-Pliippe, l'espoir d'une émeute politique déparant les rues et dressant les barricades.

C'est un vaste soulèvement économique, une grève générale arrêtant les trains, les usines, fermant les ateliers par toute la France. Croisons les bras ! tous ! Oh ! on s'attend aux gendarmes ! bien entendu ! Mais que feront-ils ? Viendront-ils, chaque matin, chercher chaque travailleur au saut du lit pour le mener à l'usine ? Pas pratique ! La bourgeoisie sera impuissante. Et si elle veut joindre l'armée aux gendarmes, que diront les soldats ?

Pendant ce temps, le progrès du parti, le succès de la propagande jaressiste, l'ascendant croissant des socialistes dans le Parlement et dans l'opinion donne à beaucoup l'espérance que la transformation sociale puisse être atteinte par le seul développement de la démocratie. Du moins, ce développement peut nous mener Si haut, il peut élever la force économique du prolétariat à une niveau tel qu'un jour vienne où l'effort révolutionnaire n'ait plus qu'à secouer l'arbre pour que les fruits mûrs tombent.

Telle était la situation morale des travailleurs français quand la guerre éclata.

Évidemment, il est facile de s'écrier que notre propagande anti-guerrière n'a servi à rien.

Les motions de Vaillant et de Keir-Hardie ? Disparues ! Et les congrès où l'on voyait la grève générale et l'insurrection plutôt que la guerre !

Pour moi, je demeure convaincu qu'une guerre déclarée par la France, offensive, déchaînée par nous, une invasion de la Belgique entreprise par les troupes françaises auraient trouvé contre elles la résistance ouverte des militants socialistes et de la C.G.T.

Si même, dans l'agression allemande, nous avions senti les travailleurs d'outre-Rhin marcher avec nous ! Mais, du premier jour, il fut clair qu'ils suivaient docilement les ordres de mobilisation.

Bien mieux ! il nous fut permis de soupçonner que nos résistances, nos tentatives insurrectionnelles étaient prévues par l'état-major allemand et entraient en ligne de compte dans ses plans.

Les plus ardents, chez nous, avaient conçu l'action contre la guerre comme bilatérale. Personne n'avait jamais entendu qu'elle aiderait le kaiser à nous envahir.

De là l'élan unanime qui poussa, le parti et la C.G.T. à se dresser contre l'invasion.

Mais la guerre finie, l'armistice signé, les soldats désarmés, que va faire le parti socialiste ? Ce parti que nous avons vu, jusqu'à la veille de la guerre, sollicité par deux tendances opposées ? Juste à cette heure éclate la Révolution bolchevik. Mesurez maintenant son retentissement sur nous, et la secousse.

Je ne crois pas m'aventurer en affirmant qu'après la guerre, laissé à lui-même, le parti socialiste français eût repris la tradition de Jaurès. La preuve ? le Congrès où nous avons refait notre programme, établi notre unité de pensée et, par un vote unanime, adopté le texte dont Léon Blum fut le lucide et convaincant rapporteur.

Mais la Révolution bolchevik changeait tout ! On ne s'en aperçut pas tout de suite.

Peu nombreux, peu écoutés, ceux qui la prirent tout de suite pour modèle !

Voyez à Strasbourg : Frossard ne tolère pas que le principe de défense nationale soit contesté. Nous verrons plus loin par quelle étonnante volte-face et à la suite de quelle campagne Cachin et lui nous jetèrent dans les bras de Moscou. Mais, visible ou non, l'influence de Moscou, son secret appel aux imaginations commencèrent très vite.

La victoire en déroute : Deuxième partie

Chapitre IV

Le Congrès de Tours et la scission

[Retour à la table des matières](#)

La bourgeoisie l'aurait payée dix milliards, cette scission du parti ! et joyeusement ! si on lui avait proposé ce marché-là : “ Tu vois ce flot montant qui va tout engloutir ! Ces gaillards unis et résolus que le peuple écoute et qu'il suivra demain ! Hé bien ! on va te les casser ! ils dépenseront leur énergie et leur violence à se battre entre eux ! ”. Elle n'aurait pas cru à tant de bonheur.

C'est nous qui l'avons fait, son bonheur ! avec acharnement, nous nous sommes rués à cette belle besogne. Nous avons détruit la force qui la menaçait. Grâce à nous, la classe bourgeoise n'a plus peur.

Elle n'a qu'à regarder en riant les socialistes qui se dévorent !

Ah ! la Révolution était inévitable et proche ! Aucune puissance hostile ne pouvait l'empêcher. Les révolutionnaires seuls pouvaient arrêter la marche de la Révolution. Par eux, le règne de la classe capitaliste continue.

Comment est-ce arrivé ?

Par conséquence de l'effet produit sur nous par la Révolution russe. Nous l'avons analysé plus haut : mais rappelez-vous sur qui cela tombait !

Pas sur le parti solide et instruit d'avant 1914. Ce parti, plein de vieux militants, habitué par Jaurès et Francis de Pressensé à la réflexion et au jugement mûri, aurait acclamé de tout son coeur la Révolution russe, mais il n'eût été ni grisé ni affolé.

Après la guerre, un merveilleux afflux de nouvelles recrues a grossi soudain nos effectifs. Admirable promesse ! À condition d'éduquer ces jeunes et ces nouveaux venus et de leur apprendre au moins l'alphabet et les éléments de nos doctrines.

Car ils adhéraient au parti, mais ils ne connaissaient pas le socialisme.

Cette oeuvre d'éducation n'a pas été entreprise comme nous aurions dû : c'était notre première besogne ; il la fallait méthodique et générale.

Nous étions encore sous le coup de la guerre. Voilà pourquoi l'entraînement de Moscou. a si facilement conquis la majorité chez nous.

Pourtant un effort sérieux était commencé, et il donnait déjà des résultats excellents.

Au Congrès de 1919, quand notre parti sentit le besoin de resserrer son unité, de la rendre indestructible, il voulut, pour cela, refaire son programme. En revisant ensemble toutes nos doctrines, en vérifiant toutes nos idées, n'allions-nous pas nous sentir plus étroitement frères que jamais ?

C'était le meilleur moyen et le Congrès, merveilleusement servi par le travail vaste et précis de Léon Blum, réussit parfaitement la tâche difficile. Il réalisa l'unanimité. C'était très beau, n'est-ce pas, d'obtenir cette unanimité, après les terribles secousses de la guerre ?

Mais ce magnifique effort échoua devant la pénétration irrésistible de Moscou et de ses exemples. D'abord, une minorité assez faible et qui ne parvenait à l'emporter que dans la Fédération de la Seine, et à Lyon et à Marseille.

Que s'est-il donc passé ? Cachin était revenu de son premier voyage en Russie tout à fait transporté et il avait derrière lui entraîné tout le monde. Puis, il s'était calmé.

Pourquoi son deuxième voyage l'a-t-il jeté aux bras des soviétistes ?

Cette minorité que Frossard et lui combattaient dans tous nos congrès, pourquoi lui avoir livré le parti ?

Analysons de près. Nous trouverons, bien entendu, des questions de principe et des questions de personne.

Débarrassons-nous d'abord de celles-ci ! Oui, dans nos congrès, il y avait une minorité soviétiste remuante. En face d'elle, il y avait Renaudel et ses amis. Entre les deux, il y avait le centre, la majorité, Léon Blum, Cachin, Frossard, Longuet.

Cette répartition des forces conseillait à Renaudel une tactique fort simple. Il s'appliquait à mettre en lumière que la minorité bolcheviste était en contradiction avec le programme du parti, et devait en sortir. Très logique. C'était bien, déjà, une scission mais nul ne la redoutait.

Seulement, le lendemain, que fût-il arrivé ?

Tout bonnement ceci la majorité, Longuet, Cachin, Frossard, une fois les bolchevistes partis, se trouvait à peu près réduite à la force des amis de Renaudel. La droite pouvait très bien reconquérir la majorité, et par suite la direction du parti et *L'Humanité*.

Diabole ! et les extrémistes eux-mêmes étaient tout prêts à s'en aller. Au printemps de 1920, ils ne cachaient pas que leur départ était imminent. Alors ?

Alors Cachin partit pour la Russie.

Il y partit, décidé à offrir à Lénine le parti socialiste de France, et persuadé qu'en échange il mettrait dans sa poche le petit groupe des bolchevistes français. Seulement, il se cassa le nez. Il trouva là Raymond Lefebvre et des accusateurs.

Pris à son propre piège, il se débattit de son mieux, mais à ce moment-là Lénine et tous les hommes de la Révolution russe étaient persuadés qu'il fallait, pour soulever l'Occident, épurer les partis socialistes, chasser les réformistes, et qu'avec un parti de purs émeutiers, la révolution éclaterait.

Au lieu que les bolchevistes français fussent livrés à Cachin, c'est lui qui leur fut livré.

Mais plus moyen de reculer ! il fallait aller jusqu'au bout, subir toutes les conditions pour obtenir au moins le droit de garder une autorité temporaire, une période d'épreuve.

Cette épreuve, il s'en tira brillamment. Sitôt revenu en France, écartant Léon Blum, et orientant par *L'Humanité* les fédérations, il commença avec Frossard une campagne superbe d'ardeur et d'entrain.

En face, rien puisque la tendance Renaudel, la tendance Blum, la tendance Longuet agissaient à part. Les votes des fédérations avant le Congrès de Tours assuraient à Cachin-Frossard une majorité formidable pour l'adhésion à Moscou.

Ainsi la question des personnes et des carrières était réglée. Cachin et Frossard restaient maîtres du parti et n'avaient rien à craindre du côté Renaudel ni du côté Blum, ni même du côté Longuet.

Ils auraient préféré garder Longuet, pour faire utilement contrepoids à l'élément bolcheviste pur. Mais Moscou excluait Longuet. Clara Zetkin vint le déclarer. Hé bien soit ! bonsoir à Longuet !

Cachin et Frossard n'avaient plus rien à craindre de personne, sauf des anciens bolchevistes, des amis de Loriot, qui pouvaient essayer de devenir les maîtres du nouveau parti et de *L'Humanité*.

Et les questions de principes ? Quels principes, exactement, nous séparèrent de Cachin, de Frossard et de leur majorité ?

Je n'en vois décidément qu'un seul : faut-il préparer la transformation sociale par l'action totale, comme la comprenait Jaurès, ou bien faut-il compter uniquement sur l'action violente, l'insurrection armée, rejeter tout le reste comme une tromperie ?

Oh ! naturellement, quand je dis "question de principes", je n'entends pas du tout que les discussions qui ont précédé le Congrès de Tours aient consisté principalement en échange d'arguments et d'idées ! Je sais bien que les grands courants qui entraînent les majorités sont formés de mouvements sentimentaux plus que de réflexions rationnelles. Ce qui vous entraîne, c'est l'instinct d'être au premier rang, de se battre, d'être le plus avancé. On va de l'avant ! sûr que c'est la bonne route.

Jamais, d'ailleurs, ce contraste éternel ne fut plus curieusement marqué qu'à ce Congrès de Tours ! outré jusqu'au comique presque ! car Frossard, Cachin, et tous les chefs du nouveau parti étaient aussi préoccupés de ne pas pousser trop vite à l'émeute que de prêcher la Révolution.

Acceptant les thèses de Moscou, ils voulaient purger le parti, l'orienter dans la seule voie de l'insurrection, mais, fichtre ! attention ! préparons ! préparons ! ne déchaînons pas tout de suite ! Très juste ! agir autrement, c'était trahir la confiance du peuple et le livrer aux massacreurs. Mais préparer pendant combien de temps ? Tout est là ! Moscou, à ce moment, comptait sur un mouvement à bref délai. Cachin et Frossard, au fond d'eux-mêmes, ne paratageaient pas cette illusion.

Seulement, si vous "préparez" la Révolution pendant dix ou quinze ans, si vous vous accordez une longue période d'organisation et d'éducation avant le grand coup, que ferez-vous donc pendant ce temps-là ?

Pourquoi briser l'œuvre de Jaurès et rejeter ses méthodes ? Vous supprimez toute action parlementaire. Vous lui ôtez tout but précis.

Les réformes ne comptent plus, vos orateurs ne monteront à la tribune que pour y dénoncer la duperie des réformes et l'urgence de l'émeute ils s'enlèveront ainsi toute action sur l'Assemblée et sur l'opinion. Pour quel résultat ?

Un article de Cachin

Le 15 octobre 1920, en pleine campagne de préparation du Congrès de Tours, Cachin écrivait dans *L'Humanité*, sous le titre "La Force" :

“ On nous objecte : Nous ne pouvons adhérer à la III^e Internationale parce qu’en ses thèses fondamentales elle proclame la nécessité de la Révolution violente, la prise du pouvoir par la force.

“ Or, ajoute-t-on, ouvrez les yeux à la réalité ; examinez notre prolétariat français deux fois vaincu en quelques mois, en novembre et en mai dernier reconnaissez, au contraire, la puissance énorme de la dictature bourgeoise que nous subissons depuis nos défaites, et convenez que livrer bataille dans ces conditions, ce serait déraison et folie.

“ Nous prions ceux de nos camarades qui nous opposent ces arguments de ne point nous prêter trop aisément je ne sais quel illuminisme. Nous nous rendons compte, nous aussi, des difficultés que, sur leur route, rencontreront demain le socialisme et la classe ouvrière de notre pays.

“ Ce serait un crime inexpiable contre le prolétariat que de le lancer, sous le coup d’une impulsion, même de la plus généreuse, sur un obstacle où il n’aurait chance que de briser ses forces insuffisamment préparées. Nous ne sommes nullement, est-il besoin de le dire, partisans de tels actes de désespoir. Nous savons bien qu’une révolution n’est pas une émeute locale et stérile ; nous savons bien aussi qu’elle naît de circonstances dont les hommes ne sont pas maîtres. On ne la déclenche pas sur commande à sa volonté.

“ Il n’est, ni en Russie ni ailleurs, un socialiste élevé à l’école de Marx qui ignore ces vérités premières. Mais la question, pour notre controverse actuelle, est tout autre.

“ Il ne peut s’agir de tenter demain un coup de force voué à l’insuccès. Le devoir est d’éviter, au contraire, à tout prix, des actes prématurés qui feraient reculer fatalement le mouvement ouvrier. Mais le devoir est, en même temps, de préparer un grand parti aux idées simples et claires, résolu à l’action de masse, éclairé sur les difficultés qui l’attendent et sur les sacrifices qu’il devra consentir pour la libération du prolétariat.

“ Le devoir, c’est de dire franchement aux travailleurs (comme le socialisme ne cessait en ses origines de le rappeler à ses adeptes), que seule la force mise au service des exploités pourra les libérer. Il faut organiser, sur tous les terrains, cette force intelligente il faut la préparer. Il faut montrer qu’en dehors d’elle on n’a rien à attendre du jeu même de la société capitaliste. Le développement de ces thèmes anti-réformistes était jadis le fond même de notre propagande. L’expérience amère de cinquante années de lutte de classe ; l’expérience beaucoup plus amère encore de la guerre et de ses conséquences, l’attitude de notre bourgeoisie à cette heure ne peuvent que confirmer ces vieilles vérités aux yeux des socialistes français.

“ C’est, en définitive, sur cette préparation des esprits trop longtemps négligée que la III^e Internationale appelle notre attention. C’est à cette œuvre malaisée qu’elle nous convie. Elle nous demande d’en étudier les modalités pratiques ; à nous de les fixer selon notre tempérament, selon le temps, selon les circonstances. Les récents mouvements ouvriers de mai n’ont pas réussi, malgré leur ampleur et malgré l’abnégation et l’enthousiasme du prolétariat français. En vérité, ils n’étaient pas assez mûris et ils se sont produits au milieu de la plus grande confusion intellectuelle. N’est-ce pas la sagesse même de nous demander de les rendre, dans l’avenir, plus organiques et plus sûrs de leurs fins ? ”

Ainsi, c'est une besogne de préparation révolutionnaire qu'au Congrès de Tours on allait proposer au parti, en excluant et en dénonçant toute autre méthode. Cachin a raison de rappeler qu'aux premiers temps de la propagande socialiste on ne parlait aux adhérents que d'insurrection. Mais, depuis, il y a eu les élections de 1893, et il y a eu Jaurès !

Dans ses congrès, à Toulouse, à Saint-Quentin, partout le parti socialiste, nombreux, fort, actif, a choisi et arrêté sa méthode : celle de Jaurès.

Et, au moment de prêcher à nouveau l'insurrection, on a peur !

“ Ce serait un crime inexpiable contre le prolétariat que de le lancer... ”

Tu parles ! Parbleu ! nous le savions bien ! Nous étions sûrs que, sitôt qu'on aurait voté l'adhésion à Moscou, sitôt qu'on aurait solennellement juré devant l'univers qu'on entreprendrait l'oeuvre de révolution, ou reviendrait au calme. Il s'agit moins, en effet, de faire la révolution que de réussir une opération de tactique à l'intérieur du parti !

Oui ! seulement, mon bon ami, est-ce ainsi que l'entendaient, à cette époque, les bolcheviks à Moscou ? Même en France, chez nous, à vos côtés, il y avait de braves garçons comme Raymond Lefebvre pour qui la préparation révolutionnaire a un sens tout autre.

Paul-Boncour, qui le connaissait et qui l'aimait, me résumait un jour son action et celle de ses amis : “ Ils s'exercent au lancement de la grenade ”. Il entendait par là que leur objectif prochain était la tentative insurrectionnelle.

Sans doute, mon cher Cachin, nous avons tous commencé par caresser des projets insurrectionnels. Les blanquistes et le Comité révolutionnaire central passaient pour s'y consacrer tout spécialement. Bien à tort ! Mais le Parti ouvrier français nous a enseigné d'abord la nécessité d'une vaste organisation. Puis le syndicalisme a mis au premier rang les moyens ouvriers de lutte : la grève générale, par exemple. A mesure que le parti grandissait, il se pénétrait davantage des idées de Jaurès.

Est-ce que, par hasard, il s'agirait aujourd'hui, sous couleur d'adhérer à Moscou, de renoncer aux enseignements de Jaurès et de renier ses idées ? Et pour revenir à quoi ? A quelle piteuse reprise des complots blanquistes ?

Non, il n'y a qu'une méthode d'action pour la classe ouvrière française, c'est l'action totale, cette action électorale, parlementaire, syndicale et coopérative dont Jaurès nous a fait comprendre la puissance.

Vous voulez l'abandonner, cette action totale ! Pour plaire à Moscou ! au Moscou d'aujourd'hui ! au Moscou d'octobre 1920, qui changera d'avis un an après ! Vous voulez retirer au monde ouvrier de France sa meilleure chance de triompher.

Vous tuez le parti ! vous le coupez en deux ! vous l'annulez comme force politique. Vous le détournez de la voie où Jaurès l'avait engagé. Vous reniez Jaures.

Le Congrès de Tours fut le deuxième assassinat de Jaurès. Villain avait tué son corps. A Tours, sa pensée fut tuée.

Notez que je comprends parfaitement le parti-pris violent de Lénine à cette époque ! Il voulait l'aide immédiate de l'Europe occidentale. Que savait-il de l'Europe ? Rien que ce qu'il en avait appris par sa vie d'exilé, " dans les caves ", selon le beau mot de Rubanovitch.

Fervent marxiste, Lénine, maître de la Russie, ne peut pas la croire capable de réaliser le communisme immédiat. Elle est bonne, pour lui, à s'allumer comme une torche et à mettre le feu au monde capitaliste.

La Russie, à son stade économique, ne peut pas, à elle seule, réaliser la Révolution sociale. Mais il y a la France, et l'Angleterre, et l'Allemagne. Donc, il faut que les révolutionnaires de ces pays-là, profitant de l'enthousiasme soulevé par la Révolution russe, soulèvent le peuple de Paris, de Londres et de Berlin. Alors, la Russie est sauvée ; elle a livré toute l'Europe à la Révolution, et à son tour la Révolution l'aide à brûler les étapes et à installer chez elle la grande production.

Partant de là, il s'attend à la Révolution immédiate dans l'Europe occidentale, d'abord parce qu'il en a besoin et ensuite parce qu'il n'a pas l'ombre d'un doute sur sa possibilité.

L'exilé a passé sa vie avec des exilés comme lui, et avec les plus ardents révolutionnaires de Paris. C'était un article de foi que, si sur un point quelconque de l'Europe la Révolution sociale éclatait, aussitôt le peuple de Paris, le peuple de la Commune, se soulèverait en l'acclamant.

Si ce soulèvement spontané ne s'est pas produit, c'est qu'on l'empêche ! Qui donc, sinon les traîtres, les modérés, les réformistes, les complices de la bourgeoisie ! Il faut les briser au plus tôt, les chasser du parti, épurer le parti, et cette besogne faite, la Révolution éclatera.

De ce point de vue très naturel et très logique de la part de Lénine, tout ce qu'on nous a demandé au Congrès de Tours, les exclusions, le changement de nom, les statuts nouveaux, le Comité directeur, l'action occulte, tout s'explique.

Nos camarades Pressemane, Paul Faure étaient révoltés à la seule pensée qu'on pût leur imposer ces conditions humiliantes. Moscou ne les jugeait pas humiliantes, mais nécessaires.

Le seul malentendu véritable était entre Moscou, qui prenait ces conditions au pied de la lettre, et les chefs communistes, Cachin, Frossard, qui s'y soumettaient en apparence et comptaient sur le temps pour tout arranger.

Pressemane, ai-je dit, combattait ces conditions ! Examinons d'un coup d'œil sa vigoureuse réfutation. Pas de moyen plus sûr pour pénétrer jusqu'au fond de la conscience de nos meilleurs militants.

Les réfutations dont Pressemane, dans son article du 6 octobre, a criblé les 21 conditions sont irréfutables.

Seulement, on serait injuste et aveugle si on refusait d'apercevoir que ces conditions, pour nous révoltantes ou stupides sont, pour les bolcheviks, parfaitement raisonnables.

Toutes les critiques de Pressemane sont des critiques de socialiste pacifique. Les conditions bolcheviks sont inspirées par l'état de lutte révolutionnaire. Tout est là, voilà la différence fondamentale.

Pressemane persifle avec placidité les notions bolcheviks sur la propagande à la campagne. Il montre, d'un mot bref et sûr, les dangers auxquels une propagande dans le régiment exposerait nos jeunes recrues. Il revendique avec fierté le droit, pour toutes les nuances socialistes, d'exprimer librement leurs opinions particulières dans les journaux du parti.

C'est parfait ; on sent là le brave militant, dont tout l'effort s'est dépensé sous la direction de Jaurès pour accroître et développer un parti reconnu légal, appuyé sur une bonne partie de l'opinion publique. C'est l'état de paix ! De paix extérieure et de paix intérieure ; ni guerre étrangère, ni guerre civile ne le trouble. La transformation sociale s'entrevoit comme l'échéance d'une oeuvre à long terme et d'une besogne de longue haleine.

De ce point de vue-là, avec de pareilles habitudes, tout l'article de Pressemane s'explique et va de soi, c'est la raison même.

Est-ce que Lénine est dans les mêmes conditions ? Se le demande à tout camarade de bonne foi. Sommes-nous incapables de faire l'effort nécessaire pour nous placer une minute à son point de vue ?

Lénine et ses amis étaient depuis trois ans au cœur d'une lutte mortelle. Je ne dis pas seulement qu'ils risquaient leur peau et que la défaite pour eux équivalait à la mort. Ceci n'est rien. J'entends qu'ils luttèrent pour la vie ou la mort de toute une phalange d'amis dévoués à la même cause, et pour la vie ou la mort de toute la Russie ouvrière. À certaines heures, cette lutte furieuse a été poussée au paroxysme. Ils ont dû verser à flots le sang humain. Demain, peut-être pris entre la France, la Pologne, la famine, ils recommenceront.

Est-ce que vous allez demander à ces gens-là d'écrire et de penser avec le même sang-froid que Pressemane ? Relisez toutes leurs clauses en vous plaçant à ce point de vue. Vous verrez qu'elles s'expliquaient à merveille.

La liberté de la presse ? C'est une nécessité vitale dans un état de paix, mais concevez-vous la liberté de la presse en temps de révolution ?

Assurer le libre accès de tous les postes dans les organisations du parti, dans ses journaux, dans les syndicats, dans les coopératives, aux hommes les plus compétents, sans distinction de nuances, c'est là une méthode excellente et notre idéal du temps de paix. Mais, en révolution, place aux enragés, aux exaltés, à eux seuls ! C'est eux qui entraîneront les autres que la seule rencontre d'un sceptique ou d'un esprit critique glacerait.

Ainsi de suite, à chacune des critiques de Pressemane, vous voyez la réfutation qui s'impose.

Que conclure donc ? Mais la conclusion se présente d'elle-même. Lénine est en pleine bataille. Il ne faut donc pas exiger de lui le sang-froid ni la liberté d'esprit. Il faut nous attendre à ce qu'il ne nous comprenne pas.

Eh bien ! nous avons tout bonnement à nous faire comprendre de lui. Pour y arriver, prouvons-lui d'abord notre sympathie agissante dans sa bataille. Un combattant veut d'abord qu'on l'aide. Expliquons-lui ensuite que nous l'aiderons bien plus efficacement à notre manière qu'à la sienne. Si nous commettons, lui dirons-nous, la faute de devenir vos singes, nous cesserions par là même et tout aussitôt d'être des hommes et de pouvoir agir en votre faveur. Nous serions du coup annulés, anéantis.

Vous connaissez parfaitement la Russie, et nous vous épargnons nos conseils dans les affaires russes. Vous ne connaissez pas la France. Vous y avez vécu longtemps, mais vous n'êtes jamais sorti de Russie. Nous connaissons notre pays comme vous connaissez le vôtre. Laissez-nous y agir comme il faut. Assurez-vous, c'est trop naturel, que notre but est le vôtre le socialisme marxiste total et intégral. Une fois tranquille de ce côté, tenez-nous pour meilleurs juges que vous des moyens à employer ici. C'est le mieux pour vous et pour nous.

Nous voyons dans l'article de Pressemane l'état d'esprit d'un militant plein de sang-froid et dont la conscience est en paix. Pressemane a tenu, pendant la guerre, la conduite qu'il faut et il sait que demain il agira encore de la meilleure façon possible.

Quelle différence avec Lénine ! Comme Lénine n'a visiblement qu'une pensée : qu'on vienne à son secours le plus tôt possible !

À son secours ? Cette aide doit s'entendre de deux façons très différentes. La première, c'est que les ouvriers de France cessent de fabriquer des munitions pour les armées contre-révolutionnaires et empêchent le gouvernement français de faire la guerre à la Russie des Soviets.

L'adhésion à la III^e, loin de préparer cette aide, retire au prolétariat français, par la division qu'elle apporte, la force nécessaire pour cette difficile action.

La deuxième forme d'aide désirée par Lénine est très différente. Elle consiste tout bonnement à faire chez nous la révolution sociale.

Lénine est trop marxiste pour n'avoir pas compris, dès le début, que la Russie n'est pas économiquement mûre pour la révolution communiste. Si le socialisme est, comme l'a dit Guesde, le fils de la machine à vapeur, il n'y a pas assez de machines à vapeur en Russie pour que ce fils-là puisse y naître.

Mais Lénine s'est dit : J'ai devant moi cinq ou six ans. Il faut que pendant ce délai je soulève le prolétariat occidental. Alors, c'est la révolution mondiale. L'Europe sauvée, émancipée par la révolution russe viendra, à son tour, organiser la Russie.

C'est là, vraiment ce que veut Lénine. C'est son désir profond et il y tient plus encore qu'à l'aide immédiate dont nous parlions plus haut.

Voyons maintenant comment nos extrémistes nous proposent d'agir pour que le désir de Lénine soit satisfait.

Raymond Lefebvre, que nous pouvons prendre comme type d'ardeur fouguese et de clairvoyance, songeait d'abord au soulèvement immédiat. Éclairé par la vision de plus en plus perspicace de la réalité, telle qu'il l'observait chez nous, il s'est mis à enseigner, lui aussi, à ses jeunes amis qu'il s'agit de *préparer la révolution* ce n'est pas pour demain, notre peuple n'est pas prêt. Il faut que l'A.R.A.C. parcourre les campagnes et remue les paysans. Il faut que les ouvriers de toutes nos grandes villes soient embrigadés pour l'assaut final. Détournons leurs pensées et les nôtres de tout ce qui n'est pas l'action révolutionnaire. Préparons nos plans et nos armées. Le jour venu, nous marchons. Quand viendra ce jour ?

Sans jouer trop facilement au prophète, on pouvait prédire à Raymond Lefebvre qu'après avoir découvert que la révolution n'était pas pour dans dix jours, il découvrirait qu'elle n'est pas pour dans dix mois. Et s'il avait ensuite découvert qu'il lui faudrait dix ans ?

Paradoxe poignant ! On aura laissé périr Lénine et la Russie au lieu que, par la méthode contraire, on arrivait plus vite peut-être à réaliser l'espoir profond et la volonté suprême de Lénine.

Supposez, en effet, qu'on ait adopté cette méthode toute contraire. Lénine à Moscou s'appliquait à attirer toutes les fractions de l'Internationale avec tout le soin qu'il a mis à les écarter.

Au lieu de s'occuper "à mettre un verrou" à la porte de l'Internationale communiste, il en ouvrait toutes grandes les portes et au besoin les fenêtres. Ah ! comment n'a-t-on pas compris à Moscou que la seule réunion en Russie d'un congrès international auquel auraient été conviées toutes les fractions socialistes de tous les pays était déjà, pour le régime soviétique, une consécration et une sauvegarde ?

Résistance des chefs ? Eh oui ! des chefs auraient résisté, formulé des réserves, demandé des explications et des garanties. Mais, derrière eux, la masse de leur parti eût été attirée, séduite, enthousiasmée. La masse aurait poussé les chefs. Et alors mesurez-vous l'effet produit en Angleterre, en France, en Belgique ?

S'il est un pays que Lénine et les bolcheviks aient flétri et dénoncé, c'est la Belgique avec ses ministres socialistes. Étrange bévue d'anciens exilés, qui ont toujours vécu dans leur petit cercle et dont les yeux n'ont jamais su voir l'évolution des démocraties occidentales.

C'est en Belgique peut-être, avec la force et l'entraînement de son parti ouvrier, mais pénétré par le contact de Moscou, électrisé par cette fraternelle sympathie, et non repoussé par la grimace et les poings tendus, c'est en Belgique que se fût allumé le plus vite le foyer révolutionnaire espéré par Lénine. L'effort de Vandervelde et des ministres socialistes a tenté des réformes si profondes que tout l'ordre social en peut être changé.

Qui croira que la France et l'Angleterre n'y auraient pas répondu ! L'Angleterre où toute la classe ouvrière a réclamé à coups de grèves générales des nationalisations de mines et de chemins de fer !

Quel socialiste français ignore que si notre classe ouvrière n'était pas divisée, des tentatives comme la grève de mai n'auraient pas connu tel échec ?

Ainsi, en gardant les socialistes de chaque pays et de tous les pays aussi étroitement unis que possible, en les enflammant du feu de la révolution, on gardait à chaque parti socialiste dans son pays tout l'ascendant qu'il peut avoir.

Et vous comprenez bien pourquoi, exprès, nous avons omis le nom du pays le plus important ! Nous n'avons rien dit de l'Allemagne. Hélas ! en ce moment même, grâce à l'impuissance des socialistes divisés et sans action sur l'opinion publique, le gouvernement français pousse impunément l'Allemagne aux mains des réactionnaires. Ils songent à relever les trônes en Bavière comme en Hongrie. S'il y avait une Internationale socialiste puissante, telle qu'elle pouvait si facilement l'être au lendemain de la guerre, le vœu de Lénine était plus facile à réaliser dans l'Allemagne bouleversée et remuée jusqu'en ses fondements.

Nous aurions obtenu facilement des gouvernements de France et d'Angleterre le respect de l'évolution socialiste en Allemagne. Aidée à la fois par le voisinage de la Russie et par les sympathies occidentales, l'Allemagne pouvait, la première en Europe, fonder efficacement le régime communiste. Voilà quelle était la méthode la plus modérée, mais à coup sûr la plus rapide et la plus efficace.

La victoire en déroute : Deuxième partie

Chapitre V

À Tours

[Retour à la table des matières](#)

La campagne de Cachin et de Frossard avait été admirable. Naturellement, ils avaient toute facilité pour la bien conduire, puisqu'ils tenaient *L'Humanité*. Mais reconnaissons que leur activité fut prodigieuse. On les vit par toute la France. Vaillant-Couturier s'installa quinze jours dans le Nord et le Pas-de-Calais et mordit très profond dans la vieille et solide fédération.

Quand on se réunit à Tours, les destins étaient réglés. Chaque fédération, on choisissant ses délégués, s'était prononcée. Cachin et Frossard disposaient d'une majorité formidable.

Contre eux, nous n'avions qu'une seule arme c'est que nous avons raison. Par conséquent, nous étions perdus.

Mais il fallait, nous crie-t-on (du côté de Lussy, par exemple), il fallait à tout prix et quand même rester dans l'unité.

Pardon ! vous oubliez que Moscou tenait à notre exclusion. Il envoya Clara Zetkin pour la signifier théâtrale. Elle apparut au milieu du discours de Frossard, sortant soudain de l'ombre pour prononcer les noms des condamnés : Longuet, Sembat... et se replongea dans la nuit.

Et puis, pouvions-nous accepter et couvrir de nos noms le reniement de la méthode jaoussiste ? Allions-nous prêter les mains à une tactique nouvelle qui livrait le parti à la bourgeoisie et pouvait conduire à un massacre souhaité par toute l'élite réactionnaire ?

En vérité, par-dessus les propagandes et les manoeuvres de Cachin et de Frossard, le Congrès de Tours était la traduction d'une situation générale terrible. Désespoir des promesses déchirées, désespoir d'une grande attente déçue et trahie ! Sursaut de colère qui rejette en fureur les méthodes trop connues et trop paisibles. Il nous faut, pour cette fureur, des armes de violence. La guerre nous en a donné l'habitude. C'est nous, nous seuls, qui, par la révolution pouvons fonder le monde nouveau, la vraie paix, la paix socialiste ! Comme en Russie !

Ces malheureux tournent le dos à la vraie route ! Mais nous ?

Écoutez, pour bien comprendre le défilé des délégués fédéraux ! Ils viennent de partout, de Picardie ou de Provence, de Touraine, de Bourgogne de Bretagne comme du fond du Languedoc. Les uns représentent plutôt la grande ville ouvrière, les autres les campagnards. Il y a des notes comiques dans ce long défilé. Parbleu ! Écoutez tel délégué d'une région agricole ! Il nous parle avec l'accent qu'il faut, l'accent méridional et qui sent l'ail, de l'enthousiasme communiste des paysans.

Bah ! Hé oui ! vous sursautez parce que vous n'avez pas oublié tant d'efforts pénibles pour amener ces paysans-là à nous écouter seulement. Que de mal on s'est donné pour faire, difficilement, admettre dans les villages la thèse fondamentale du socialisme ! Et aujourd'hui, les voici tout à coup enragés communistes ? Étrange et merveilleuse métamorphose ! Qu'est-ce que cela veut dire ?

Beaucoup de choses ! le paysan est rentré chez lui, nous l'avons vu plus haut, content de gagner tant, mais plein de rancune et de haine contre la guerre. La majorité des cultivateurs a voté pour le Bloc. Mais il y a une minorité, d'autant plus irritée ! et Moscou, pour elle, c'est sa revanche. Jadis, dans un mouvement de colère, le paysan a voté pour Boulanger. Il est, aujourd'hui, tout prêt à voter pour Lénine. N'omettons pas de dire que plusieurs secrétaires fédéraux ont noté un courant d'antiparlementarisme net et vif.

Mais le communisme proprement dit ? Nos paysans sont-ils prêts à sacrifier la petite propriété ? à livrer leur champ à l'exploitation commune ?

Jamais de la vie vous vous en doutez ! et voilà le côté comique : plusieurs secrétaires fédéraux ont tenu à préciser deux choses importantes ! D'abord, qu'en adhérant à l'Internationale révolutionnaire, il est bien entendu que l'insurrection ne saurait compter, de leur part, sur un concours actif. Ils y applaudiront de loin. Ensuite, il reste convenu qu'on ne touchera pas au champ du paysan. Ils soulignent avec empressement que toute la presse, et *L'Humanité* au premier rang, a publié que la République des Soviets a mis sans condition la terre à la disposition des paysans.

Sans doute, par pudeur de théoriciens, on réserve, dans chaque région, à titre d'exemple, un domaine à exploiter selon les méthodes communistes. Très bien ! Cela ne gêne personne ! Mais notre champ, notre propriété nous reste. C'est l'important.

Evidemment, cet enthousiasme mitigé de telles réserves est risible. Oui ! mais il y a tout de même, d'un bout à l'autre du pays, un courant d'enthousiasme ! On se jette d'instinct vers Moscou !

Voulez-vous noter le trait principal de ce défilé de délégués fédéraux ! Le voici : les vieux militants, formés avant la guerre, et qui représentent la bonne charpente de l'ancien parti, restent presque tous fidèles aux motions socialistes de Longuet-Paul Faure ou de Léon Blum. Au contraire, toutes les jeunes recrues, ignorantes, mais emballées, actives, remuantes, courent d'un bel élan à la Troisième !

Ainsi, parmi les jeunes, courant général et violent d'enthousiasme !

Toute la question est de savoir si la mode sera de dire : " Moi, je suis bolcheviste ! " comme en 1793 " un coeur vraiment sans culotte ! "

Et nous ? Nous avons raison ! mais c'est terrible d'avoir raison contre les jeunes ! c'est terrible d'avoir raison contre un courant d'enthousiasme ; on doute de soi. A-t-on raison d'avoir raison contre l'enthousiasme, contre l'élan, contre l'ardeur ?

Oh ! nos arguments sont irréfutables. À qui veut réfléchir froidement, posément, nous pouvons nous fier. Il nous est acquis d'avance.

Nous rappelons aux jugements sains tout le long passé du parti, toutes ses leçons, toutes ses expériences.

Nous citons Guesde, Vaillant, Jaurès !

Et nous avons beau jeu à dénoncer la caricature du socialisme qui s'étale à Moscou. Mais, tout de même ! A nos côtés, ce vertige qui emporte toute la jeunesse, tous les gosses du parti ! Des gamins, sans doute, irréflechis, ignorants ! et c'est le malheur du parti que toutes ses recrues soient entraînées par leur ignorance, leur inexpérience, vers le bolchevisme.

S'ils savaient, il nous crieraient : " *Et vous ? Quel enthousiasme nous apportez-vous ?* "

Leur enthousiasme, à eux, il est fou, il est stupide ! Il mène le parti à sa perte, il nous coupe en deux, nous et les organisations ouvrières. Il va disloquer les syndicats. Cette admiration magnétisée des exploits de Lénine, de Trotsky nous conduit à la catastrophe.

" Oui ! tout cela est vrai ! Qu'est-ce que vous proposez ? Vous êtes comme les nationalistes ! Pour vous, comme pour eux, tout continue comme avant la guerre ! Tout recommence ! " Pendant la guerre, tout le monde était emporté vers un monde nouveau, une Europe nouvelle.

Après le triomphe du droit des peuples venait le triomphe du droit des travailleurs. La justice sociale suivait la justice internationale. Aujourd'hui, les nationalistes nous ramènent aux armées permanentes, aux traités comme sous Louis XIV, à la diplomatie antique. Et vous ? Quelle perspective offrez-vous au parti ? Les élections d'avant-guerre, la propagande d'avant-guerre, un triomphe aux élections prochaines, un revers quatre ans plus tard, un succès nouveau dans huit ans ! On bâille ! on vous approuve, mais on s'ennuie, on avait espéré autre chose !

Évidemment, notre sagesse donne envie de dormir.

Nous allons refaire le parti, le vrai parti, celui de Guesde, de Vaillant, de Jaurès.

Avec quoi ? Oh ! nous sommes bien tranquilles, nous sommes nous-mêmes l'ossature du parti. Nous sommes sûrs qu'autour de nous, il se reformera, plus puissant que jamais.

Sans doute ! mais pas tout de suite ! Car il nous manque, malheureux, la chose essentielle il nous manque le nouvel enthousiasme.

Or, voyez-vous, il n'y a rien à faire sans l'enthousiasme. Toute religion, tout parti politique fort est le produit visible et la création d'un courant caché et profond d'énergie. Le nom de cette poussée d'énergie collective, c'est l'enthousiasme. Avec cette force-là, vous pouvez tout créer. Elle deviendra, je vous le répète, une religion qui durera des siècles, ou un parti qui conduira le pays, ou des institutions bâties à chaux et à ciment. Mais, sans elle, rien ! Vous ne bâtirez que des châteaux de cartes. Vous alignerez des cadres sur le papier. Vous aurez des titres de fédération et vos timbres en caoutchouc. Mais vous n'électriserez personne.

Et puis, dès le lendemain, vous vous casserez, il y aura un fragment qui se reconstituera en parti ouvrier guesdiste comme le Nord et le Pas-de-Calais, et un autre fragment qui fera du réformisme : en se réclamant de Jaurès et rien ne le distinguera de Viviani. L'enthousiasme coulera vers ailleurs. Il emportera ces masses abusées, ces jeunes têtes chaudes au sang impétueux tout cela ira, dans une course éperdue, vers le phare de Moscou, vers la lumière rouge et sanglante, vers l'abîme.

Dans la salle du Congrès, au-dessus de tous ces délégués, surveillant tout, il y avait un oeil ouvert. Il y avait l'œil de Moscou.

D'abord, nous avions cru, bonnement, que Moscou n'était représenté que par Clara Zetkin. Très bien amené, ce coup de théâtre ! Mais non, il y avait autre chose ! quelqu'un était là ! nous l'apprîmes d'abord par des chuchotements et des confidences.

Quand Mistral faisait effort pour trouver avec Renoult une motion commune, il réussissait avec beaucoup de peine, et après tant d'amendements, de corrections, de rectifications, à mettre debout un texte qui satisfaisait Renoult. Alors ? c'est fini ? Renoult hésitait et se grattait la tête. Il faut le montrer à quelques amis ! Il disparaissait pour quelques minutes. On l'attendait. L'attente se prolongeait. Les minutes devenaient des heures. Cela n'allait donc pas ? C'est qu'il l'avait soumis à quelqu'un qui ne voulait pas de motion commune. L'œil de Moscou était ouvert.

Quand Le Trocquer nous le révèle à la tribune, quelle scène ! Le Trocquer, pâle d'émotion indignée, Renoult rouge et furieux, la salle entière remuée à fond et bouleversée.

Mais quoi ? Était-il surprenant que Moscou voulût être là ? Présent par un légat *latere*, par un homme tout à fait sûr ? La Révolution française, les Jacobins n'auraient pas hésité non plus !

Nous, après le vote décisif, nous sommes morts. Les bras croisés, les bouches muettes, nous restons assis sans mot dire. On attend que nous sortions. Nous ne sortons pas !

— Tiens, pourquoi restez-vous ?

— Ah ! vous seriez trop contents si nous disparaissions ! vous garderiez, malgré Clara Zetkin, Longuet et ses amis. Vous leur diriez que la scission est faite par nous, par notre faute, qu'il n'y a plus " d'unité actuelle " que sans nous !

Donc, nous nous obstinons. Mais la consigne est de nous taire, puisque nous sommes morts ! Seulement, il y a Grumbach ! Vous croyez qu'il est aisé d'obtenir un Grumbach silencieux ? c'est que vous ne le connaissez pas ! Tous les quarts d'heure, ce diable sort de sa boîte, roulant des yeux furibonds, et la bouche espiègle.

Il pesait sur cette fin de Congrès un lourd malaise. Tout le monde savait que la scission était faite et l'on prévoyait pour demain la bataille contre les frères d'hier. Quelle amertume ! Avoir travaillé tant d'années pour le parti, pour l'unité du parti, et tout cela perdu ! Tout se déchire !

Quelques semaines après, les deux partis, socialiste et communiste, étaient reconstitués, et face à face. Chacun commençait sa propagande. Les communistes gardaient le grand outil, le journal *L'Humanité*. Les socialistes gardaient la grosse majorité du groupe parlementaire.

Lutte inégale, n'est-ce pas ? Avec *L'Humanité*, les communistes vont nous supprimer. Qu'est-ce qu'un parti sans journal ? Nous essaierons de transformer et de lancer *Le Populaire*, mais qu'il faut de temps, pour cela ! Au bout d'un an, Jaurès n'avait pas ramassé, pour *L'Humanité*, deux mille lecteurs à Paris ! Lui, Jaurès ! et aujourd'hui, cela coûte affreusement cher, un journal. Nous allons être avalés.

Depuis le Congrès de Tours, il a passé plus d'un an. Nous avons gardé cinquante mille cotisants. Ce chiffre nous aurait réjouis en 1910, et il nous humilie. Et les communistes ? soixante-dix mille, et encore !

Et les syndicats ? Nous l'avons dit tout à l'heure !

Anéantis ! nous sommes, en face de la bourgeoisie, presque anéantis. On s' imagine bêtement qu'une scission coupe en deux le parti ou le syndicat ! Les communistes, après Tours, nous criaient : " Vous n'aurez personne ! vous n'êtes qu'une poignée ! une poignée de chefs, d'élus, de secrétaires fédéraux, et rien derrière ! les

masses sont avec nous ! ” et ils croyaient, au fond d’eux-mêmes, très fermement, qu’ils garderaient les trois quarts du parti, et nous, péniblement, le dernier quart.

Oui ! on croit que les trois quarts ou les deux tiers iront d’un côté, et que le reste ira de l’autre. Idiots que nous sommes ! une scission ne coupe pas le parti en deux portions, mais en trois. Il y a celle qui reste avec nous, il y a celle qui va chez vous, et il y a, malheureux, la troisième portion, la plus forte, qui reste chez elle !

Ainsi Tours a tué le parti. Je ne veux pas dire qu’il ne ressuscitera pas. Il ressuscitera sous sa forme ancienne ou sous une forme nouvelle. Mais Tours a, pendant une année, pendant l’année essentielle, supprimé le parti socialiste de France comme force agissante. Cette force était indispensable, à ce moment précis, pour orienter l’Europe vers la fondation de la paix. Elle a été anéantie.

La victoire en déroute : Deuxième partie

Chapitre VI

La Révolution dans la France contemporaine

[Retour à la table des matières](#)

La Révolution russe dressait vivante, devant nos yeux, l'une de nos deux tendances.

Moscou, Lénine, Trotsky, les Soviets incarnaient pour tous les socialistes de France, la vieille thèse de l'insurrection et de la Commune, mais rajeunie, renaissante et débordante de vigueur et de passion.

En face de quoi ? L'autre tendance, où était-elle représentée ? Depuis 1919, quel espoir de réformes avec cette Chambre du Bloc National ?

Très électrisant, parbleu ! cet appel de Moscou ! Quand une de vos idées prend vie devant vous, quand elle cesse d'être une série d'arguments, une discussion de congrès, et devient l'actualité, comment résister ? On court vers elle, sans regarder autour de soi.

Pourtant, tout près de nous, la tendance opposée s'incarne aussi !

Sa vie n'est pas si dramatique ni si éclatante. Mais elle est aussi forte, aussi vigoureuse, et peut-être plus durable.

L'Angleterre offre à nos yeux cette deuxième tendance tout comme la Russie nous présente la première.

Londres devrait attirer nos regards, tout comme Moscou. Moscou est plus brillant, c'est vrai, plus entouré de flammes. Il nous hypnotise et nous absorbe.

Mais voyez la force du Labour Party

Il n'est pas encore maître du pouvoir. Quand le sera-t-il ? Personne ne fixera la date, mais tout le monde, en Angleterre, et jusque dans l'entourage des gouvernants, prévoit son avènement prochain. Sidney Webb m'affirmait que, dès maintenant, et, sinon aux élections prochaines, au moins dès les suivantes, il fallait considérer comme probable une majorité travailliste.

Par quelle méthode le Labour Party aura-t-il conquis l'Angleterre ?

Par celle de Jaurès. Pas d'émeutes, pas de complots, pas d'insurrections. Mais l'action simultanée au Parlement, aux élections, dans les syndicats. Des grèves colossales, tantôt victorieuses, tantôt battues, alternent avec des campagnes ardentes.

Dès aujourd'hui, le Labour Party dispose, en Angleterre, d'une grande force. Le gouvernement tient compte, au plus haut point, dans sa politique extérieure, de la volonté ouvrière.

L'opinion publique est facilement remuée par toute la campagne entreprise par le Labour Party, et assez souvent obéit à son impulsion.

Évidemment, ce n'est pas encore le triomphe, et les victoires des Soviets sont plus éblouissantes. Mais ces victoires peuvent être éphémères, au lieu que la démocratie ouvrière anglaise paraît indestructible.

Auquel des deux pays ressemble le nôtre ? La France nous paraît-elle plus proche de la Russie que de l'Angleterre ! Ici, les conditions économiques comptent seules, n'est-ce pas ? Karl Marx nous l'a enseigné. Faut-il pousser longuement le parallèle entre la Russie et l'Angleterre pour constater que notre développement industriel nous rapproche davantage de l'Angleterre ?

Mais l'Angleterre est plus avancée que nous. Son progrès industriel atteint une étape dont nous sommes encore assez éloignés. La France est une nation dans laquelle les paysans dominent. Fait capital ! Il semble nous rapprocher de l'état économique de la Russie. En tout cas, il faut en scruter à fond les conséquences, si l'on veut examiner sérieusement *les chances d'une révolution sociale en France.*

Car voilà le problème tel que nous le posaient la Révolution russe et le Congrès de Tours. Problème tout pratique ! Nos idées ont pris corps et vie.

Il ne s'agit plus d'opposer, en débats de congrès, une conception générale de la transformation sociale à une autre. La question est de savoir si nous devons imiter les Russes, et quelles sont les chances d'un mouvement insurrectionnel en France.

Les Paysans

La France est paysanne.

À cause de cela, elle a marché la première dans la révolutionnaire quand il s'est agi de prendre la terre aux nobles et aux moines, et de la défendre contre un retour des émigrés. Mais depuis que le paysan tient la terre, il a plutôt regardé les villes faire des révolutions qu'il n'en a préparé lui-même.

En 1830, il a suivi très volontiers ; car les Bourbons ne le rassuraient pas. Mais à partir de 1830, le paysan a vu de très mauvais oeil les agitations de Paris. La République de 1848 ne lui plaisait guère, et Napoléon III l'a mis très facilement dans sa poche, car il vendait bien son blé.

C'est exactement la même satisfaction qui a déridé le poilu paysan au retour du front.

Il a payé toutes ses dettes. Plus d'hypothèques ! tout l'argent du pays est dans ses poches ! Est-ce que nous compterons sur lui pour le soulèvement révolutionnaire ?

Il ne s'agit plus de révolution politique, ni de lui donner la terre ! Il est question de transformation économique, de révolution sociale et parfois on parle de la lui prendre, sa terre, et de la rendre municipale !

Diable ! il est moins alléché qu'alarmé. Il se méfie ! et la Commune a fait voir comme il est facile aux gouvernants bourgeois de tourner cette méfiance en hostilité furieuse.

Beaucoup des nôtres avaient espéré qu'après la guerre le paysan rentrerait chez lui transformé et prêt aux actions violentes. Les militants de l'A.R.A.C. comptaient sur les souvenirs mordants d'une fraternité d'épreuves. Ils espéraient soulever les paysans.

Se soulever ? Prendre les armes ? Mais il faut savoir pourquoi ! Quel but précis proposons-nous au paysan ? Prendre les grands domaines ? Mais il achète et dépèce tout ce qui en vaut la peine. Et dans les régions où il n'y a pas de grands domaines ?

Nous retombons donc à la propagande paysanne d'avant-guerre.

Notre propagande risque de trouver, aux élections, le bulletin de vote du paysan contre nos candidats ; et toute insurrection ouvrière de la ville risque de trouver contre elle le fusil du paysan soldat.

Je me rappelle nos tournées dans le Var, à la première élection de Renaudel.

Il devait passer au deuxième tour, si la “ discipline républicaine ” jouait. Mais à quelle résistance on se heurtait ! Des villages où, au premier tour, on sentait la sympathie cordiale, la curiosité bienveillante, s'étaient ressaisis, maintenant que le succès devenait probable. On nous interrogeait sur l'avenir que nous réservions aux petits propriétaires.

Tous ces braves gens, chacun avec son bout de champ où il cultive la fleur pour l'expédier à Paris, écoutaient nos réponses avec méfiance !

Pourtant, après la guerre, de l'avis unanime, il y avait un changement très net dans les campagnes. On groupait, dans les sections socialistes, de vrais cultivateurs. Au lieu d'être réduits à constituer dans les campagnes des groupes sans paysans, avec l'instituteur, le menuisier, le cabaretier, quatre ou cinq ouvriers, on avait la joie d'attirer maintenant des agriculteurs sérieux, bons esprits réfléchis, qui avaient médité dans les tranchées. De toutes parts, en Normandie comme en Languedoc, l'heureux changement était constaté.

Tout n'était donc pas chimérique dans les espoirs de l'A.R.A.C.I et, d'autre part, Georges Thomas, qui parcourt nos villages pour la propagande coopérative, nous a cité des cas merveilleux.

Au lieu de cette aversion, ou au moins de cette indifférence hostile et fermée des cultivateurs d'avant-guerre, il trouvait l'enthousiasme, l'adhésion rapide et le versement immédiat des fonds nécessaires à l'établissement de la coopérative locale.

Fait d'une importance énorme pour l'avenir. Non pas pour l'avenir insurrectionnel, mais pour l'évolution agricole.

Au fond, qu'est-ce que nous envisageons, nous, socialistes, quand nous songions à la culture au lendemain de la Révolution ?

Les uns, les plus sages, pensaient à laisser la terre aux mains de ceux qui la cultivent. Le seul changement consiste à supprimer tous les grands domaines et tous les propriétaires qui afferment leurs biens. Le petit paysan reste maître chez lui.

Les autres proposaient, au contraire, la culture en commun, par tous les cultivateurs de la commune formant un syndicat et exploitant toutes les terres.

Mais l'axe de la vraie doctrine socialiste n'est-il pas toujours l'évolution de l'outillage ? Une transformation juridique ne se base que sur une précédente transformation économique.

Or, la grande propriété rend-elle mieux maintenant que la petite ?

Oui ! elle peut utiliser des machines que la petite se procure et emploie plus difficilement. Pourtant, la grande propriété ne tue pas la petite !

Alors ? La suppression de la petite propriété ne nous est pas imposée par les faits économiques.

Faut-il donc attendre, en marquant le pas, des découvertes chimiques ou des applications électriques qui centupleront la production agricole, mais exigeront, pour être appliquées, d'immenses espaces ?

La coopération ouvre une porte.

Le développement de nos grandes coopératives de consommation parisiennes, leur future puissance peut les amener à acquérir de vastes régions pour y pratiquer l'élevage.

Le Gers, par exemple, presque abandonné, et si merveilleux pays, peut, entre les mains des coopératives de consommation, devenir un centre d'élevage incomparable. Avec des frigorifiques, voilà le marché de la viande à Paris réglé par les coopératives. De l'élevage, on passe naturellement à la grande production des céréales.

Et si les paysans sont déjà devenus coopérateurs, ils accepteront bien plus facilement leur rôle de travailleurs agricoles au service et sous le contrôle de la coopération.

Voilà une vue d'avenir agricole mais l'avenir et le présent conseillent tous deux le développement pacifique et ne poussent guère le paysan à l'action révolutionnaire violente.

Et puis, dans les campagnes, où en est la presse socialiste ? C'est *Le Petit Parisien*, *La Dépêche de Toulouse*, les grands journaux d'information qui continuent à renseigner le paysan et à former l'opinion.

Or, la grande presse bourgeoise, sitôt que des troubles ou des mouvements révolutionnaires se préparent, excelle à les présenter à ses lecteurs comme des menaces. Toute émeute sera, donc présentée au paysan comme le soulèvement convulsif de malheureux aveugles, conduits par des canailles, et soudoyés par l'or étranger.

Ainsi renseignés, comment voulez-vous obtenir des paysans le refus de répondre aux appels militaires ? Et s'ils marchent, ils fournissent aux gouvernants l'armée qui écrase les bandes insurgées dans les rues des grandes villes.

Pour amener les campagnes à l'état de neutralité bienveillante et sympathique envers le parti socialiste, il faut donc que notre propagande demeure celle de Jaurès.

Avant la guerre, dans le Nord, c'était une pratique, dont notre pauvre Ghesquière était l'inventeur, que chaque dimanche le groupe ouvrier de Lille quittait la ville et tombait dans un gros village de la région.

Là, on faisait un cortège, on se rendait dans une auberge, dans quelque grand café, on se mettait à chanter. Un camarade se levait et entonnait un chant socialiste, que le chœur reprenait, puis un autre récitait un poème, chacun y allait de son morceau.

Au bout d'une heure, Ghesquière se levait et parlait aux gens du village assemblés dans la salle. Il leur faisait une conférence sur le socialisme, répondait à leurs questions, et on fondait, séance tenante, la section.

Il faudrait que toutes nos villes de France reprennent cette pratique et que, surtout dans les dimanches d'été, la section s'en aille en corps visiter les campagnes voisines.

L'insurrection dans les villes

Ainsi la prédominance, en France, de l'élément paysan ôte, chez nous, beaucoup de chances à la réussite d'une insurrection violente.

Mais ne peut-on pas réussir, dans des circonstances favorables, un mouvement révolutionnaire dans les villes ? Si on se trouvait avoir le concours des soldats, ne peut-on concevoir un succès assez général et rapide pour que les campagnes soient entraînées ? Si les gouvernants sont pris à l'improviste et n'ont pas le temps de mobiliser les paysans ?

Admettons ! le paysan ne fera pas la révolution violente ! non seulement il n'en prendra pas l'initiative, mais il répondrait aux appels de mobilisation.

Mais Si cette mobilisation n'a pas le temps de se faire ! S'il y a tout de suite, face à face, deux gouvernements ? Paris et Versailles ! Les villes révolutionnaires et les bourgeois désorganisés et en fuite ? Est-ce possible ?

Car enfin jamais les révolutionnaires n'ont compté faire la révolution par les paysans ! Ils comptaient, au plus, sur leur sympathie. Nous venons de voir qu'il n'est pas impossible de nous l'assurer.

Le problème de la révolution d'aujourd'hui, de l'imitation des bolcheviks, se pose donc ainsi : Pouvons-nous, servis par les circonstances, enlever Paris et les grandes villes ?

Un jour, à Lille, à la fin du déjeuner qui précédait la conférence, Jules Guesde s'écrie : " Oh ! si le Midi était aussi organisé que le Nord, je n'attendrais pas ! "

Puis, levant les yeux au plafond, il reprend, après un petit silence : " Non ! non ! je n'attendrais pas ! (un petite rire strident) ... je n'attendrais pas les résultats des élections prochaines ! Nous pourrions marcher tout de suite ! "

C'était aux plus beaux moments de la propagande socialiste dans le Nord et le Pas-de-Calais. Les groupes se multipliaient.

Dans chacune de ces cités populeuses, dans chaque faubourg de Lille, de Roubaix, de Tourcoing, les membres du Parti se pressaient, ardents et enthousiastes, aux réunions. Quels gaillards sérieux, résolus, disciplinés, énergiques !

Comme disait Guesde : " Ils ont compris ! " La fédération du Nord, très hostile à tout tapage inutile, à toute échauffourée émeutière, tenait constamment présente à l'esprit de ses militants l'idée de la prochaine révolution sociale.

Ainsi, Jules Guesde, au plus fort de sa propagande, en plein succès, ne se laissait pas leurrer par la perspective d'une victoire électorale.. L'effet, sur son esprit, des

magnifiques progrès de l'organisation dans le Nord était la tentation d'une action révolutionnaire.

Nous n'avions donc pas tort quand nous constatons plus haut que, dans le parti socialiste français, on n'a jamais abandonné l'idée d'un mouvement de force.

Alors, crieront nos bolcheviks, vous voyez bien ! Pourquoi ces cris d'orfraie ? Allons à Moscou ! C'est revenir à nos vraies traditions !

Pardon ! Entre la Révolution telle que la prévoyait, à ce moment, Jules Guesde et la tactique qui nous a été proposée à Tours, n'apercevez-vous pas la différence ? Le mouvement dont Guesde entrevoyait l'heure, ce n'était pas un mouvement sans préparation, qui éclate brusquement et déconcerte autant ceux qui le provoquent que ceux qu'il menace. Guesde conçoit le grand mouvement des masses ouvrières que comme la conséquence et le produit d'une intense propagande, et d'éléments économiques préexistants.

La révolution ouvrière est une *action totale*.

Il y a eu d'abord organisation socialiste par la création des groupes et la campagne de propagande.

Il y a eu aussi organisation syndicale : et les ouvriers du Nord et du Pas-de-Calais adhèrent en masses à leur syndicat.

Il y a eu organisation coopérative et nulle autre région de la France ne pouvait se vanter de posséder des coopératives plus puissantes.

Mais, préparer la révolution, n'est-ce pas aussi y préparer l'opinion ? Ah l'opinion !

La grève des cheminots, au printemps de 1920, a pour moi souligné avec une violence particulière le rôle indispensable de l'opinion dans toute entreprise révolutionnaire.

Je n'oublierai jamais ce déjeuner à Dijon avec Midol et Barabant.

Quand je faisais remarquer à Midol que bon nombre de ces cheminots qu'on allait mettre en grève ne savaient pas exactement ce que signifie le mot " nationalisation ", quand j'ajoutais que le public, dans son ensemble, en ignorait tout à fait le sens, Barabant éclatait d'un bon rire. " Mon vieux, si tu savais comme nous sommes organisés, maintenant ! Nous tenons les compagnies dans la main ! Le public ? Nous n'avons pas besoin de lui. "

Son assurance me rappelait celle de Guérard autrefois. De ce Guérard qui, le premier, je crois, avait conçu pratiquement la grève générale, commençant par une grève de cheminots, comme le premier acte de la révolution sociale.

C'était si bien organisé qu'il avait l'impression d'un clavier de piano avec, sous ses dix doigts toutes les touches. Seulement, quand on essaie de jouer sur ce piano, ça ne va plus ! les touches résistent et ne résonnent pas. La grève des cheminots de 1920

a prouvé, en quelques jours, qu'on ne réussit pas un grand mouvement de ce genre quand le public ne comprend pas.

Car les cheminots sont, à la fois, grévistes et public, Ils ont besoin, pour être courageux, de comprendre où ils vont et de voir leur but et leurs chances. Il faut l'enthousiasme !

Cette méconnaissance du rôle de l'opinion a été l'erreur commune de tant de conspirateurs au dix-neuvième siècle !

Gustave Geffroy nous a présenté, sans y insister assez, la stupeur de Blanqui, maître de l'Hôtel de Ville, installé là par la réussite d'un beau coup de force, imprévu, inattendu ! Il y demeure seul, avec une poignée de partisans, abandonné par une population qui ne sait rien et qui ne comprend pas !

Sous la Restauration, dans les complots incessants ourdis par les militaires pleins des souvenirs de Napoléon, ou par des révolutionnaires admirateurs des Jacobins, on parlait de cette idée que le peuple français, et surtout le peuple parisien, était révolutionnaire comme en 93. Les armées étrangères avaient installé les Bourbons. Un coup de main heureux pouvait les jeter par terre. Aussitôt, le peuple de Paris se soulevait. La révolution était faite

Pourtant, quand la révolution de Juillet éclata, aucun complot ne l'avait fomentée ! C'est la force de l'opinion, une inquiétude qui grandissait depuis plusieurs années, des rancunes qui fermentaient, les coups de fouet de la presse dont la liberté était menacée. C'est tout cela qui la soulevait.

En revanche, les partisans des complots mystérieux et des coups de force à la Blanqui pourraient répondre que, sous Louis-Philippe, les insurrections ne cessèrent pas. Chaque année, on pourrait dire chaque trimestre, les pavés se dressaient en barricades dans quelques coins de Paris et une centaine de héros se faisaient tuer pour l'idée républicaine. Ces émeutes ne furent point perdues. Elles ont abouti à la Révolution de 1848.

Oui ! mais la France n'a pas suivi. La Révolution de 1848 a répété en grand le destin de Blanqui s'emparant de l'Hôtel de Ville. sitôt consulté, le peuple de province et des campagnes s'est prononcé contre elle.

Sous Napoléon III, il n'y a plus d'insurrections il n'y a que des attentats.

Depuis la République, on pourrait dire que la rue n'a bougé que contre nous !

Elle a bougé pour Boulanger. Elle a bougé contre les dreyfusards ! Si ! il y a eu l'insurrection contre Jules Ferry ! et les manifestations pour Ferrer ! et quelques beaux premier-Mai !

Oh ! une bonne étude sur l'opinion ! On se contente d'évoquer l'idée en gros, sans préciser ; on parle de l'opinion publique, on lance des appels à l'opinion publique. Il faudrait entrer dans le détail. Il faudrait la confronter avec les modes, les emballages pour la toilette ou pour le cinéma, ou pour telle chanson en vogue que tout le monde fredonne, ou pour les sports.

Il faudrait, surtout, étudier de près l'action de la presse.

Qu'y a-t-il de commun entre l'opinion d'autrefois, avant les journaux, par exemple aux premières années de la Révolution (ce que Taine appelle l'époque de la grande peur) et l'opinion du peuple français d'aujourd'hui ? Où chaque matin le paysan au fond de son mas, tout comme l'ouvrier partant pour l'usine reçoit son journal, le lit et s'en pénètre.

Il y a seulement trente ou quarante ans, beaucoup de gens ne lisaient pas ou rarement le journal. Aujourd'hui, l'habitude de cette lecture quotidienne, que maudissait Théophile Gautier, est devenue universelle.

Par là, l'opinion, selon la prédiction de Karl Marx, est devenue une marchandise.

C'est une grosse entreprise commerciale qu'un journal ! Où est le temps des journaux d'opinion, comme *L'Intransigeant*, d'Henri Rochefort ?

Ils ont disparu. À leur place, quelques grands quotidiens, *Petit Parisien*, *Matin*, *Journal*, et en province *Le Petit Marseillais*, *La Dépêche de Toulouse*, tiennent l'opinion.

À condition d'agir prudemment, ils peuvent la former. Si le gouvernement et les grands quotidiens sont d'accord, le peuple français pense comme ils veulent. Contraste saisissant ! La démocratie est le régime de l'opinion. Or, en régime capitaliste, l'opinion est une marchandise qu'on fabrique et qu'on achète

Malgré cela, malgré l'artificial de l'opinion publique, trompée, mal renseignée, il ne faut pas oublier que cette opinion-là est tout de même l'élément indispensable au succès d'une révolution. Sans elle, rien à faire !

Nous verrons, maintenant, comment on peut combattre les courants d'opinion contraires à notre idéal. Nous verrons comment on peut déterminer, même malgré les journaux, les courants favorables.

Quand, par exemple, une baisse générale des salaires se produit, aussitôt naît dans le monde ouvrier un vif et violent mouvement de mécontentement.

Si la presse était aux mains des socialistes, elle fouetterait ce mouvement. Les journaux capitalistes ont beau n'en pas parler, ils ne le suppriment pas. L'ouvrier lésé s'irrite et murmure. Il est vrai que la presse peut détourner sa colère contre des auteurs supposés du mal, et notamment contre un peuple étranger, ou bien contre les socialistes eux-mêmes.

Mais cela finit par s'user. Peu à peu les organisations ouvrières ont grandi. L'ouvrier prend l'habitude d'y former son opinion, et voici une source d'opinion nouvelle concurrentement à celle des journaux.

Voilà donc un élément que nous pouvions utiliser pour former une opinion favorable. Il ne fallait pas le briser en deux par une scission !

Parfois aussi les événements survenus à l'étranger font passer dans le peuple comme un frisson électrique. Les journaux ont beau les cacher ou les fausser, il semble qu'une sympathie secrète oriente d'instinct la curiosité populaire de ce côté-là.

Par contre, une autre source encore d'opinion est représentée chez nous par la religion et la chaire catholique où chaque dimanche, dans l'église, les fidèles reçoivent l'opinion de leur curé.

Le bolchevisme, le communisme bolcheviste est le sauveur de la bourgeoisie. Plus le communisme multipliera les échauffourées, les tentatives émeutières, les attentats à la grenade, plus il perdra prise sur la masse de l'opinion. Les violences de langage dégoûteront la masse électorale. Si, par malheur, les violences de fait que nous avons commises jadis pendant la période des attentats anarchistes revenaient en pratique, l'effet contraire en serait immédiat. Une répulsion furieuse se manifesterait dans l'opinion contre le socialisme tout entier, et contre les organisations syndicales. Notre pays serait livré, pour un temps, à la domination exclusive du grand patronat.

L'enthousiasme

Une révolution sociale ne s'accomplit que dans l'enthousiasme.

Les Russes ont fait leur révolution dans un élan d'enthousiasme qui aurait suffi s'il s'était agi d'accomplir une révolution politique.

Mais leur but était plus élevé ; ils se proposaient de réaliser une révolution sociale.

Celle-ci exige un genre d'enthousiasme tout différent. Elle ne consiste pas à remplacer des rouages politiques par d'autres. Elle consiste à organiser la production sur des bases nouvelles.

Un pays ne peut être préparé à une oeuvre de ce genre, il ne peut être transporté par la qualité d'enthousiasme nécessaire, que si sa production industrielle est arrivée déjà au suprême degré de la perfection capitaliste. Tant qu'il reste d'immenses progrès à réaliser dans la production, et que ces progrès peuvent s'accomplir sous le régime capitaliste, il est clair que le pays n'est pas mûr. Cette raison démontre que l'échec de la tentative russe était infaillible. Ils sont condamnés à choisir entre l'avortement total ou bien la déviation qui les conduit, tout naturellement, à se plier au désir des paysans, puisque les paysans sont, en Russie, la catégorie la plus nombreuse de travailleurs. Nous y reviendrons.

Il y a un pays en Europe qui est arrivé à la perfection de sa production c'est l'Angleterre. Il en résulte que sa classe ouvrière est composée, en majeure partie, de travailleurs industriels. Cette classe ouvrière est admirablement groupée et disciplinée.

Quel espèce d'enthousiasme peut, le moment venu, transporter les Anglais vers la révolution sociale ?

On peut prévoir que cet enthousiasme sera tout pratique, et l'opposé même de l'enthousiasme des Russes.

On distingue facilement quelques éléments essentiels. Le sentiment exaltant de la force irrésistible des travailleurs unanimes, une montée pareille au flux de la marée, un sens robuste de la Justice, voilà certains caractères psychologiques qui ne peuvent manquer dans l'enthousiasme révolutionnaire anglais.

Mais répétons que son trait essentiel sera d'être pratique.

Que faut-il entendre par là ?

Qu'au lieu de réclamer en pur verbalisme la transformation de la société, les masses et les chefs, sûrs de leurs aptitudes et de leur préparation, envisageront les conditions précises du fonctionnement nouveau de chaque grande industrie, de chaque branche importante de la production nationale.

Les mineurs, par exemple, et les cheminots sauront d'avance comment seront constitués demain, par leurs soins, les conseils de direction des exploitations minières et des réseaux de chemins de fer. Ils sauront d'avance comment seront désignés et choisis les hommes dont ils seront composés ; comment chaque catégorie des travailleurs des mines et des chemins de fer y sera représentée ; comment les techniciens et les ingénieurs y seront chargés de la direction.

Bref, le problème se présentera à leurs esprits, non pas sous forme abstraite et verbale, mais sous la forme la plus précise, la plus minutieuse et la plus détaillée. Tous sauront que, pour accomplir cette transformation, l'énergie au travail de chaque ouvrier devra être accrue et non pas diminuée.

En attendant la prise légale du pouvoir, et aussi pendant la période de transition qui s'étendra entre cette prise du pouvoir et la mise en vigueur des mesures décisives, un courant d'opinion emportera tout le peuple anglais, même en dehors des catégories de travailleurs proprement dits. La nation tout entière prendra confiance dans la voie nouvelle où elle va s'engager, et dans la sûreté des guides ouvriers qui vont l'y diriger.

Des éléments autrefois libéraux ou unionistes et conservateurs seront attirés dans le sens du mouvement ouvrier par la force et la puissance de ce mouvement. Dans ces conditions, la révolution économique en Angleterre pourra s'accomplir.

Et chez nous ?

L'incroyable absurdité des bolcheviks français a justement consisté à nous modeler sur la Russie, dont nous sommes si éloignés, plutôt que sur l'Angleterre.

N'en concluons pas, cependant, que les ouvriers français et anglais ne soient séparés par des différences très profondes.

Le caractère si différent de nos deux peuples ne permet pas d'attendre des Français le même enthousiasme révolutionnaire que des Anglais. Nous ne sommes pas si pratiques ni si précis.

L'enthousiasme dont nous sommes capables n'est pas non plus l'enthousiasme mystique des Russes. C'est un enthousiasme plus politique qu'économique. On enlève plus facilement nos foules ouvrières en leur parlant d'une affaire Dreyfus qu'en proposant à leurs réflexions les injustices dont elles sont victimes. Le capitaine juif relégué à l'île du Diable par les conseils de guerre soulevait les masses parisiennes d'une indignation plus véhémement que leur propre misère.

Vous demanderez-vous à quoi sert de tant insister sur les enthousiasmes et leurs qualités ?

Ah ! c'est que tout est là ! Comme nous le disions au début, on ne peut pas faire une révolution sociale sans enthousiasme. Il faut, pour qu'elle réussisse, que l'ensemble de la population s'attende à son succès et le souhaite avec ferveur.

À qui douterait de cette nécessité, attirez simplement ses réflexions sur le rôle du Crédit. Cette force essentielle s'effondrera ou persistera selon l'état enthousiaste ou défiant de l'opinion. Mais les Français sont très capables de leur enthousiasme, du genre d'enthousiasme qui nous est traditionnel et particulier.

Nous disons les Français et non pas les ouvriers seuls. C'est étrange, puisqu'il s'agit d'une révolution économique. Oui, mais les ouvriers industriels ne forment pas, en France, la majorité.

Il en résulte donc cette conséquence directe que, si un mouvement révolutionnaire n'avait qu'un caractère purement ouvrier, il risquerait de laisser en dehors de lui, et peut-être contre lui, d'énormes portions du pays.

Ainsi, il faut qu'à l'enthousiasme ouvrier s'ajoute l'enthousiasme démocratique. À cette condition seule, nous pourrions espérer joindre aux ouvriers industriels les éléments paysans, artisans, petits retraités, médecins, professeurs, artistes, dont le concours fervent est indispensable.

Jaurès incarnait splendidement ce mélange heureux des raisons ouvrières et des raisons démocratiques.

Par démocratie, il faut entendre, chez nous, tout ce courant profond et fort qui nous vient de la première Révolution.

Il serait très sot de concevoir notre prochaine révolution économique à l'image de la Révolution de 89 et de 93. Mais il est, pour nous, très instructif d'étudier notre première Révolution parce que l'explosion d'enthousiasme qui l'a réalisée nous révèle la qualité propre d'enthousiasme qui nous est particulière.

En gros et sans entrer dans le détail, on peut en retenir cette leçon ce fut un délire de raison et un généreux orgueil d'affranchir l'humanité.

La confiance dans la raison, la certitude de posséder la vérité, la conviction que tous ceux qui n'étaient pas de notre avis étaient aveugles et esclaves, éclatent à tout

propos dans le langage public et privé des hommes et des femmes de l'héroïque époque.

D'autre part, nous n'avons pas, alors, proclamé les droits du Français, nous avons proclamé les droits de l'Homme !

Quand les armées révolutionnaires passaient le Rhin, c'était pour affranchir les Allemands et non pour les conquérir.

Ce n'est plus les droits de l'Homme qu'il s'agit de proclamer aujourd'hui, mais les droits du Travail. Cet appel sera aussi universel que la proclamation des droits de l'Homme.

Voilà pourquoi la passion d'idées qu'il excite ne soulève pas seulement l'ouvrier, mais la démocratie entière. Cette démocratie comprend que la révolution sociale n'est pas seulement la délivrance de l'ouvrier. Elle y voit la prochaine étape du progrès humain et une phase nouvelle dans l'histoire du monde.

Tels sont les traits qui caractérisaient déjà l'élan aux barricades de juin 1848.

Les mêmes ardeurs soulevaient les hommes de la Commune. C'est par elles encore que les Français demain seront soulevés.

Mais, depuis, une force nouvelle et formidable est née, dont l'action sur l'opinion sera immense et décisive. C'est la force de l'Internationale.

Gardons-nous bien d'entendre par là le verbalisme trompeur dont on a tant abusé. J'entends parler de quelque chose de très positif et je désigne par là l'effet qui sera produit sur notre public français par la nouvelle de la révolution sociale chez nos voisins.

Quand la Belgique et l'Angleterre auront donné la majorité au parti socialiste et que la France apprendra qu'à ses portes va commencer la transformation du monde, un frisson d'attente passionnée la secouera. Elle trouvera inconcevable qu'une oeuvre pareille s'accomplisse sans elle. Elle ne restera pas inerte pendant que ses voisins l'entreprendront.

Nous le notons ici, c'est parce que cet élément nouveau, qui manquait quand nous étions seuls à nous soulever, jouera un rôle énorme dans l'agitation des esprits et le déchaînement d'enthousiasme qui devra précéder la révolution.

Hélas ! c'est pour plusieurs d'entre nous une cruelle blessure d'amour-propre que de compter sur l'appoint des événements du dehors !

Il y eut une heure où nous espérions que, tout comme pour la révolution politique, la France serait la première à tenter la révolution sociale. Nous disions alors que son exemple entraînerait les autres et que, de Paris, nous ébranlerions le monde. On le croyait ailleurs aussi.

Je me souviens du Congrès de Londres et des espérances des premiers socialistes anglais.

Renonçons à ces rêves, ils ont échauffé notre jeunesse. Mais Karl Marx aurait dû nous instruire et nous montrer que la révolution économique ne peut triompher que dans les pays où l'industrie capitaliste a donné son maximum.

Lénine le marxiste l'a-t-il oublié d'abord ? En tout cas, il s'en est aperçu plus tard.

Nous ne l'oublierons plus en France, et nous bornerons nos désirs à joindre nos efforts révolutionnaires à ceux des travailleurs de Belgique et d'Angleterre.

À cette tâche-là, du moins, nous sommes sûrs de ne pas faillir.

La victoire en déroute : Deuxième partie

Chapitre VII

Après Tours

Zinoviev à Halle

[Retour à la table des matières](#)

À peine le Congrès fini, éclatait au plein jour la blague énorme. Toutes les discussions avaient roulé sur la révolution violente et immédiate. Opposition irréductible aux réformistes et aux social-traîtres qui la retardent. Jetons-les dehors. Les voici partis ! et l'adhésion à Moscou est solennelle et enthousiaste.

Nous avons déjà constaté que les chefs, Cachin, Frossard, étaient beaucoup plus préoccupés de retenir les violents que de les pousser. Le Congrès fini, la révolution est ajournée *sine die*. Mais le curieux est que ce n'est pas seulement chez nous que cette tendance à temporiser se manifeste.

Zinoviev, à Halle, tout en provoquant la scission chez les indépendants d'Allemagne, a été obligé de saluer les ouvriers anglais, qui sont tout à l'opposé du bolchevisme.

Ainsi, dès la fin du Congrès, son ridicule s'étale déjà.

Les aveux de Zinoviev tirent leur pleine valeur du discours même où ils sont contenus et du but qu'il y poursuivait.

Il venait à Halle pour y provoquer, comme à Tours, une scission. Il fallait couper en deux le parti des socialistes indépendants, rejeter la droite et annexer la gauche à l'Internationale de Moscou.

Au Congrès de Halle comme au Congrès de Tours, Moscou croit encore à la possibilité de déclencher la "révolution mondiale" par l'effort vigoureux des partis épurés et dirigés par lui.

C'est l'état d'esprit qui fit écrire par Lénine aux travailleurs américains cette phrase typique : "*J'ai misé sur la révolution mondiale.*"¹

Aussi Zinoviev s'applique à exalter cette révolution mondiale, et il accentue, de toutes ses forces, l'opposition irréductible entre "réformistes" et "révolutionnaires".

Il y a chez vous, dit-il aux Allemands, deux tendances contraires : le réformisme et le communisme, entre lesquelles il faut choisir.

Au fond, cette opposition est factice. Par le mot de réformisme, on pose une question de méthode, tandis que par le mot communisme on pose une question de doctrine.

La vraie pensée de Zinoviev se traduit d'une manière plus brutale et plus exacte en disant qu'il y a en Allemagne, comme partout, deux courants un courant réformiste, légaliste, évolutionniste, et un courant révolutionnaire qui préfère le recours à la violence et à la force. Ce n'est pas le réformisme et le communisme qu'il fallait opposer, c'est la démocratie socialiste et la violence.

Il serait excellent, continue Zinoviev, de s'unir, malheureusement cela est impossible ! Jaurès n'admettait pas cette impossibilité ; sa volonté passionnée exigeait l'action totale. Il n'aurait pas admis davantage, et nul marxiste ne l'admettra, que la bourgeoisie soit la plus forte "parce que son idéologie s'est glissée dans nos rangs".

Mais il faut louer sans réserve l'énergique affirmation de Zinoviev, quand il reproche aux modérés, à la droite des indépendants, de n'avoir pas confiance dans la révolution.

Le grief est juste ; et il est terrible. Il sort du même élan qui indignait un apôtre contre les tièdes et les inertes.

Oui ! en effet, il y a au fond de tout cela, pour employer le mot de Pascal, un pari ! Zinoviev et les bolcheviks parient pour la révolution immédiate de demain, pour la révolution tout de suite. Les autres parient contre.

L'Histoire, dit Zinoviev, décidera. Mais il peut ajouter que c'est nuire à la révolution et diminuer ses chances que de trop douter d'elle.

¹ Cette phrase a été soulignée dans le rapport du secrétaire général de la Fédération postale (*Populaire* du vendredi 14 avril 1922).

Notons, sans insister, l'injure lancée. Jouhaux, " rempart de la bourgeoisie ", ainsi qu'à Legien. Il est curieux de relire ces outrages après les débats du printemps de 1922 sur le front unique !

Ces excès mêmes donnent tout leur sens aux éloges qu'il s'est trouvé contraint d'adresser aux Anglais.

Exposant les signes avant-coureurs d'une prochaine révolution mondiale, il cite, après l'Italie, l'Angleterre.

C'est curieux ! Car si, en Italie, la classe ouvrière a vraiment employé des procédés bolcheviks, la classe ouvrière anglaise demeure fermement orientée en un sens tout opposé. Aussi Zinoviev reconnaît-il que le Comité d'Action est entre les mains de ceux qu'il appelle des mencheviks ; mais " peu importe, ajoute-t-il, car il emploie des procédés bolcheviks ".

Pas le moins du monde ! Le comité d'action des ouvriers d'Angleterre n'a employé que les moyens acceptés et préconisés par l'Internationale syndicale, que Zinoviev déclare une internationale jaune, plus dangereuse, à son avis, que les gens de l'Orgesch.

Jouhaux et la C.G.T. française n'hésiteraient pas une minute à approuver, à imiter les méthodes du Comité d'Action.

Il est essentiel d'insister sur ce point là. Car ici on tient Zinoviev.

Il a lâché, sans le savoir, l'aveu qui le condamne. S'il a cité l'Angleterre, c'est qu'il lui était impossible de ne pas tenir compte de cet immense mouvement anglais qui, selon Zinoviev lui-même, dresse un nouveau gouvernement et marque le krach de la bourgeoisie.

Mais citer l'Angleterre et constater que son mouvement est efficace et révolutionnaire, c'est en même temps avouer qu'à l'aide des procédés admis et pratiqués par l'ensemble des organisations socialistes et ouvrières avant la guerre, on peut aller aussi loin (et avec combien plus d'assurance) que par les coups de main préparés par des cerveaux brûlés.

Zinoviev a cru masquer cette vérité en qualifiant de bolcheviks les moyens employés par le Comité d'Action anglais.

Ce pieux mensonge souligne, au contraire, la vérité qu'il voulait dissimuler. Si le Comité d'Action avait employé des moyens bolcheviks, il aurait tramé dans l'ombre un vaste complot et lancé un beau matin, dans les rues des grandes cités anglaises, les troupes de l'émeute. Il aurait tenté un coup de main pour envahir le Parlement et coffrer les ministres.

Au lieu de quoi, les mineurs ont décidé la grève générale après six semaines de mise en demeure, de congrès et de référendum.

Tout cela, public ! au grand jour, après discussion solennelle et vote pointé !

La grève commence. Aussitôt les cheminots se réunissent, affirment leur solidarité avec les mineurs et adressent au gouvernement un ultimatum public lui fixant un délai de quarante-huit heures pour reprendre les négociations avec les mineurs. Comme sanction, ils menacent de se mettre eux-mêmes en grève.

Tout cela, encore une fois, est public, raisonné, discuté. Où est donc ici le bolchevisme ?

Et pourtant, si vous comparez cette puissante et calme façon d'agir aux tentatives désordonnées des révolutionnaires italiens, où jugerez-vous que se trouve la force véritable et la promesse d'avenir ?

Quelle leçon ! N'est-il pas clair qu'à Tours, on ne devait pas sacrifier Londres ? À Londres, dans cette grève mal engagée, sur une plate-forme devenue trop étroite, les travailleurs anglais ont fait reculer leur gouvernement.

Leur gouvernement, ce n'est rien encore ! Ils ont fait reculer jusqu'à leur opinion publique !

Et vous voulez constituer l'Internationale sans ces hommes-là ?

J'entends bien ! Vous dites qu'ils viendront vous rejoindre. Pourquoi donc viendraient-ils quand Moscou les chasse et les insulte ?

Les résultats de la méthode anglaise arrachent aux bolcheviks eux-mêmes des cris d'admiration.

Cette méthode-là, est-ce que vous ne la connaissez pas ? C'est la méthode de Jouhaux et de la C.G.T. française. C'est la méthode des social-traîtres ! De ceux que vous insultez sans croire à vos injures !

Quand les Russes disent que Jouhaux, la C.G.T., l'Internationale syndicale d'Amsterdam sont au service de la bourgeoisie, il y croient. Ces bêtises grossières, on les pardonne à des combattants. Mais vous, comment osez-vous vous associer à ces calomnies ?

Ne dites donc pas que Londres viendra retrouver Moscou ! La vérité, c'est que vous acceptiez à Tours de constituer deux internationales ennemies.

Ennemies, puisque chacune incarne un principe excluant le principe opposé.

Oserez-vous encore vous réclamer de Jaurès ? Lui — le réformiste né — il n'a jamais permis qu'au nom de la classe ouvrière on abdiquât le droit à la violence.

Vous, les violents d'aujourd'hui, vous répudiez le droit à l'action légale, le droit aux réformes. Jaurès a vécu pour l'action totale. Vous coupez l'action en deux; vous êtes pour l'action fragmentaire et partielle.

Vous aurez beau nous jurer que l'action violente est la seule efficace ; qu'elle est au fond la révolution elle-même ; et qu'il faut l'adopter en condamnant toutes

les autres. L'histoire, sous vos yeux mêmes, vous répond. Elle répète d'une voix si forte que les sourds entendent les leçons que nous donnait jadis la grande voix qui s'est tue.

Comment faire accorder Moscou avec Londres ? Mais c'était le rôle même de la France. Nous avons à jouer dans le monde le rôle que jouait Jaurès en France. Au lieu de nous aplatir devant Moscou, nous avons à crier à tous leur devoir et à leur montrer que, s'ils se déchirent, ils tuent la révolution et sauvent la bourgeoisie.

Les conditions ? Je m'en moque. Zinoviev avait raison là-dessus. C'est l'esprit qui importe.

La victoire en déroute : Deuxième partie

Chapitre VIII

La Révolution russe

[Retour à la table des matières](#)

Qu'est-ce, aujourd'hui, que la Russie ? Et comment le savoir ?

Pendant les premières années de leur règne, les bolcheviks ont fermé la Russie à tous les étrangers. Ils racontaient tout ce qui leur plaisait sur l'état du pays, et semblaient surtout préoccupés de cacher le régime de terreur dont Zinoviev disait à Halle qu'il n'était que le régime de force et de violence porté à son paroxysme.

Depuis la fin de 1921, leur attitude à cet égard a changé tout à fait. La famine a obligé le gouvernement des Soviets à demander les secours de l'Europe et du monde.

Les journalistes américains ont demandé à voir.

Après eux, tous les journalistes ont pu entrer. Nous commençons donc à nous former, grâce à eux, des idées moins fausses sur l'état présent du monde russe.

Louise Weiss, dans *Le Petit Parisien* du 21 novembre 1921, nous présente une carte détaillée des républiques autonomes, qui se forment sur tous les points de

l'ancien territoire russe. On savait cela en gros. Mais elle substitue, à notre connaissance confuse, des renseignements détaillés et précis. Alors ça devient tout autre chose.

Comment ? La République des Kirghizes, l'ancienne Horde d'or, compte près de dix millions d'habitants ?

Non loin d'elle, aux bords de la Caspienne, dans le Caucase, un grouillement de républiques pareilles s'organise ?

Les Baschkirs, que nos soldats, sous Napoléon, appelaient des " Amours ", parce qu'ils combattaient avec l'arc et les flèches ; le Daghestan, dont les tribus diverses semblent revenues à cet état de guerres perpétuelles qui est chez eux traditionnel ?

Voici qu'au printemps de 1922 nous avons appris que la Crimée est reconnue par les Soviets comme un Etat indépendant. C'est une République tatare, dont la langue officielle est le tatare, qui est de religion musulmane et, par suite, va se trouver étroitement unie aux États du Caucase et de l'Azerbeïdjan, et à la Turquie.

Les journaux nous ont appris que la première mesure financière des Tatars de Crimée serait de vendre les oeuvres d'art des musées et des palais de Livadia.

Comment vont-ils organiser leurs écoles ? À la tatare ?

Ainsi, la Russie nous apparaît dans sa vérité toute nue. Les tsars avaient étendu sur elle un manteau uniforme qui nous cachait sa diversité. Nous la croyions une en réalité, elle est plusieurs.

Ces Kirghizes ne sont-ils point les anciens Scythes ? Une partie est agricole, mais une majorité reste nomade.

En tout cas, ce sont des populations asiatiques et de sang turcoman.

Comme on comprend que les Turcs, installés à Constantinople et en Crimée, aient vite repris contact avec ces races-là et pénétré, par elles, si avant dans les territoires russes

Les Kirghizes étant, en majorité, des nomades, qu'ont-ils perdu dans le bouleversement économique de la révolution ? Pas grand'chose, sans doute ! Car toute leur richesse leur vient des hordes de chevaux qu'ils promènent par la steppe.

Quand les principaux d'entre eux, comme nous raconte Louise Weiss, viennent à Moscou et prennent langue avec les Soviets centraux, que peuvent-ils retenir, étant donné leurs conditions économiques, du communisme qu'on leur expose ! Ils répondent qu'ils sont déjà communistes.

Je me rappelle qu'à El Kantar, l'adjoint indigène nous racontait que chaque fois qu'un naturel a besoin d'une maison tous les autres habitants se réunissent et, en corvée commune, vont lui bâtir avec des troncs de palmiers, avec les longues feuilles qui font si vite la toiture, et avec la boue qui sèche en murailles, une prompte demeure. Où trouver plus belle application du communisme ?

Seulement, c'est du communisme primitif.

Avant la guerre, quand nos adversaires nous accusaient de vouloir ramener l'humanité à l'état des tribus primitives, nous riions de bon coeur ! Nous savions si bien que notre doctrine est une doctrine de progrès, et non pas de recul.

Mais, en Russie, il en va tout différemment. Car la tourmente a brisé, dans les centres urbains tout l'appareil industriel de la civilisation moderne.

Une fois le travail arrêté et les usines fermées, que reste-t-il en Russie ?

Deux éléments d'une part, les paysans russes qui possèdent maintenant la terre et l'exploitent en propriété individuelle ; d'autre part, les races allogènes des républiques kirghizes et tatares, dont nous venons de parler.

Donc, en pratique, ou bien le communisme a disparu, ou bien on retombe sur le Communisme primitif, qui n'a jamais bougé.

Beaucoup de nos amis (Caussy, notamment, dans un article du *Populaire*, et nous tous dans nos moments d'irréflexion enthousiaste) félicitent les bolcheviks d'avoir si hardiment tout jeté par terre.

Quelle belle audace ! Ils n'ont pas hésité. Ils ont résolument démoli tous les privilèges, supprimé les riches et les richesses et détruit tout l'ordre capitaliste. Place nette ! Il ne leur reste plus qu'à construire.

Oui ! Mais quand Karl Marx nous enseignait à railler le socialisme utopique qui florissait en 1848, il nous apprenait à concevoir l'avènement du socialisme comme un progrès économique, comme une poussée en avant ! A son école, nous apprenions à considérer la révolution comme continuant et surmontant la société capitaliste.

Quel était, pour Marx, le ressort essentiel de la révolution ? Pourquoi le régime capitaliste était-il voué à une mort infaillible ? C'est qu'il en portait en lui le germe fatal. C'est que le régime capitaliste empêche la machine de donner son plein rendement et son maximum d'effet utile.

En effet, la machine pourrait produire mille fois plus qu'on ne lui fait produire.

Car on ne lui fait pas produire tout ce qu'elle peut, ni tout ce qui est utile à la consommation. On ne lui fait produire que ce qui peut se vendre et donner profit. La règle de la production n'est ni la puissance de la machine ni le besoin du consommateur : c'est uniquement le bénéfice.

De là, il résulte clairement que la révolution sociale ne se proposerait point d'immobiliser ni de détruire les machines, mais tout au contraire d'en assurer le plein rendement.

D'où il ressort qu'il y a antagonisme total entre la révolution économique telle que Karl Marx nous apprenait à la concevoir et le retour au communisme primitif des Kirghizes et des nomades.

Nous souhaitons que le gouvernement de Lénine mène à bien son évolution économique actuelle.

Deux questions se posent : 1° Cette évolution est-elle économiquement possible ? 2° Que peut-elle donner au point de vue socialiste ?

Elle est économiquement possible dans les conditions que voici :

La Russie est une nation agricole, il faut donc d'abord s'occuper de rétablir chez elle la production agricole.

C'est ce que Lénine a parfaitement senti. Il a délivré le paysan de la réquisition, ne le soumet qu'à un impôt, et moyennant le versement de cet impôt le laisse libre de vendre le surplus de sa récolte.

En conséquence, le paysan (si les transports sont rétablis) peut envoyer son blé à Odessa, où les navires étrangers viendront le prendre.

Ces mêmes navires apporteront au paysan les denrées et marchandises qu'il achètera avec le prix de sa récolte.

Une fois le paysan sûr de ce régime, et certain que s'il travaille c'est pour lui-même, la production agricole de la Russie deviendra ce qu'elle était au temps du tsar.

Elle peut même devenir supérieure, si le gouvernement aide le paysan, notamment par l'envoi d'engrais chimiques ou simplement de professeurs capables de l'initier aux méthodes de culture modernes.

L'Allemagne est admirablement préparée à fournir en quantité suffisante ces professeurs.

Quand on aura rendu à la Russie l'abondante récolte de céréales qu'elle peut donner, on lui aura rendu sa richesse principale.

À côté de la production agricole, il y a d'autres richesses que le gouvernement des Soviets peut aisément exploiter.

La principale est le pétrole. Comme il est voisin de la mer et qu'en outre il excite la vive convoitise des capitalistes étrangers, il obtiendra pour l'exploiter le concours empressé des Anglais et des Américains.

Il y a, en outre, les mines, dont certaines sont particulièrement précieuses. Là encore les capitalistes étrangers ne se feront pas prier.

Donc Lénine a en main de quoi obtenir pour la Russie l'aide financière dont il a besoin ; et il en résulte que l'évolution économique commencée par lui peut aboutir à un succès.

Examinons la deuxième question. Ce succès est-il désirable pour nous ? Qu'est-ce que les socialistes peuvent en attendre ?

Pour le comprendre, comparons avec ce qui se passe en France et en Angleterre. À mesure qu'il approche de sa perfection, le régime capitaliste ébauche sporadiquement des essais partiels vers une organisation meilleure. Or, au lieu d'être encouragées, ces ébauches, si frêles, sont étouffées et détruites par l'hostilité du haut patronat.

Le gouvernement soviétique, s'il demeure fidèle à son idéal socialiste, peut au contraire fomenter et favoriser ces progrès.

Il est possible de brûler quelques étapes. Nous savions tous par Karl Marx qu'il était impossible de jeter d'un seul coup la Russie agricole en plein communisme.

En revanche, il est possible, comme nous venons de le dire, de gagner quelques stades.

L'embryon humain passe par toutes les phases antérieurement traversées par les êtres qui l'ont précédé. Mais certaines de ces phases, qui ont duré très longtemps dans l'histoire zoologique, ne sont qu'ébauchées par l'embryon.

Tâchons de préciser. Deux problèmes distincts sollicitent notre attention. Le premier est la possibilité de brûler ces étapes industrielles ; le second est la possibilité d'obtenir du travail, sans contrainte, en régime socialiste.

Pendant tout le cours du XIX^e siècle, l'Angleterre, puis la France, ont lentement créé, par des tentatives successives, le type industriel actuel. L'Allemagne, déjà, venant après elles et après les États-Unis, a beaucoup profité de leur expérience. La Russie peut en profiter davantage encore.

Elle avait, d'ailleurs, déjà commencé avant la guerre. Car tous ceux qui ont vu de près, comme Vandervelde et Albert Thomas, ses grands établissements, comme les usines Poutiloff, les trouvaient admirables et supérieurs à la fois aux plus grands établissements d'Allemagne et aux métallurgies américaines les plus parfaites. Ils y voyaient un effort heureux pour dépasser ce qui existait ailleurs.

Cette expérience créatrice des Anglais et des Français pendant le XIX^e siècle, et particulièrement pendant la première moitié, a consisté à dresser des types de plus en plus parfaits de manufactures et de fabriques.

Cet immense effort a été accompli par la seule initiative individuelle et sous la poussée de l'intérêt privé et de la concurrence.

De là une liberté que rien ne gênait et une multiplicité foisonnante d'entreprises dont la dernière s'appliquait toujours à dépasser et à ruiner les précédentes.

Le résultat fut enfin la création d'établissements immenses, noyant et engloutissant toute la pullulante petite industrie et accaparant des branches entières de production.

En même temps l'Allemagne, surtout, couronnait cette oeuvre constructive par une oeuvre juridique par la création de cartels et de trusts. Elle atteignait ainsi à la forme suprême de la production capitaliste.

Mais cette réussite n'était pas accomplie partout. Elle n'était, en France notamment et aussi en Angleterre, qu'ébauchée et indiquée.

Sans doute, quelques grands établissements attiraient les regards des économistes, éclipsant les autres, les maisons plus petites. Il subsiste à côté de ces grandes entreprises toute une énorme quantité de petits établissements, toute une petite et moyenne industrie qui a joué pendant la guerre un rôle très important.

Voilà le stade que la Russie peut brûler. C'est tout ce résidu de la grande expérience franco-anglaise.

La Russie communiste peut éviter l'étape de la petite et moyenne industrie, stade indispensable en régime capitaliste, puisque l'intérêt privé devait forcément se hausser par degrés successifs au type de la grande industrie. Aujourd'hui que le type est créé, la Russie ouvrière peut l'installer chez elle directement.

Le régime communiste, pour s'installer en Russie, a devant lui la terrible obligation d'y développer d'abord la production industrielle formidable, sans laquelle on ne peut même pas le concevoir.

S'il n'y parvient pas, alors il tombe sous le coup des condamnations marxistes que nous avons rappelées plus haut.

Il retombe au socialisme utopique, puisqu'il essaie de rendre socialiste une société de paysans sans industrie.

L'erreur de Lénine, que nous avons dénoncée, fut précisément de croire qu'il allait déchaîner tout de suite la révolution dans l'Europe occidentale et dans le monde entier.

Il en est aujourd'hui revenu, et il se tourne vers une autre tâche celle de développer économiquement la Russie et de la doter d'une production moderne.

Il y peut réussir s'il réunit deux conditions : l'appui du capitalisme étranger et une durée suffisante.

Car ce n'est pas l'affaire d'un jour.

Le problème du Travail

Reste un problème terrible ! Il ne se pose pas seulement devant Lénine, ni devant la Russie soviétique. Il est pour eux particulièrement dur, mais il se pose à tous les socialistes, pour demain. Il est posé dès aujourd'hui dans nos coopératives de consommation. Pour produire, il faut du travail. Comment obtenir que les hommes travaillent ?

Oh ! il y a un cas merveilleux ! C'est le travail par plaisir, par passion ! Le travail du peintre devant sa toile, tel que Zola nous l'a montré dans *L'Oeuvre*. Les amis de

Claude Sandoz, Zola qui lui sert de modèle, veulent qu'on aille dîner. Il crie d'une voix de tonnerre " Non ! "

Le travail du savant dans son laboratoire est tout aussi captivant. Nourrissez-le seulement, ce chimiste enragé, et ne vous occupez pas de lui il ne vit qu'à ses creusets.

Et ce romancier qui sort du lit avant cinq heures du matin, pour écrire ?

Vienne un jour où toutes les besognes humaines seront passionnantes ! Voilà le vrai Paradis !

Mais il faut prendre le travail tel qu'il est aujourd'hui.

Une remarque, pourtant ! Il est certain qu'aujourd'hui la production n'étant réglée que par le profit, on se soucie peu de la rendre plus attrayante pour le travailleur, ou seulement moins rebutante. On ne cherche pas avec ferveur à utiliser dans ce but toutes les ressources de la science. On a peur que cela ne coûte trop cher.

Mais sitôt que le travailleur sera maître du pouvoir, un effort inouï commencera pour la suppression des besognes trop horribles. On les remplacera par des procédés mécaniques plus doux, plus sains, plus propres.

D'une façon générale, tout le progrès de l'industrie contemporaine tend déjà vers la mécanique.

Donc le socialisme ici n'a pas à lutter contre une tendance ennemie. Mais à travailler dans le sens d'un mouvement qui préexiste, et à l'accentuer, à le développer.

Dans le travail tel qu'il est aujourd'hui — et qu'il sera, sans nul doute, longtemps encore — il faut que l'ouvrier s'impose un effort. Souvent cet effort est rude et pénible.

Il est donc tout naturel que l'ouvrier s'y dérobe. Les riches et les oisifs sont seuls à s'en indigner sincèrement.

L'ouvrier ne travaille que parce qu'il lui faut travailler ; et non parce qu'il a plaisir à travailler. Il travaille parce qu'il y est forcé.

Comment concevoir une pareille contrainte en régime communiste ?

Autrefois, quand les disciples de Jules Guesde s'intitulaient collectivistes et ceux d'Edouard Vaillant communistes, il arrivait parfois qu'on cherchait là un argument en faveur du collectivisme.

C'était rare, car d'ordinaire on préférait établir une synonymie qui est devenue de règle après l'unité. En ce cas, c'est pour tout régime socialiste que se pose cette question de la contrainte.

Reconnaissons-le ! Traitez l'ouvrier qui ne travaille pas comme vous traitez l'ouvrier qui travaille bien, le travail de tout l'atelier diminue, le travail s'arrête.

Pourquoi voulez-vous que je continue à m'acharner si, à côté de moi, mon camarade en prend à son aise et ne fait rien ? Il rit, n'est-ce pas, il me regarde avec des yeux blagueurs ? Je ne veux pas être dupe, ni grotesque. Je ferai comme lui.

Le travail s'arrête.

Bien entendu, cette règle que nous posons là, avec cette rigueur brutale, elle comporte des exceptions. Elle a des limites.

Par exemple, supposez une *période d'enthousiasme*.

Une joyeuse flamme révolutionnaire échauffe les ouvriers. Tout le monde est ravi parce que les vieilles chaînes sont tombées, et qu'une vie nouvelle commence.

On se met chaque matin au travail avec ardeur, car on veut que ça dure et que la Révolution réussisse. Alors dans l'atelier c'est l'émulation qui règne. Un élan de zèle, fraternel et laborieux, entraîne tout le personnel. Nous sommes à cent lieues de la contrainte ! À l'autre pôle !

Le type admirable, celui qu'on envie, qui mène et donne le ton, c'est le bon ouvrier. L'exemple, l'ardeur générale suffisent à soulever les plus faibles. Même pas besoin, pour qui mollit, d'autre chose que du blâme blagueur des camarades.

Parfait, cela ! c'est une hypothèse à prévoir. Au fond, si la Révolution était comprise comme il faut, voilà l'état d'esprit qu'elle amènerait.

Quoi, après tout ? Figurons-nous la joie, l'extase délirante où nous jetterait demain telle grande découverte sortant tout à coup du cabinet d'un inventeur : " Vous savez la mort est vaincue ! Oui ! On vient de nous trouver la jeunesse éternelle ! des rayons nouveaux qui remettent notre corps au même état qu'à vingt-cinq ans ! "

Ou bien : " Plus de guerre ! la guerre impossible ! On a inventé le moyen de faire exploser tous les explosifs à longue distance ! "

Ou bien la nouvelle que la chimie désormais va nous assurer par un procédé tout simple et facile des aliments en quantité prodigieuse.

Hé bien ! cet enthousiasme, cette ivresse confiante, cette allégresse débordante, n'est-ce pas exactement ce que la Révolution sociale devrait inspirer à tout le peuple ?

Si tel est l'état d'esprit de la masse ouvrière, tout va bien. Seulement, cette période d'enthousiasme, quelle sera sa durée ? La supposerons-nous éternelle ?

Pour éviter l'utopie, nous sommes obligés de prévoir le cas où nous ne sommes pas ainsi aidés par cette vague puissante ; le cas où nous devons nous tirer d'affaire dans des conditions moins favorables.

Ceci nous ramène à la règle posée plus haut : il faut créer une différence entre celui qui travaille et celui qui ne travaille pas. C'est-à-dire recourir à la contrainte.

Diable ! c'est embêtant ! c'est dur à avaler ! mais résignons-nous ! Quelle contrainte ?

La contrainte peut être militaire, autoritaire. Dans ce cas, le travail est commandé, l'ouvrier vient à l'atelier par ordre, sur réquisition ; il y est surveillé et, au besoin, puni.

Ecartons cette solution. On peut y être acculé en régime socialiste, mais c'est un expédient affreux et bref.

Supposez que la famine en Russie augmente, et que les chemins de fer ne marchent pas. Il faut qu'ils marchent, et régulièrement, et de façon active.

Si, par impossible, les Soviétiques manquaient de cheminots, si leur nombre était trop petit, ou leur travail insuffisant, ils pourraient être amenés à militariser les lignes.

Tout comme, s'ils ont besoin d'armes pour résister à un Wrangel quelconque, ils militarisent les grandes usines Poutiloff. Mais ce n'est pas une solution, ni un régime de travail tolérable.

En second lieu, la contrainte peut résulter, tout aussi dure mais plus hypocrite que l'autorité militaire, de la misère. En régime capitaliste, celui qui travaille mal ou ne travaille pas est renvoyé de l'atelier et crève de faim, lui, sa femme, ses gosses.

Cette contrainte par misère est plus inconcevable encore dans une société communiste que la brutale contrainte militaire.

D'abord, la femme et les enfants seront toujours nourris, même si l'homme ne travaille pas. Et puis, n'est-il pas aussi odieux de réduire un homme à la famine que de le mettre en prison ?

Il est vrai que pour échapper à cette faim, à cette misère, il n'a qu'à travailler. En régime patronal, le patron peut lui fermer l'atelier, le jeter à la rue, et le signaler aux autres patrons. En régime socialiste, le travail est là, les ateliers sont ouverts.

Tout de même cette contrainte qui oblige l'homme à travailler pour manger prend ainsi en régime socialiste une forme moins dure.

Mais on peut lui substituer une contrainte plus adoucie encore. Au lieu de refuser la nourriture à qui travaille mal, on peut assurer à qui travaille bien des suppléments et du luxe.

Admettons qu'en société communiste tout le monde, sans condition ni contrôle, ait droit de manger à sa faim. Il suffit d'entrer dans un restaurant et de s'asseoir à table pour avoir droit au pain et à la soupe. Donc la contrainte par la faim disparaît, et le fainéant peut s'en aller, plein de soupe, et son morceau de pain sec en poche.

Mais cet obstiné paresseux qui se refuse au travail, suis-je tenu de lui assurer autre chose que du pain sec ou de la soupe ? Je ne vois pas pourquoi, une fois que je l'ai mis à l'abri de la faim, je serais obligé moralement de lui donner les mets produits par le travail des autres.

Ceci admis, nous possédons le moyen de contrainte adoucie dont nous parlions, le moyen de créer une différence entre l'ouvrier qui travaille bien et l'ouvrier qui travaille mal.

Tout travail normal assure à qui l'accomplit des bons qui lui procurent à son choix des vêtements soignés, un logement agréable, des meubles abondants, des aliments fins, une bicyclette.

Ainsi l'homme est sans aucune condition garanti contre le froid et la faim. Il a, sans travail, le pain, l'abri, la blouse. Mais il n'a que cela au lieu que le travail lui procure la vie aisée, joyeuse, et au lieu du strict nécessaire, le luxe.

Naturellement, ce système de contrainte si adoucie qu'elle cesse d'être une contrainte, — car nous lui substituons un appât, une récompense, — nous impose, en conséquence, des mesures nécessaires dont nous aimerions mieux nous passer. D'abord, il faut que le travail soit surveillé, pour que nous sachions qui travaille bien et mérite les bons de travail.

Il n'y a plus de patron, mais il faut un chef de travail, un directeur du travail. Dans les grandes administrations comme les Postes et Télégraphes, par exemple, c'est facile. Le bureau de poste comporte à sa tête un receveur. Nommé par qui ? Par la Fédération postale, évidemment ! Par le Comité Directeur qui répond de la bonne exploitation du service postal, ou par les Directeurs départementaux qu'il a lui-même nommés.

Mais dans l'atelier ? Dans les établissements métallurgiques ?

Le contremaître sera-t-il nommé par les ouvriers qu'il commande ? Respecteront-ils demain celui qu'ils ont élu la veille ? Et s'il court après sa réélection, sera-t-il ferme surveillant ?

L'exemple de nos coopératives et de leur personnel ouvrier, si j'en crois Héliès, est fait pour inspirer à cet égard quelques doutes. Mais, d'autre part, il existe, dès maintenant, des "commandites" ouvrières acceptées par le patronat, où les membres de l'atelier n'ont besoin de personne et n'admettent personne à les surveiller.

Ils s'arrangent entre eux, sans intrusion de l'extérieur. La commandite s'est chargée d'exécuter une tâche déterminée en tel délai déterminé. Au jour dit, le travail est livré.

Les ouvriers eux-mêmes ont assuré de la part de chacun l'effort nécessaire.

L'expérience déterminera quel type d'organisation doit être préféré dans telle branche industrielle ou le type bureau, avec le directeur nommé par la Fédération, ou le type commandite, avec les travailleurs réglant le travail entre eux. Cela peut varier selon les industries, les besognes et aussi selon les pays.

L'homme n'est pas également laborieux en tout pays. L'Allemand travaille longtemps et fortement.

Mais le Russe ? Nous citons plus haut les vagabonds de Gorki. Sont-ils très différents des buveurs de soleil d'El Kantara que j'ai vus allongés par terre sans

consentir au moindre mouvement, si bien qu'il fallait leur mettre sous la main les quelques dattes qui faisaient toute leur nourriture ! C'est pourquoi nous disions que le problème du travail est, pour Lénine et les Soviets, particulièrement difficile. Nous venons de prouver qu'il n'est pas insoluble.

La victoire en déroute : Deuxième partie

Chapitre IX

L'avenir du monde socialiste. La dictature du prolétariat

[Retour à la table des matières](#)

À l'époque de Tours, Lorient disait : “ *La dictature du prolétariat*, voilà le sujet de notre crise. ”

La dictature du prolétariat ? Il peut donc vraiment y avoir des doutes là-dessus ? Mais c'est élémentaire !

Après Toulouse, Guesde et Bracke ont maintenu, contre Jaurès, que le réformisme pur échouera par la volonté des dirigeants bourgeois, des possédants qui ne voudront pas déguerpir, qui tiennent à conserver la domination bourgeoise.

Donc, il faut, même pour réformer, que le pouvoir soit aux mains des exploités, des travailleurs.

Voulez-vous d'autres pères à cette dictature du prolétariat que Karl Marx ?

Vous la trouverez dans Auguste Comte. Il proposa la dictature du *prolétariat parisien*. Je dis “ parisien ”, car il voyait très bien le problème français.

Ce qu’il y a en France à redouter, ce n’est pas tant la volonté de conservation des dirigeants bourgeois (bien plus préoccupés de leur fortune personnelle que de l’éternité du patronat bourgeois auquel ils n’appartiennent pas) : c’est, nous l’avons vu, l’opposition entre *paysans et ouvriers*.

À cause de la majorité “ petit paysan ”, il est possible que le suffrage universel ne donne pas le pouvoir aux ouvriers, à l’élément progressif de la tribu française, et ainsi nous encroûte. Ceci est la *faillite* de la démocratie.

La République et la légalité deviennent alors des forces réactionnaires. La révolution les briserait en donnant le pouvoir aux ouvriers des villes.

Voilà le sens de la “ dictature du prolétariat chez nous.

Cette dictature, peut-on l’envisager pour demain ? Eh bien ! on ne peut plus !

Les conditions de la Révolution russe ne se sont pas réalisées chez nous. C’était le soviét des ouvriers et des soldats. C’est le soldat révolté, mais ayant gardé ses armes, qui a fait la Révolution russe.

Chez nous, le soldat s’est démobilisé très régulièrement ; il ne demandait que cela, et il est rentré dans le rang !

Et, si vous ouvrez les yeux, vous serez saisi de stupeur de voir la houle tomber si vite ! C’est réencadré ! C’est remis au pas, rentré dans le sentier accoutumé !

L’émeute ? vous comptez sur la vie chère ? Prenez garde ! Vous allez retrouver, comme sous la Commune, l’opposition paysanne.

Et puis même, supposons un succès, comme en Russie. Que ferez-vous ?

Vous êtes-vous posé le problème, Lorient, ou bien donnez-vous à la “ Dictature du Prolétariat ” un sens mystique à la Sorel parlant du mythe de grève générale ? Attribuez-vous à cette dictature une espèce de pouvoir magique ?

Permettez. Il faut d’abord que le dictateur sache ce qu’il faut faire. Il faut organiser la production. Le sait-il ? Evidemment, il ne le sait pas ; il ne l’a pas appris ; il n’y est pas préparé.

Mais les syndicats sont préparés à lutter pour le travailleur contre le directeur de travail et le capitaliste ! La direction d’une grève ne prépare pas à la direction d’une usine.

Et les groupes politiques ? Les groupes d’opinion ? Ils remuent des idées, ce qui est essentiel. Ils excitent l’imagination. C’est nécessaire

Mais ils ne savent pas de quoi il s’agit. Car ils ne vivent pas dans l’usine qu’il faut organiser collectivement, ni à la mine, ni sur le champ de terre.

Qui donc “ sait ” ? Le Haut Patronat ! Les ingénieurs techniques que Montagnon veut retirer au Haut Patronat. Retirés ou non, syndiqués ou non, ils sont là, au sortir des Ecoles. Il suffit de les y prendre, comme le voulait Guesde, et de les embaucher.

Oui, mais l’élève ingénieur n’entend rien à la direction commerciale de l’entreprise ! Qu’importe ! Puisque le commerce va disparaître !

Ce qui sait, aujourd’hui, hors du Haut Patronat, c’est l’État, comme l’a dit Labriola, c’est Lebureau, c’est cette bureaucratie tant bafouée.

Bafouée ? Elle le mérite ; et puis, elle fait peur aux privilégiés c’est une opinion qu’on se plaît à répandre, “ l’impuissance de l’État ” .

Mais, tout en faisant cette réserve, ce n’est pas nous, socialistes, qui allons demander le tout à l’Etat ? Alors les coopératives ! Surtout telles que les comprend Fiancette.

Mais consultez les coopératives de production. Interrogez Héliès ! Héliès vous dira leurs espérances, leurs déceptions ! L’antagonisme de la direction du travail avec l’ouvrier.

Est-ce la “ Dictature du Proletariat ” qui résoudra le problème ? Avant de le résoudre, il faut d’abord le comprendre. Combien sommes-nous à comprendre ?

Heureusement, la C.G.T. comprend. Elle comprend qu’avant tout, il ne faut pas que la production s’arrête ! Il faut qu’elle s’intensifie. Voyez la déclaration de la C.G.T., après l’armistice !

Voyez qu’à la reconstitution de l’internationale syndicale, en août 1919, à Amsterdam, tout de suite Jouhaux et Merrheim l’ont fait voter.

Cette volonté de la C.G.T., elle a ses racines plus loin dans notre histoire qu’on ne pense. L’insurrection nous a rappelé maintes dates du dernier siècle. Pourquoi, pendant les vingt ans du Second Empire, pourquoi, pendant les quarante-cinq ans de la Troisième République, aucun mouvement insurrectionnel n’a-t-il éclaté ? Voilà un grand fait. Nous ne l’avons pas assez médité. Quelle stupeur ! Pendant toutes ces années qui se succèdent, l’ouvrier parisien, chauffé par les propagandes, fouaillé par les provocations, ne bouge pas !

Pourquoi ? Parce qu’il est devenu lâche et qu’il a peur de la police ? Plaisanterie ! La guerre l’a trouvé, comme toujours, héroïque, et, dès l’aube d’une révolution, la police est noyée.

Non, il doit y avoir une raison, une raison cachée et profonde.

Une conscience obscure avertit l’ouvrier que ce n’est pas l’insurrection, ni le sacrifice de sa vie, ni le massacre d’une poignée d’hommes qui le mèneront où il faut. Au fond de lui-même, ne se rend-il pas compte que le temps des émeutes est passé, que c’est une période close ?

Mon Dieu ! Je sais bien qu’il peut tenir compte aussi des changements de l’habitat parisien.

Naguère, me disait Edouard Vaillant, le peuple occupait le centre de Paris, entassé dans tous ces quartiers aux ruelles étroites fermées aux mouvements de troupes.

Aujourd'hui, le peuple est refoulé dans la banlieue, et sur les pourtours de la capitale, que d'immenses avenues et de larges boulevards coupent dans tous les sens. Très exact. Pourtant, je m'obstine à croire que ces difficultés n'auraient pas suffi.

Si l'ouvrier loge dans la banlieue, il travaille dans Paris, où il passe ses journées. Une foule peut toujours se masser sur la place de l'Hôtel-de-Ville. Nous les avons vues, les foules, au moment où Jules Ferry était candidat à la Présidence. Nous les avons vues sous Boulanger. Mais nous n'avons jamais vu la foule ouvrière debout, les armes à la main, en marche pour sa révolution. Encore une fois, pourquoi ?

Avec le développement prodigieux de l'industrie moderne, avec le rôle du crédit dans l'organisation économique, le problème n'est-il pas changé ?

Les données ne sont plus les mêmes. À l'ancienne idée de révolution *politique*, s'oppose l'idée de révolution *économique*. Il ne s'agit plus d'ôter la croûte du pâté ! Chasser des rois ou des ministres, démolir un trône, exiler une dynastie. Qu'est-ce que cela change à la situation économique des travailleurs ? Il s'agit d'organiser la production.

Les organisations ouvrières veulent faire marcher, demain, cet outillage formidable, aux lieu et place des capitalistes.

Mais, pour cette oeuvre gigantesque, il faut de bien autres efforts que pour chasser un monarque, et il faut posséder des qualités très différentes. Pour faire marcher l'outillage à *la place* des bourgeois, il faut être capable de le faire marcher mieux que les bourgeois.

C'est l'incertitude secrète de ce lendemain qui hante le fond des consciences ouvrières, et c'est pour cela que, pendant quarante ans, le peuple ouvrier n'a pas pris les armes.

Car notre objectif, c'est bien moins les richesses existantes que les richesses futures, les richesses à créer. Bien sûr, il y a les valeurs, l'argent, les titres du capitaliste.

Mais la majeure partie de ces titres sont des actions d'usines, de mines, de chemins de fer, qui, naturellement, tomberont. En outre, il y a des valeurs de compagnies opérant à l'étranger (pétroles, par exemple) ; il y a des titres de diamants. Il faut faire rendre gorge ! Oui, mais ce n'est pas l'important !

L'important n'est pas, non plus, le gain immédiat que donnerait la suppression du bénéficiaire capitaliste. Prenons Nœux, Anzin, supposons qu'on arrive à ôter aux actionnaires leurs dividendes et à supprimer tout bénéfice ; de combien seraient augmentés les salaires des mineurs ?

Cela leur donnerait cent francs par an de plus !

Songez à ces résultats efficaces, et vous verrez que le sentiment qui pousse à mettre au premier plan l'expropriation des privilégiés actuels est un sentiment égalitaire, vindicatif, de justice. Mais ce n'est que le petit côté sentimental.

Ce qui nous intéresse, c'est, plus qu'aujourd'hui, demain. On n'évalue pas assez haut le développement de richesse que nous réserve, si nous voulons, un prochain avenir.

Si vous voulez vous en rendre compte, pensez à ce qu'était la fortune totale de la France, l'ensemble des richesses possédées par tous les habitants du pays il y a un siècle, en 1822, et comparez ce chiffre à l'estimation généralement acceptée pour aujourd'hui, en 1922.

Mon Dieu ! Tout cela est approximatif, je le sais. Mais il est pourtant hors de doute que le second chiffre est décuple du premier. Si le mouvement continue, nous disposerons, en 2022, d'un total de richesses décuple de celui dont nous disposons aujourd'hui.

M'accorderez-vous que, s'il est intéressant de s'occuper de ce dixième, il est plus intéressant encore, pour une nation, pour un être collectif qui dure et a la vie longue, de s'occuper des neuf autres dixièmes ?

La production moderne doit augmenter sans cesse. Le travailleur ne deviendra pas maître de la production pour qu'elle diminue, mais pour qu'elle augmente sans quoi, toute domination ouvrière serait courte !

Mais la conséquence de l'avènement du socialisme sera de *centupler* la production.

Nous y arriverons d'autant plus facilement que le régime capitaliste gêne à l'heure actuelle et restreint la fabrication des machines.

L'outillage, en effet, est capable de produire beaucoup plus que le capitalisme a intérêt à lui faire produire. En conséquence, les cadres du régime capitaliste, devenus trop étroits pour la puissance de la machine, craquent.

Un ordre nouveau s'établira, où nous ne produirons plus dans la limite du profit, mais dans la limite des besoins.

Voilà les problèmes que doit aborder le programme du parti socialiste, le programme du lendemain de la révolution.

La victoire en déroute : Deuxième partie

Chapitre x

Le dilemme

[Retour à la table des matières](#)

L'Europe est en face d'un dilemme. Elle ne l'aperçoit pas, et ne s'occupe pas de prendre parti. Mais tout son avenir est en suspens et dominé par ce dilemme.

Le voici tel qu'il m'apparaît :

Ou bien l'Europe ira délibérément vers le socialisme, ou bien elle ira, sans le savoir, vers la revanche allemande et l'hégémonie d'un empire militaire allemand.

Aujourd'hui, les grandes puissances qui, jadis, furent alliées, l'Angleterre, la France, l'Italie, ont pour souci principal d'améliorer leur situation économique et financière.

Pour cela, l'Angleterre et l'Italie souhaitent la réorganisation de l'Europe Centrale.

Quant à la France, elle a longtemps hésité entre une Allemagne riche, et qui pourrait payer, et une Allemagne pauvre, ruinée et incapable de payer.

Mais, par-dessus tous les graves conflits qui résultent de ces divergences, toutes les puissances alliées sont d'accord sur un point capital c'est que *l'histoire va recommencer comme avant la guerre.*

La diplomatie recommencera ; les ententes se noueront comme autrefois. L'Italie et l'Angleterre demeureront étroitement liées et, sans doute, seront amenées à se lier avec l'Allemagne. De son côté, la France conclura des accords intimes avec la Belgique, avec la Petite Entente, et restera armée jusqu'aux dents.

Au fond d'eux-mêmes, les dirigeants d'Angleterre, de France, d'Italie sont intimement persuadés que cela peut très bien marcher ainsi. Sur la base d'un traité de Versailles plus ou moins révisé, l'Europe recommence à vivre sa vie antérieure. Il y aura plus tard, le plus tard possible, de nouvelles guerres ; puis de nouveaux traités. Tâchons, songe chacun, de nous y préparer pour n'être pas pris au dépourvu.

Aveuglement, je crois ! Ils ne voient pas où ils vont.

Et l'Allemagne, que fera-t-elle ?

À mon avis, c'est tout clair. Il est trop tard pour orienter l'Allemagne vers la paix. J'ai tâché de prouver plus haut que cet effort essentiel était possible. Mais l'heure est passée.

Nous avons livré — depuis l'armistice — l'Allemagne aux pangermanistes.

Les hommes de paix, les partisans sincères d'un développement économique opposé au militarisme, se taisent, l'un après l'autre, et perdent toute influence. Nous leur avons retiré leurs arguments.

Tout Allemand qui réfléchit arrive à se convaincre que la condition préalable de tout relèvement est l'abolition du traité de Versailles et, par conséquent, la revanche.

De plus, il voit les anciens alliés divisés. L'Angleterre et l'Italie se rapprochent de l'Allemagne et s'écartent de la France, qui, seule, reste hostile et menaçante. L'entente est faite avec les Russes.

Comment voulez-vous que, servis par les circonstances et fortifiés par nos fautes, les militaristes allemands ne soient pas écoutés.

Ce n'est pas l'Allemagne qui a voulu la guerre, disent-ils. On nous y a contraints. Nous n'avons pas été vaincus. Nous avons cru à des promesses mensongères, aux conditions de Wilson.

Aujourd'hui, personne ne veut plus se battre. Seuls, les Allemands sont prêts à se lever pour la délivrance. Avec l'aide de la Russie qui nous laissera fabriquer nos canons chez elle, c'est facile ! La France n'est même plus assez riche pour nous occuper longtemps ! Si elle amenait son armée jusqu'à Berlin et à Leipzig, elle se réduirait vite à la banqueroute.

Nous avons fourni aux pangermanistes allemands des raisons décisives. Les élections, sans coup d'État, ramèneront au pouvoir une majorité impérialiste. Un nouveau kaiser sera là, tout prêt.

L'Angleterre et l'Italie ne feront pas la guerre à l'Allemagne pour l'empêcher de rétablir, s'il lui plaît, le pouvoir monarchique ? Nous non plus, n'est-ce pas ? Au nom de quel principe ? Puisque nous aurons tué le mouvement populaire et socialiste ! Ou bien, il se peut qu'une émeute éclate, juste à point, dans les rues de Berlin, y soit écrasée et que le kaiser paraisse à toute l'Europe et à nous-mêmes comme la seule garantie du bon ordre.

Et puis, si nous ne voulons pas du kaiser, soit ! Il attendra, en réserve, pendant que le parti militaire, maître du pouvoir, prépare l'action.

L'issue n'est pas douteuse ! Le peuple allemand, savamment travaillé par les Universités, fouaillé par les revanchards, exaspéré par nos exigences, sera tout fervent pour le soulèvement. Allemands et Russes joindront leurs forces en Pologne et nous serons seuls.

Déjà l'Italie et l'Angleterre envisagent sans déplaisir la revanche allemande.

“ Les Français, murmurent nos alliés d'autrefois, sont intolérables quand ils sont vainqueurs. ”

Mais ils ne prévoient pas les suites ! La revanche allemande n'abolira pas seulement le traité de Versailles ! Elle ne reprendra pas seulement l'Alsace-Lorraine et Posen !

La nouvelle Allemagne, agrandie de l'Autriche, de la Bohême, de la Hongrie, sera impériale plus que jamais et plus que jamais militaire.

Elle sera bismarckienne, et reine par la puissance et la force.

Ce n'est pas la paix de Versailles qui sera déchirée. Nous nous en fichions pas mal, de cette sale paix traîtresse !

Mais c'est toute paix, toute idée du droit international. Bismarck est vainqueur ! Bismarck avait raison, puisque les Français vainqueurs sont devenus bismarckiens.

Cette hégémonie allemande, cette grande Allemagne conduisant l'univers vers le progrès économique, au pas de parade, que Guillaume II entrevit peut-être en août 1914, la voici, née de la revanche. Elle peut, à son gré, prendre, pour le moment, figure libérale ou autoritaire. Elle associe volontiers de grandes réformes populaires à ses triomphes guerriers. Elle peut très bien laisser la Russie aux Soviets, belle colonie pour ses grands directeurs industriels et pour ses contremaîtres. Elle peut respecter la France vaincue et déclarer la paix au monde, noblement, ou nous asservir et nous faire travailler à son profit. Tout cela sera du provisoire et de l'éphémère. La réalité durable et solide sera sa domination établie sur l'Europe d'abord, et plus tard étendue à tout l'univers.

Tel est l'infaillible destin où l'Europe actuelle s'achemine. La revanche allemande, la suprématie militaire de l'Allemagne sur le monde ne sont pas des possibilités pour demain, mais des certitudes.

L'autre terme de l'alternative ? Nous n'avons guère la mine de nous orienter de ce côté-là, mais fixons-le tout de même. C'est la seule chance de salut ! Elle est mince !

Pour échapper au courant qui entraîne l'Europe à l'abîme, je ne vols qu'un moyen et qu'un espoir un autre courant plus fort et de direction contraire. Si, à l'armistice et dans les mois qui ont suivi, le courant socialiste eût dominé, il nous aurait entraînés vers la paix et la vraie Société des Nations.

Aujourd'hui encore, c'est cette direction-là qu'il faut suivre pour s'éloigner de l'autre, pour tourner le dos au triomphe impérialiste.

Une fausse honte vous arrête au moment d'écrire ces phrases-là !

Quoi ! proposer à l'opinion européenne de suivre le socialisme ? Si divisé contre lui-même ! Si occupé à se détruire ! Un grand courant, dites-vous ? Mais il s'éparpille en vingt bras, en mille filets d'eau ! il se perd, il disparaît dans les sables !

J'en conviens ! Et j'avoue que, sans un réveil populaire, nous sommes perdus.

Ce réveil-là peut-on le prévoir ? Ose-t-on le souhaiter sincèrement ? Essayons de compter quelles chances nous restent !

D'abord, il nous reste l'Angleterre.

Puis, il nous reste la Russie.

L'Angleterre passe par de dures épreuves économiques et peut-être ce dur chômage retire-t-il des forces au Labour Party. Car les caisses s'épuisent. L'organisation paraît impuissante.

Ces crises de misère sont plutôt faites pour soulever de stériles émeutes que pour augmenter la puissance d'un grand mouvement ouvrier.

Cependant, le peuple anglais, et la masse des travailleurs, sont si vigoureusement attirés par l'admirable et sûre direction du Labour Party !

Sans doute, aux succès électoraux peuvent succéder les revers ! Les élections municipales de Londres nous l'ont bien montré.

Mais la prise sur l'opinion demeure très puissante, et, nous l'avons constaté à plusieurs reprises, la volonté ouvrière anglaise exerce, sur l'orientation générale de la politique extérieure, une influence profonde.

Par malheur, le Labour Party est, à présent, tout à fait hostile à la France. Dès 1920, Sidney Webb et Béatrice Webb, Ces deux observateurs dont la vue est pénétrante et sûre, nous en avertissaient.

Mais, depuis, l'animosité contre nous s'est accrue, menaçante. L'illusion s'y mêle à la clairvoyance.

Déception irritée : on avait confiance en nous pendant la guerre. Les ouvriers anglais croyaient que la victoire serait juste et fonderait la paix. Notre armée, notre militarisme entêté les exaspèrent contre nous.

“ Il y avait, nous disait Ben Tillett, un prussianisme en Allemagne. Il est abattu. Reste le prussianisme de la France. ”

Et voici la part d'illusion : “ La France arrête le trafic. Elle empêche le commerce de renaître. Par son acharnement contre l'Allemagne, elle est cause de nos chômages. ”

Il y a du vrai encore là-dedans, et il est incontestable que nous n'aidons pas l'Europe à se mettre au travail ! Mais il est naïf de croire que les difficultés terribles où se débat l'Angleterre n'aient pas d'autres causes.

Chaque peuple de la terre s'efforce, aujourd'hui, de produire ce qu'il consomme.

Avant la guerre, l'Angleterre produisait la majeure partie des objets de fer-blanc vendus aux Etats-Unis. Pensez seulement à la multitude des boîtes de conserves ! Les États-Unis ont maintenant leurs fabriques de fer-blanc et n'achètent plus leurs boîtes de conserves en Angleterre.

Quand on signale aux socialistes de chez nous cette violente animosité du Labour Party contre la France, ils s'en consolent très facilement.

— Oh ! s'écrient-ils, les Anglais sont furieux contre nos militaristes et nos gouvernants. Ils ont rudement raison. Mais ils savent que le peuple français est avec eux.

Non ! ils ne le savent pas. Ils n'y pensent pas, d'ailleurs, et ne s'arrêtent point à distinguer, en France, les diplomates, le Bloc National et les socialistes. C'est le résultat qui les frappe et les indigne. Le reste ne compte pas pour eux.

Si on leur parle de nos efforts, ils écoutent poliment, mais concluent que ces efforts-là sont peu efficaces, et que nous ne jouons pas un grand rôle dans la politique de notre pays.

Pourtant, il faut arriver à un accord intime entre eux et nous. Il faut que le. travailleurs de France et d'Angleterre agissent ensemble et la main dans la main, pour fonder, en Europe, la paix socialiste. Comment y arriver ?

Je suis persuadé que si les Anglais, si le Labour Party sentait en France, à côté de lui, étroitement unis à lui, le Parti socialiste et la Confédération Générale du Travail, en train de travailler à l'entente avec le peuple allemand, il accueillerait avec joie notre collaboration fraternelle.

Mais, pour cela, il faut que le Parti socialiste et la C.G.T. aient une politique extérieure.

Naturellement, les questions extérieures nous préoccupent. Nous en parlons, nous y pensons, et chaque fois qu'il faut agir, nous agissons dans le bon sens.

Mais cela ne suffit pas. Nous ne devons pas attendre, pour agir, que les événements nous y provoquent. Car il est alors trop tard et l'on se trouve en face de problèmes devenus insolubles. Il faut avoir une politique extérieure arrêtée, une initiative, une ligne de conduite précisée dans le détail.

Nos préoccupations d'aujourd'hui, très légitimes, sont de rapprocher les Trois Internationales. Cette oeuvre exige du temps, de la prudence, des protocoles, de la diplomatie.

En attendant, il faut, pour notre compte, en accord étroit avec les travailleurs anglais, entrer en contact avec les organisations ouvrières allemandes. Il faut échanger de fréquentes visites, organiser des rapports continuels, et nous concerter avec eux pour fixer notre ligne de conduite commune.

En quelques semaines, nous aurions, j'en suis sûr, associé nos amis anglais à une grande politique internationale.

Il nous reste la Russie. Quoi ? La Russie des Soviets ? La Russie des bolcheviks ? Mais c'est eux qui nous ont cassés en deux ! C'est eux qui ont réduit à rien l'action positive du socialisme sur la politique extérieure de la France !

Sans aucun doute ! Eh bien ! il faut que cela change. Lénine, n'est-ce pas, a commencé à comprendre. Il a vu que les bavards auxquels il se fiait étaient incapables de déchaîner la révolution dans les rues de Paris et d'aider la Russie efficacement.

Veut-il, aujourd'hui, laisser de côté tout espoir de révolution en France, nous passer sur la tête et s'entendre avec nos gouvernants ? C'est possible, mais je n'en suis pas sûr.

Parbleu ! Je vois comme tout le monde qu'il a besoin du capitalisme étranger et qu'il tient beaucoup à conclure un pacte avec divers États bourgeois. En quoi il a tout à fait raison, car c'est la seule chance de salut pour le gouvernement des Soviets et le communisme russe.

Mais il se souvient du passé. Il sait que, dans la France démocratique, le socialisme, en certaines périodes, a été assez fort pour exercer sur le gouvernement une action puissante, et peser sur la direction de notre politique extérieure. S'il voit là une possibilité efficace d'appui pour la Russie communiste ? S'il est sûr de nous, s'il finit par comprendre que, pour nous, le succès de la Révolution russe est une nécessité de premier ordre ? Que nous comptons sur elle pour sauver l'Europe et le monde d'un triomphe décisif de l'impérialisme ?

Il n'est pas impossible, puisque nous ne lui demandons rien, et que nous lui offrons tout, d'arriver à un accord.

Je dis que nous ne lui demandons rien, et c'est vrai ! J'entends par là que nous n'attendons pas de lui qu'il répare ce qu'il a fait en France et y rétablisse l'unité. Cela ne regarde que nous. Et si vous voulez que je vous dise combien je compte peu sur la

fameuse action russe pour le front unique, je vous avouerai très volontiers qu'on pensait alors davantage à nous étrangler qu'à nous accueillir. Mais comme tout cela nous est égal ! Une seule chose importe ! C'est que la Russie comprenne son vrai rôle, et nous protège contre les fautes de nos gouvernants. Ces fautes nous conduisent à une nouvelle guerre, et à la revanche allemande. Mais la Russie soviétique, — en dépit des pactes, des promesses, et de cette débonnairété provisoire dont je parlais tout à l'heure, — n'a pas plus que nous intérêt au triomphe de l'impérialisme allemand. Si elle se tire d'affaire — et nous ferons tout pour l'y aider — elle ne peut empêcher ce triomphe.

Alors, si la Russie soviétique comprend qu'il ne faut pas imposer à l'Europe occidentale la copie exacte des méthodes par lesquelles les bolcheviks ont saisi le pouvoir, si elle respecte l'autonomie des socialistes français et anglais et nous laisse agir à notre guise, reconnaissant enfin que nous sommes aussi violemment socialistes qu'elle-même — alors ce réveil populaire, qu'à peine nous osions prévoir tout à l'heure, devient possible.

Autour de l'action énergique et concertée des travailleurs de France et d'Angleterre, soutenus par la sympathie des Soviets russes, on verra se grouper rapidement les ouvriers d'Allemagne, de Belgique et d'Italie. L'Europe, alors, peut encore, contre toute espérance, être sauvée.

Le premier pas, dans cette politique extérieure commune qu'il faut préciser et concerter, le premier pas est tout bourgeois ! Mais d'application immédiate et positive. Puisque Lénine a fait un pas sérieux vers les gouvernements bourgeois, nous sommes couverts ! Mais nous n'avons nul besoin de couverture ! Le premier pas, le premier acte commun de pression sur tous les gouvernants bourgeois, c'est d'exiger une vraie Société des Nations, une vraie, possédant une armée internationale, la seule armée, et chargée d'organiser, de surveiller et de maintenir le Désarmement !

Non pas ce désarmement unilatéral, dont nous avons dénoncé le mensonge, ce désarmement du vaincu par le vainqueur ! Le désarmement véritable ! Le désarmement général de tous les peuples.

Exigé à la fois par les finances, par le rétablissement de la vie économique et par la volonté de paix, voilà la grande mesure qui arracherait l'Europe à la menace grandissante d'une reprise du militarisme guerrier. Ce serait le commencement de la Paix Socialiste.

FIN

La victoire en déroute : Deuxième partie

Appendice I

Retouches au Plan général

[Retour à la table des matières](#)

Mars 1922, Bonnières.

Il faudrait finir la Première Partie en *insistant beaucoup* sur ceci pour cet *avenir de paix*, pour fonder le droit international, il fallait, simultanément, le mouvement ouvrier il fallait *fonder le Droit ouvrier*.

On ne pouvait concevoir le Droit des peuples fondé en une Europe capitaliste. Cela supposait un avenir complet, une évolution dans le sens socialiste de toute la vie européenne.

C'est en quoi nos minoritaires voyaient juste. Pas de paix durable en régime capitaliste ; pas de paix sans socialisme. Mais ils étaient plus pressés de voir finir la guerre, et recommencer le régime capitaliste et de reprendre contre lui la vieille lutte comme avant la guerre, *que de tirer des circonstances* et de la guerre l'élan nouveau qui pouvait faire gagner une si grande avance au socialisme.

Car *on y inclinait* : à preuve Washington et le président Wilson et le B.I.T. *annexé* à la Société des Nations comme un rouage essentiel.

Ceci est d'autant plus significatif que (comme il n'y avait pas de mouvement ouvrier pour exiger) ce n'était déjà que l'ombre, la trace du grand élan d'avant victoire. Cela suffisait à produire le B.I.T.

Alors, espérez-vous, à la fin de la guerre, *la Révolution Sociale* ?

Entendons-nous ! Il n'y avait pas lieu d'espérer la Révolution Sociale par insurrection violente et générale. Il n'y avait pas à espérer la Commune comme en 1871. Il y avait à espérer une grande évolution à la Jaurès, par consentement universel. Entre *les grands clans capitalistes* directeurs et les *partis ouvriers et socialistes, et les syndicats*, il y a la *masse* confuse et incertaine. Elle est composée de petits bourgeois, de vieilles dames, de retraités, d'artisans, d'ouvriers non socialistes, de paysans. Cette masse se porte, tantôt vers la réaction, l'autorité, la force, les militaires, tantôt vers les démocrates, les socialistes, l'avenir. Elle obéit, sans se rendre compte, sans réfléchir, à l'impulsion des journaux, et à ses préférences du moment. Elle va vers ceux qu'elle sent tout prêts. Selon qu'elle se porte vers tel ou tel côté, elle lui confère la suprématie.

C'est cette masse qui pouvait, après la guerre, se laisser entraîner dans un mouvement confiant vers la transformation économique. On profitait des grands changements entraînés par la guerre et du désarroi et du désir de mieux.

Après cette fin de la Première Partie, voici comment il faut concevoir la Deuxième Partie.

Un coup d'oeil général sur l'Europe socialiste, qui se détaille ainsi :

1° *En Allemagne* les socialistes ont agi.

Ils étaient à la tête de la Révolution. *Ils ont pris le pouvoir*. Pourquoi ne l'ont-ils pas conservé ? parce que les Alliés, la France victorieuse au lieu de les soutenir les a *discrédités*. Grâce à quoi, les réactionnaires ont repris courage et reconquis leurs électeurs d'autrefois.

2° *L'Angleterre* les gens du Labour Party et des Trades Unions étaient tout prêts.

3° *L'Italie aussi*.

4° *La Russie* sous Kerensky avait un gouvernement socialiste. Mais moins énergiquement décidé à durer que les bolchevistes. Ceux-ci, installés et cramponnés, ont commis une erreur de vision dont ils se rendent compte aujourd'hui ils ont cru (vieille méthode de Blanqui et des terroristes russes habitudes de conspirateurs et d'hommes des caves) qu'il fallait *soulever les barricades* en Occident.

Et ils nous ont cassés !

Donc : 5° *la France* était, au point de vue socialiste, *la clef de tout*. Si elle avait marché, tout marchait. Mais affaiblis par la scission virtuellement faite déjà, nous avons *raté les élections* de 1919 et après nous nous sommes déchirés d'où *Carence*.

Ainsi donc, la deuxième partie comprend : a) une revue générale du socialisme après la guerre dans les divers pays de l'Europe ; b) une étude particulière et approfondie sur la *crise socialiste en France*.

C'est en France que le succès socialiste était le plus important il aurait déchaîné tout le reste, toute l'Europe or c'est en France qu'il a échoué le plus totalement (carence).

La victoire en déroute : Deuxième partie

Appendice II

[Retour à la table des matières](#)

Chamonix, 17 juin 1922.

Après relecture à fond, je ressaisis le plan général du bouquin.

D'abord la première partie, la victoire trahie ; la paix de Versailles, la Société des Nations.

Puis (deuxième) pour la Société des Nations il fallait Socialisme : état du socialisme après la guerre : en *France* ; en *Allemagne* ; en *Belgique, Italie, Angleterre* ; en *Russie* : *ce qui s'est passé en Russie*.

Puis *Effet de la Révolution russe chez nous* coup d'œil sur la vie antérieure du parti.

La campagne *d'avant le Congrès de Tours*.

Le Congrès de Tours et la Scission.

Puis : eh bien ! voyons *la Révolution violente a-t-elle chez nous des chances ?*

(J'avais pensé à mettre ce chapitre avant le Congrès de Tours non, il vaut mieux maintenir le plan et traiter cela, à fond, après Tours.)

Puis : le socialisme après Tours en Europe : *Zinoviev à Halle*.
La Russie actuelle et l'évolution de Lénine.

Et le *très important* chapitre sur l'*Avenir du Socialisme*, le contraste entre Révolution politique et *Transformation économique* il s'agit *moins* d'exproprier et de distribuer les grosses fortunes que de *créer de nouvelles richesses* collectives.

Puis le Dilemme : l'Europe a le choix : *infaillible revanche allemande* ou *socialisme*.

Là, je reprends le courant d'idées de la première partie je parle de *Gênes* ; de la future alliance *anglo-germano-russe*.

Il faut isoler (pour éviter les répétitions, les rabâchages) chacun des thèmes que je veux traiter : la *Préparation de la Révolution* (feinte des Communistes français) ; *l'Opinion, l'Enthousiasme* ; le *Contraste entre Révolution politique et Révolution économique* ; éviter soigneusement de mêler tout cela.

La victoire de la déroute : Deuxième partie

Note des éditeurs

[Retour à la table des matières](#)

Les deux notes qu'on vient de lire étaient jointes au manuscrit tel qu'il fut trouvé, le 5 septembre 1922, dans le cabinet de travail du chalet de Chamonix. Ce manuscrit comportait deux dossiers le manuscrit proprement dit, écrit entièrement de la main de l'auteur, et une copie dactylographiée de ce manuscrit, que Marcel Sembat avait fait faire quelques mois auparavant. La note datée de mars 1922 se réfère vraisemblablement à la première relecture que Marcel Sembat put faire d'après cette copie. C'est, en tout cas, sur ce texte qu'il travailla durant les derniers mois. Les feuillets en sont parsemés de ratures et de corrections manuscrites, si minutieuses dans la première partie, qu'il est permis de penser que ces chapitres avaient déjà reçu leur forme quasi-définitive.

Il n'en est malheureusement pas de même de la deuxième partie. Les corrections y sont très rares. Il semble que l'auteur n'ait pas eu le temps de faire mieux que cette recherche des répétitions qu'il s'assignait comme tâche urgente à la fin de l'appendice II. Quelques paragraphes faisant double emploi sont signalés ainsi de sa propre main et nous les avons fait disparaître. Mais il ne peut faire de doute que plusieurs chapitres de cette deuxième partie n'eussent été refondus par lui, pour "isoler" (comme il l'écrivait) chacun des thèmes signalés à la fin de l'appendice II.

Enfin, l'ouvrage comportait une lacune capitale : le chapitre sur L'Avenir du monde socialiste (signalé dans l'appendice II comme devant être "très important")

n'existe pas dans le texte dactylographié. En effet, le manuscrit primitif ne contient, à la place de ce chapitre, qu'une liasse de notes et un exemplaire de *La Revue Hebdomadaire*¹. Le bordereau porte cette mention : " Plan du chapitre. Au fond, c'est l'article de *La Revue Hebdomadaire*." Or, cet article, très différent du présent ouvrage par ses procédés d'exposition, ne développait qu'une seule des idées exprimées dans les notes manuscrites qui y étaient jointes — savoir qu'il importe moins de distribuer que de créer des richesses, pour réaliser le socialisme. En fait, ce chapitre e" préparation présentait trois éléments :

1° Une liasse de petits feuillets couverts de notes griffonnées au crayon, comme Marcel Sembat avait coutume de faire en dehors de ses heures de travail, et traitant de la dictature du prolétariat et du problème du travail sous une direction socialiste ;

2° L'article de *La Revue Hebdomadaire*, qui est bien un article et non le chapitre d'un livre il est probable que Marcel Sembat n'en aurait pas découpé tels ou tels passages pour les insérer dans le cours de son ouvrage, mais qu'il les aurait au moins refondus préalablement ;

3° Quelques pages écrites à la plume où se trouvent esquissées les vues que Marcel Sembat comptait développer, concernant " l'avenir du monde socialiste ".

Plutôt que de prétendre combler artificiellement le moindre vide, nous avons tenté de constituer avec ces éléments, et dans cet ordre, le chapitre que l'on a lu. Il ne contient pas une phrase qui ne soit de Marcel Sembat. Mais nous tenions à dire pour quelles raisons l'auteur ne saurait être incriminé quant à la disposition, à l'économie de ce chapitre si des imperfections s'y révèlent, c'est à nous et non à lui que la faute en incombe.

A.V.et P.C.

FIN

¹ Numéro du 19 mars 1910, où avait paru un article de Marcel Sembat sur Les Idées Socialistes, dans l'enquête ouverte par cette revue sur *La Mêlée des partis*.